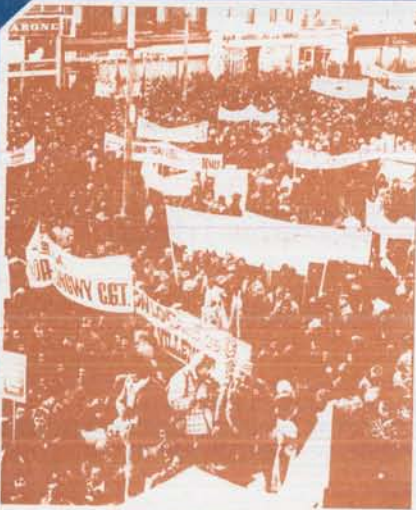




bimensuel
n°48/49 ● 30/04/79
10 Ff ● 70Fb ● 6Fs ●

INPRECOR

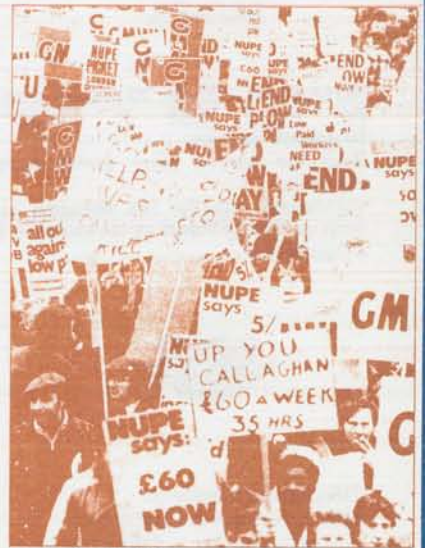
INTERCONTINENTAL PRESS



La manifestation du 18 décembre à Longwy.

Elections européennes

**Les organisations
réformistes
face à l'Europe**



Londres, 20 janvier 1979...

**Asie orientale : - La suite du débat
sur la crise sino-indochinoise
- Un hiver de mécontentement en Chine**

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



**Abonnement
UN an
25 numéros**



TARIFS

100FF, 50 FS, 700 FB, 20 dollars Can.
Par avion, USA et Canada :
30 dollars par an.
Pour les autres pays écrire à la
rédaction.
Versement : libeller les chèques au
nom de Pascal Henri et les envoyer à
« Inprecor ».



Découper ce bulletin
et le retourner à « Inprecor »
accompagné d'un chèque bancaire
libellé au nom de Pascal Henri
Boîte postale 57,
93101 - Montreuil Cédex - France

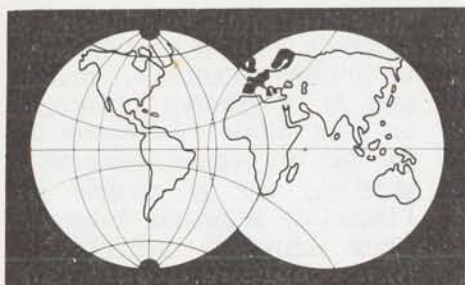
NOM
PRENOM
ADRESSE
.....
.....
.....
PAYS

Sommaire

- Page 3 **EUROPE**
L'enjeu des élections européennes de juin 1979 (2)
Les organisations réformistes face à l'Europe
Anna Libera
- Page 9 **COLOMBIE**
Lutter contre le « statut de sécurité »
So corro Ramirez
- Page 14 **IRAN**
Lettre ouverte aux militants du PST iranien
Comité central uni de la Ligue communiste révolution-
naire d'Israël / Groupe communiste palestinien
- Page 15 **MOYEN-ORIENT**
La nature de la période
Eléments de changements structurels (4)
M. Jafar
- Page 21 **CHINE**
Un hiver de mécontentement en Chine
Des protestations à la veille de la guerre avec le Vietnam
Leslie Evans
- Page 25 **DEBAT/INDOCHINE**
Le Vietnam et la question cambodgienne
Déclaration de la JRCL, section japonaise de la IVe
Internationale
- Page 27 **DEBAT/INDOCHINE**
Les problèmes posés par les conflits militaires en Asie du
Sud-Est
Ernest Mandel

« Inprecor », Boîte postale 57, 93101, Montreuil/Cedex - France
Directeur de publication : Jean-François Godchau
Imprimé par Rotographie (Montreuil). Commission paritaire :
No 59117

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment
les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.



Europe

L'enjeu des élections européennes de juin 1979 (2)

Les organisations réformistes face à l'Europe

Anna LIBERA

● L'échéance prochaine des élections du Parlement européen permet, si cela était encore nécessaire, de révéler la nature réelle de la politique des directions traditionnelles de la classe ouvrière. Face à cette nouvelle étape de construction d'une Europe capitaliste dont l'image de marque est ses sept millions de chômeurs, les partis qui prétendent défendre les travailleurs ne font que répercuter au niveau européen leurs politiques respectives de collaboration de classe.

La social-démocratie européenne se présente comme moteur de la construction de l'Europe impérialiste; quant aux sirènes de l'«eurocommunisme», elles n'auront chanté qu'un été et ont laissé place au réalisme des «voies nationales» qui amène les PC non seulement à se présenter dispersés à la bataille, mais aussi à défendre des orientations parfois totalement antagoniques d'un pays à l'autre.

Tout en prétendant lutter pour «l'Europe des travailleurs», ces partis ne manifestent en fait dans cette campagne que leur adaptation à leurs bourgeoisies ou à des fractions de leurs bourgeoisies nationales.

Quelle peut en effet être cette Europe des travailleurs que le chef de file des socialistes européens, Helmut Schmidt, met au point avec Giscard d'Estaing, représentant de l'impérialisme français ? Et quelle est cette Europe des travailleurs qui, selon qu'elle est présentée par les différents partis communistes, passe par une intégration plus poussée, un Parlement disposant de pouvoirs réels et l'élargissement si l'on écoute le PC italien, le PC belge ou espagnol; par une défense de la «nation française», de la souveraineté du Parlement national et le rejet de l'entrée des pays candidats si l'on écoute le PCF; ou encore par le retrait immédiat de la Grande Bretagne et de l'Irlande si l'on écoute le PC anglais ou irlandais ?

Les intérêts des travailleurs européens n'ont pas grand chose à voir avec tout cela, comme les sidérurgistes lorrains en font actuellement l'expérience. Face à un tel feu d'artifice de la collaboration de classe, l'échéance de juin prochain place une tâche essentielle au centre de la campagne des marxistes-révolutionnaires : restituer le sens réel

de la lutte anti-capitaliste des travailleurs, l'internationalisme.

LA SOCIAL-DEMOCRATIE EUROPEENNE

Depuis longtemps déjà, le SPD de Helmut Schmidt a pris la tête de la bataille pour la construction de l'Europe au nom des intérêts des secteurs dominants du capitalisme allemand. Il a trouvé sur ce plan un accord presque parfait avec Giscard d'Estaing et, s'il apparaît souvent un «européen» plus décidé que le locataire de l'Elysée, c'est qu'il représente une économie plus forte dont les gros trusts ont un besoin impératif pour aller de l'avant dans la concentration européenne. On le trouve donc à la place que l'on pouvait attendre dans la campagne pour les élections au Parlement européen. Cependant, et c'est un signe de la conscience qu'ont les dirigeants sociaux-démocrates allemands des rapports de forces sociaux en Europe, ils ont placé en tête de leur liste les principaux dirigeants syndicaux de leur parti.

Pour cette campagne, le SPD, sous la houlette de son président

Willy Brandt, a unifié les campagnes de l'ensemble des partis sociaux-démocrates européens, même de ceux qui, comme le PS français, avaient, ces dernières années, établi une alliance privilégiée avec les communistes.

En 1973, le PS de François Mitterrand organisait un congrès spécial sur l'Europe à Bagnolet. Ce congrès - en pleine euphorie de l'Union de la gauche - fut tout entier tourné sur la «*lutte pour le socialisme en Europe du Sud*» et la bataille pour l'«*Europe des travailleurs*». Acceptant l'Europe telle qu'elle existe, la déclaration finale était axée sur deux points : la lutte pour les droits des travailleurs européens et contre les grandes multinationales. Cette déclaration reçut l'approbation de l'aile gauche du PS, le CERES, et fut ensuite adoptée par le Congrès de Nantes de ce parti en 1977.

En juin 1978, la direction socialiste élue à Nantes signait la plateforme des PS européens pour les élections de juin prochain, concoctée par le SPD et qui est un bon programme de construction de l'Europe capitaliste.

En juillet 1978, pour faire passer cette plateforme dans son parti - le CERES l'attaque comme un «*Bad-Godesberg européen*» (1) -, en particulier sur la question de l'élargissement de la CEE (contre laquelle le PS s'était jusqu'alors prononcé), Mitterrand expliquait qu'il avait obtenu des «*inflexions*» et une «*attitude de grande prudence, non pas dans l'acceptation de l'élargissement de la communauté*», mais quant aux conditions, aux aménagements, aux «*échéances*». Il s'agit en fait d'une petite phrase précisant qu'il faudra discuter au niveau de chaque parlement national des échéances de l'élargissement. Petite phrase incluse, selon les dires de Willy Brandt, pour que «*Mitterrand n'ait pas de difficultés avec ses élus du Sud-Ouest*».

Cette petite phrase n'a cependant pas facilité la situation du PS dans le Sud-Ouest de la France, région viticole qui sera

particulièrement frappée par l'entrée de l'Espagne dans la CEE. Les notables socialistes locaux ont en effet vu baisser leur cote et subi les contre-coups de la campagne chauvine que mène le PCF dans la région et, début mars, cinq fédérations socialistes locales décidaient d'adhérer au mouvement «*Mon pays écorché*», qui mène campagne contre l'élargissement de la CEE. Mais le gros du PS a accepté l'alignement européen qui permet aussi de préfigurer, au niveau français, de possibles convergences avec la majorité giscardienne.

A LIRE AUSSI DANS INPRECOR

Articles sur la RFA

1. *Les sidérurgistes pour les 35 heures, numéro 40, 14 décembre 1978.*
2. *Six semaines de grève dans la sidérurgie - premier bilan, numéro 40, 14 décembre 1978.*

Articles sur la Grande-Bretagne

1. *Au sortir de plusieurs défaites et à la veille d'une année électorale, de Brian Grogan et de Rich Palser; paru dans Inprecor no 22, du 17 février 1978.*
2. *Callaghan et Ford contre la classe ouvrière, de Brian Grogan; paru dans Inprecor no 36, du 19 octobre 1978.*
3. *La dernière année du gouvernement Callaghan, de Rich Palser; paru dans Inprecor no 40, du 14 décembre 1978.*
4. *Le gouvernement travailliste passera-t-il l'hiver ? par Brian Grogan; numéro 45, 15 février 1979.*

En Italie, également, le PSI s'est aligné sur la social-démocratie allemande sur la question européenne. Ce parti avait, au milieu des années 70, tiré un bilan négatif de sa longue collaboration avec la Démocratie

chrétienne dans les gouvernements de centre-gauche et opéré un tournant «gauche», combattant le compromis historique au nom d'une «alternative de gauche» au régime démocrate-chrétien, sur le modèle de l'Union de la gauche française. Etant donné la difficulté de réaliser cette politique en Italie et la modification de ses espérances européennes (échec de l'Union de la gauche), il changea de perspective lors de son Congrès de Turin en février 1978, reléguant au calendrier grecques l'alternative de gauche, se lançant dans une virulente polémique contre le «léninisme» du PCI et affirmant son «choix occidental» (rappelons que, lors de la guerre froide, le PSI est le seul parti social-démocrate à avoir choisi de défendre le «camp» soviétique). Il espère ainsi, porté par la vague de la social-démocratie européenne, gonfler ses voiles en Italie même.

Seule note discordante dans le concert socialiste européen, le Parti travailliste de James Callaghan. Pro-européen, le *Labour Party* doit cependant se faire porteur des exigences particulières du capitalisme britannique, en position de faiblesse et qui maintient des rapports privilégiés avec les Etats-Unis. De plus, le Parti travailliste est divisé sur la question de l'Europe, la gauche travailliste ayant appelé à voter contre l'entrée de la Grande Bretagne lors du referendum sur l'adhésion de cette dernière au Marché commun. Or Callaghan a déjà pas mal de sujets de discorde à propos de sa politique salariale pour ne pas en ajouter d'autres. Il doit donc à la fois s'efforcer de ne pas raviver le *lobby* anti-européen dans son parti, sans se couper pour autant du processus de construction européenne en cours. Malgré les réticences anglaises, la social-démocratie se présentera donc comme un courant assez homogène au niveau européen. Mais ce n'est pas le fait que les partis socialistes se présentent unis à cette échéance qu'il faut dénoncer - comme le fait le PCF, leur donnant ainsi à bon compte un label d'internationalistes - mais bien l'orientation pro-impérialiste qu'ils viennent y défendre.



A LIRE AUSSI DANS INPRECOR

Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe - manifeste adopté par les sections européennes de la VIe Internationale; numéro 45, 15 février 1979.



LES «VOIES NATIONALES» DES EUROCOMMUNISTES

Les différents partis communistes, tout «eurocommunistes» qu'ils s'affirment, donnent, face à cette échéance, toute la dimension de leur adaptation aux intérêts de leurs différentes bourgeoisies nationales. La polémique qui avait éclaté en août dernier entre le PCE et le PCF au sujet de l'entrée de l'Espagne n'était en fait que la pointe de l'iceberg de la discorde entre ces partis. Devant la campagne chauvine que le PCF avait lancée dans le Sud-Ouest de la France contre l'entrée de l'Espagne dans la CEE, les dirigeants du PCE pour qui cette entrée est une pièce maîtresse de l'évolution de l'Espagne, dénoncèrent le «patriotisme de clocher de Marchais» et l'accusèrent de «réveiller les démons réactionnaires parmi les agriculteurs arriérés». Le PCF répondit vertueusement par un entrefilet dans l'Humanité en expliquant que «chaque parti avait le droit de déterminer librement ses propres positions».

Et en effet ces positions sont plus que discordantes comme le montre un rapide pot-pourri de déclarations des divers partis communistes.

C'est dans la revue gaulliste l'Appel que Georges Marchais écrivait en juillet 1978 : «Il est clair, que, en ce qui nous concerne, nous refusons catégoriquement d'être liés à une quelconque mini-internationale, de

subordonner nos revendications nationales à un parti européen. Ceci serait évident si nous n'assistions pas actuellement à un mouvement regrettable de tous les autres partis français, sans exception, vers des formations ou des regroupements qui, bien qu'ils se nomment européens, représentent en réalité dans la plupart des cas, des intérêts qui sont, pour le moins, en opposition avec l'intérêt national. Mis à part le Parti communiste français, bien sûr, cela vaut pour tous les autres partis sans exception, pour le Parti socialiste qui a élaboré un préambule et un catalogue de propositions communes avec ses partenaires européens, de même que pour tous les partis de la droite qui sont unis avec des partis réactionnaires d'autres pays européens.

«Malgré notre profonde solidarité avec les luttes et les aspirations des ouvriers européens et la lutte des communistes des Neuf, nous sommes trop conscients de l'intérêt national pour agir de cette façon. Je note que cela n'est pas nouveau dans notre attitude; les députés communistes français qui sont membres du Parlement européen depuis 1973 et qui, pour des raisons administratives, sont membres d'un groupe communiste européen, ont toujours affirmé que leur seule fonction, dans l'Assemblée elle-même, était l'intérêt national français».

Pour Giancarlo Pajetta, «Ministre des Affaires étrangères» du PCI, au contraire : «Ce qu'il faut, c'est une organisation qui puisse réellement agir, qui soit basée sur un transfert de pouvoir accordé par les gouvernements et parlements des Etats membres, et puisse ainsi traiter des problèmes cruciaux que les Etats nationaux ne peuvent traiter tout seuls. Ce pouvoir multinational doit être garanti, aux yeux des peuples des Etats membres, par un contrôle démocratique ferme qui pourrait être exercé directement par le Parlement européen s'il avait des pouvoirs bien plus larges que maintenant. Comme nous le voyons, ces pouvoirs multi-

nationaux doivent être très différents de ceux de l'actuel Conseil de l'Europe. Les prérogatives du Parlement et de la Commission doivent être renforcées et il doit y avoir un meilleur équilibre entre ces organes et le Conseil des Ministres. Il doit s'agir d'un pouvoir démocratique, capable de rassembler dans la sphère européenne, la souveraineté à laquelle les parlements nationaux renoncent, et d'assurer une participation populaire effective à la planification et à l'application des politiques communautaires. Sans cela il n'y a aucune chance d'insuffler une nouvelle vie à cette communauté.»

Le Parti communiste hollandais, quant à lui, «rejette l'idée que la construction d'un pouvoir supra-national soit un fait auquel on ne puisse échapper» et se battra «pour la protection de la souveraineté nationale de notre pays, pour la protection de la Constitution hollandaise qui stipule que le Parlement hollandais est le seul représentant élu du peuple».

Le PC belge pense, au contraire, qu'«En réalité, il est faux d'opposer des mesures nationales à des mesures com-

Cahiers de la taupe

l'après
mars
78

38^{ème}
congrès
cfdt

En vente
à la
Librairie
La Brèche

Prix : 5 F

munautaires comme si elles étaient incompatibles. Nier la possibilité de mesures économiques nationales désarme aujourd'hui le mouvement ouvrier et démocratique qui mène nécessairement sa lutte dans les frontières nationales et cela revient, en fait, à laisser la voie libre au grand capital. Mais, d'un autre côté, ne pas présenter de perspectives au niveau du Marché commun, c'est permettre à ces mêmes forces du grand capital de prendre seules des décisions à ce niveau, décisions contre lesquelles la résistance «nationale» sera ensuite plus difficile (...). Ces problèmes (économiques) demandent des politiques coordonnées qui ne peuvent être menées sans le transfert de certaines prérogatives des Etats nationaux à des organismes intégrés, afin que les décisions prises d'un commun accord soient appliquées».

Le Parti communiste d'Irlande, lui, est «opposé à l'élection directe du 'Parlement' européen» et se prononce pour le retrait de l'Irlande du Marché commun.

Et l'on pourrait poursuivre la liste... Ces positions divergentes reflètent les conditions nationales propres à chaque pays, auxquelles s'adaptent les politiques de collaboration de classe des PC. Ainsi les PC espagnol et italien, qui épousent les intérêts des grands monopoles de leurs pays et mènent une politique d'union nationale avec leurs représentants, sont-ils des «européens» convaincus. Le PCF, quant à lui, allié, dans sa campagne anti-européenne, son chauvinisme traditionnel à sa politique de division envers le Parti socialiste et à sa recherche de l'«Union du peuple de France».

L'analyse des politiques «européennes» des deux principaux partis communistes, l'italien et le français, montre quelles voies divergentes peut prendre une même adaptation aux intérêts de bourgeoisies nationales.

L'EUROPEANISME DU PCI

Le PCI a depuis le début des années 60 fait le choix de l'Eu-

rope comme cadre de réalisation de la «voie italienne au socialisme». Celle-ci, nécessitant le maintien du statu-quo international, devait prendre en compte les réalités existantes, l'Europe étant une de celles-ci.

D'autre part, l'approfondissement de la «voie italienne» avec l'élaboration du «compromis historique» et l'engagement dans une politique d'union nationale avec la DC, parti des monopoles italiens, allait confirmer et amplifier ce choix européen du PCI. Celui-ci est non seulement pour l'élargissement du Marché commun, pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel, mais également pour un transfert des pouvoirs des parlements nationaux à cette instance européenne, comme le montre la citation de Pajetta reproduite ci-dessus. Ce choix européen va d'ailleurs beaucoup plus loin puisque le PCI accepte également le cadre des alliances militaires de l'Europe, avant tout l'OTAN.

On se souvient que Berlinguer déclarait lors de la campagne électorale italienne de juin 1976 qu'il se sentait plus sûr dans le camp de l'OTAN que dans celui du Pacte de Varsovie pour développer son expérience de «marche au socialisme». Récemment encore, des dirigeants du PCI participaient à une conférence sur la sécurité en Europe. Cette conférence était organisée aux USA par le *Research Institute on International Change* de l'Université de Colombia (institut créé par Brzezinski) et y participaient tous les partis socialistes européens plus le PCI, le PCE et la Ligue des communistes yougoslaves. Le professeur Bogdan Denitch, de l'institut sus-nommé, commente ainsi la politique du PCI : «*Les communistes italiens ont fait une impression très, très forte. Ils sont apparus comme un mouvement sérieux, comme un parti de gouvernement qui ne cherche pas à éluder les problèmes. Il y avait des divergences entre les différents partis, mais il y en avait également entre les socialistes et les Américains présents. Je pense par exemple que la vision expo-*

sée par le sénateur Calamandrei (PCI) à propos de l'OTAN et de son rôle dans le maintien d'un équilibre stratégique comme pré-condition à la détente était très bien articulée, raisonnable et représente certainement une base de discussion. Il est vrai qu'il a exposé quelques réserves, par exemple en matière de consultations, de standardisation des armements et de limitation de la sphère d'influence. Mais en cela le PCI n'est pas apparu très différent de certains partis sociaux-démocrates. Le sous-secrétaire norvégien de la Défense a dit plus ou moins la même chose. Ce qui a constitué une surprise non seulement pour les Américains, mais également pour certains socialistes présents qui tendent à être plus neutralistes et à avoir plus de réserves que n'en a aujourd'hui le PCI sur l'utilité de l'alliance défensive de l'OTAN». (2)

Les responsables du PCI ne laissent d'ailleurs planer aucune illusion sur leur objectif dans la construction de l'Europe. Pajetta le rappelait en septembre dernier, lors d'une conférence publique à Turin : «*Je ne crois pas que la transformation socialiste de l'Europe soit à l'ordre du jour*». Tout comme il a choisi l'austérité et l'union nationale pour sauver le capitalisme italien, le PCI choisit la construction de l'Europe comme complément indispensable à cette entreprise de sauvetage.

LA LUTTE DU PCF CONTRE L'«ABANDON NATIONAL»

Le Parti communiste français a empoigné, lui, un tout autre drapeau, celui de la défense de la «nation française» que tous, selon lui, veulent vendre pour une poignée de *Deutch Mark* ! Il a atteint là des sommets inégalés dans le chauvinisme et retrouve avec un délice apparent les accents «anti-boches» de sa politique de la dernière guerre. Même si notre critique de sa politique à propos de l'Europe ne saurait se limiter à dénoncer son chauvinisme, il faut cependant fermement le battre en brèche, tant il dif-

fuse le venin nationaliste dans la classe ouvrière, stimulant la division et ouvrant la voie au racisme (ne voit-on pas des maires communistes se prononcer pour la limitation du nombre de travailleurs immigrés dans leur commune)?

Dès les premiers pas de la construction de l'Europe, le PCF s'était dressé pour défendre «sa nation» contre l'abandon national qui se profilait. Jacques Duclos déclarait en octobre 1953 : «*Nous sommes prêts avec tous les Français, quels qu'ils soient - nous disons bien quels qu'ils soient - qui, comme nous ne veulent pas d'une nouvelle Wehrmacht, à participer à toutes les actions politiques qui peuvent et doivent être organisées par une puissante campagne dans toute la France*». Cette déclaration vieille de 25 ans est reproduite en bonne place dans un livre que le PCF vient de publier «*Europe : la France en jeu*» (3) pour montrer la continuité «nationale» de sa politique.

Au cours des années 50 et 60 le PCF avait en effet mené de virulentes campagnes contre toutes les manœuvres d'intégration et de concentration européennes, toujours au nom de la défense du patrimoine français. En 1965 cependant, Waldek Rochet, secrétaire général d'alors, opérait un premier tournant timide en expliquant qu'il fallait tenir compte du fait que le Marché commun existait et lutter pour sa démocratisation. Et c'est avec la signature du Programme commun de gouvernement en 1972 que le PCF sanctionnait son choix européen, l'acceptation de l'Europe capitaliste comme champ d'action de l'Union de la gauche.

Cette acceptation de l'Europe était évidemment le corollaire des choix du Programme commun, programme de collaboration de classe ne remettant pas en cause le système capitaliste. Sur l'élargissement du Marché commun, le PCF ne mettait qu'une condition : la mise en place de régimes démocratiques en Grèce, en Espagne et au Portugal. Con-

dition qui, aux yeux du PCF, devrait être aujourd'hui réalisée.

C'est au lendemain de la rupture et de l'échec de l'Union de la gauche en mars 1978 que le PCF est revenu à son cours nationaliste outrancier sur la question de l'Europe. Cette position correspond, pour lui, à plusieurs objectifs : masquer derrière sa campagne chauvine son acceptation du capitalisme et du Marché commun capitaliste (non élargi) et donc son incapacité à donner des perspectives aux travailleurs frappés par la crise; alimenter sa politique de division avec le Parti socialiste, parti «européen» et même «allemand» par excellence, et poser les jalons de sa politique d'«Union du peuple de France» en se retrouvant aux côtés des gaullistes dans sa défense de la «nation française».

Si on ne lit pas la presse du PCF sur cette question on a du mal à imaginer la dimension réelle de sa campagne chauvine. Donnons-en quelques exemples. La presse communiste ne parle plus de trusts ou de monopoles, mais de «konzern», et quand il faut nommer un capitaliste il ne peut s'appeler que Krupp ou von Thyssen ! Et que dire de ce dessin à la une de l'*Humanité* qui représente la France portant une pancarte : «*A vendre, 40 millions de Marks*»; de cette affiche placardée sur les murs de Paris et qui dit simplement «*Non à l'Europe allemande*»; ou du rapport de Fitermann au Comité central de septembre 1978 du PCF qui expliquait que l'Allemagne voulait gagner par le biais de la CEE ce qu'elle n'avait pas pu obtenir par la guerre ! Que dire aussi de la campagne d'affiches du PCF pour «*produire français*» et de la campagne de la FFTL (le syndicat du livre qu'il contrôle) pour le rapatriement des travaux d'imprimerie «français» faits en Belgique ?

Le livre récemment publié par le PCF sur l'Europe offre un véritable concentré de ce nationalisme. L'introduction sur «l'idée européenne» présente

les «grands européens» qui vont de Churchill à Hitler, de Goebbels à Robert Schuman ! Un seul leitmotiv parcourt tout le livre : «*Pour les hommes qui nous gouvernent, comme pour les sociaux-démocrates, faire l'Europe, c'est défaire la France*» (p. 8). Contre cet abandon, il faut «*développer toutes les potentialités de la nation française... garantir la souveraineté nationale... pour une France forte reposant sur le savoir-faire de ses ouvriers, techniciens et ingénieurs...*» (p. 9).

Après de longues descriptions de l'hégémonie allemande sur l'Europe, l'auteur s'écrie : «*En langage clair, cela veut dire que les peuples, notre peuple, pourraient se voir imposer des décisions par des majorités étrangères*» (p. 84). Et de citer les déclarations de l'écrivain gaulliste hyper-réactionnaire Maurice Druon : «*Ces données ne manquent pas d'inquiéter de larges secteurs de l'opinion française et Maurice Druon, ex-ministre et écrivain pouvait récemment écrire : 'Allons-nous nous résoudre à une Europe à domination allemande ?'*» (pp. 101 et 102).

Ce déchaînement nationaliste et chauvin ne réussit pas à masquer les contradictions de la politique du PCF. Celui-ci organise des manifestations contre l'entrée de l'Espagne dans la CEE mais, à aucun moment ne remet en cause le Marché commun capitaliste en tant que tel. Il mène bataille contre l'accentuation de l'intégration européenne au nom de la défense du capital national et donc des exploités nationaux ! C'est son refus de remettre en cause le système capitaliste, national et international, qui donne toute sa dimension réactionnaire - au sens littéral du terme, retour en arrière - à sa position sur l'Europe. A l'étape actuelle de développement des forces productives, se battre pour le rapatriement des capitaux et forces productives «françaises» dans la France capitaliste n'apporte aucune solution à la crise, au contraire. Si cela se faisait réellement on assisterait en fait à une crise de surproduction qui entraînerait une destruction

massive des forces productives par les capitalistes et donc à une hausse du chômage. Sans parler de la mise à pied des ouvriers travaillant dans des entreprises à capitaux français à l'étranger.

Toute remise en cause du Marché commun ne s'accompagne pas d'une lutte radicale contre le capitalisme, pour la solidarité internationale concrète des travailleurs, pour une planification économique interna-

tionale et pour les Etats-Unis socialistes d'Europe ne peut que prendre le caractère réactionnaire de la politique du PCF.

Rappelons aussi en passant, pour bien souligner le caractère tout à fait instrumental de la politique du PCF, que celui-ci s'émeut aujourd'hui de la mise en place du système judiciaire européen, alors qu'il a refusé de lever le petit doigt en automne 1977 lors de l'extradition de France en RFA de

l'avocat de la RAF Klaus Croissant, première victime de ce système judiciaire.

NOTES

(1) C'est au Congrès de Bad Godesberg en 1953 que le SPD allemand a rejeté la perspective de la lutte pour le socialisme.

(2) Interview reproduite dans «La Republica» du 4 octobre 1978. Le quotidien communiste «L'Unita» de la même époque a fait également une large publicité à cette conférence.

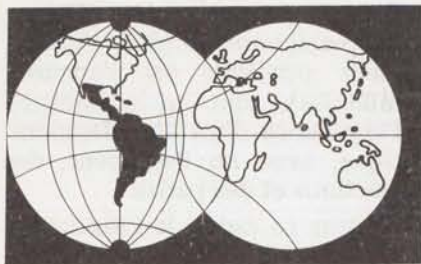
(3) D. Debatisse, S. Dreyfus, G. Streiff, J. C. Thomas : «Europe : la France en jeu», Editions sociales, janvier 1979.

Prochain article : Faire entendre la voix de l'internationalisme

The advertisement displays four covers of the magazine 'INPRECOR INTERCONTINENTAL PRESS'. Each cover features a different headline and image. The top-left cover has the headline 'Les travailleurs de Ford contre Callaghan' and a photo of a crowd. The top-middle cover features 'RECESSION AUX ETATS UNIS' and a line graph. The top-right cover shows 'L'Indochine du conflit à l'heure sino-vietnamien' with a photo of soldiers. The bottom-right cover has 'IRAN REFORMER OU LIQUIDER LA MONARCHIE?' with a photo of a construction site. Each cover also includes the magazine's name and some smaller text like 'bimensuel' and prices.

**l'actualité
n'attend pas !**

abonnez - vous (voir p2)



Colombie

Lutter contre

le «statut de sécurité»

L'objectif du «statut de sécurité» est limpide. Il légitime la persécution politique et syndicale. Il vise à «assurer» à la bourgeoisie, au moyen d'un régime de répression et de terreur, le maintien de ses marges bénéficiaires confortables, obtenues par la surexploitation des travailleurs, sans que ceux-ci se soulèvent contre les conditions de misère, l'accroissement des hausses de prix et le chômage.

Socorro RAMIREZ

Plus de trois mille personnes ont été emprisonnées en Colombie en trois mois. Chaque jour on annonce que des travailleurs, des étudiants et des intellectuels ont été torturés et assassinés. Les libertés démocratiques les plus élémentaires peuvent être arbitrairement violées pour un simple soupçon d'opposition au «sacro-saint Droit de l'Etat». Ces mesures, et beaucoup d'autres mesures anti-ouvrières et contre les masses populaires, s'abritent derrière le «statut de sécurité»: c'est le décret de 1923, avec lequel a débuté le gouvernement de Turbay Ayala, et qui a été mis en application le 6 septembre dernier en «utilisant les facultés que confère l'état de siège au Président» (légiférer directement sans l'accord du Parlement). Quelques rappels historiques expliquent la signification et la portée d'une telle mesure.

QUELQUES RAPPELS

1. Le «Front national» est terminé. C'était un accord entre les deux grands partis bourgeois (le Parti libéral et le Parti conservateur) qui concédait constitutionnellement à ces deux partis une répartition équitable de la direction de l'Etat; en un mot, le contrôle de tout l'appareil bureaucratique était le monopole institutionnalisé des deux partis. Le résultat de plus de 20 ans

de Front national et de la politique mise en œuvre par ses différents gouvernements est un bipartisme en crise, qui a perdu tout consensus de masse. Durant toute cette période, il y a toujours eu une distance énorme entre les programmes, les plans et les intérêts du bipartisme, et les changements véritables que réclament les conditions de vie précaires de l'immense majorité des Colombiens. L'affaiblissement de ce programme de gouvernement a été accompagné d'une corruption sociale et morale croissante de l'administration publique, dirigée et défendue par les hauts fonctionnaires civils et militaires.

2. Contrairement aux objectifs du Front national, la combativité des masses n'a cessé de s'exprimer par différents canaux. Pour ne citer que les faits les plus récents et les plus connus, en 1977 ont eu lieu près de cent grèves et arrêts de travail massifs, les *paros cívicos*. Cette montée des luttes de masses a connu son point culminant lors du «*Paro Cívico Nacional*» du 14 septembre 1977 qui fut, en fait, une véritable grève générale. Un des éléments les plus significatifs de celui-ci a été la tendance généralisée à l'unité syndicale des travailleurs et contre l'atomisation traditionnelle qui caractérise le mouvement syndical colombien.

Le Conseil national syndical, formé par les quatre centrales ouvrières existant dans le pays, en est sorti renforcé. Cette vague de luttes de masses s'est étendue en 1978, avec des centaines de conflits ouvriers et populaires qui répondaient à la situation extrême de pénurie des masses colombiennes: élévation du coût de la vie, augmentation du chômage, inflation croissante, répression généralisée.

3. Alors que la majorité des Colombiens s'enfoncent dans la misère, les capitalistes ont bénéficié d'une des «prospérités» économiques les plus importantes depuis 25 ans. On a assisté à la croissance sans précédent de plusieurs secteurs économiques. Ainsi, la croissance industrielle, pour l'année 1978, a été de 15%, tandis que la valeur des exportations augmentait de 27% par rapport à 1977. La prospérité du secteur du café, et aussi celui de la culture et du trafic des stupéfiants, ont mis en circulation une grande masse de capitaux. La capacité d'importation a été accrue par l'accumulation importante de devises dans les trois dernières années et les investissements étrangers et privés ont été stimulés, parallèlement à la baisse des investissements publics. Cette baisse est particulièrement visible dans les services sociaux, où l'Etat a abandonné plusieurs program-

mes importants pour «manque de ressources». La concentration et la centralisation évidentes de la richesse, avec la prédominance des monopoles financiers, contraste avec la paupérisation dramatique des travailleurs. C'est le résultat du développement capitaliste basé sur la surexploitation, dans le contexte de la dépendance semi-coloniale.

4. Un antécédent immédiat du «statut de sécurité» déjà mentionné, a été la convocation par l'ancien Président, Lopez Michelsen, d'une Assemblée constituante, appelée la «petite constituante», à laquelle il avait fixé des objectifs clairement réactionnaires sous prétexte de la «nécessité» d'une soi-disant réforme de l'administration publique et de la justice. Il a vite été évident qu'il s'agissait là, fondamentalement, de transférer entre les mains de l'exécutif, et donc du Président, la capacité de légiférer qui correspond traditionnellement au Parlement.

Le résultat devait donc en être l'affaiblissement du rôle du Congrès au niveau national, ainsi que celui des assemblées départementales et des conseils municipaux. En ce qui concerne les réformes envisagées durant cette session, celle de la justice se proposait de consacrer comme permanente et institutionnelle la pratique de militarisation de la justice ordinaire : l'«arbitrage» des affaires courantes, qui correspond normalement à la justice civile, correspondrait aux tribunaux militaires, à travers les mécanismes de la justice militaire, comme les conseils de guerre.

Cette Assemblée constituante, approuvée frauduleusement par le Congrès de la République contre l'opposition ouverte de larges secteurs, fut déclarée anti-constitutionnelle par la Cour suprême de Justice. La bourgeoisie a alors cherché à continuer d'appliquer la même politique par d'autres moyens. Les objectifs poursuivis par l'adoption du «statut de sécurité», identiques, au fond, à ceux de la réforme de la justice qu'envisageait Lopez Michelsen, le démontrent.

Il s'agit d'«assurer» à la bourgeoisie, au moyen d'un régime de répression et de terreur, le maintien de ses marges bénéficiaires confortables, obtenues par la surexploitation des travailleurs, sans que ceux-ci se soulèvent contre les conditions de misère, l'accroissement des hausses de prix et le chômage. Il n'est pas fortuit qu'au lendemain de l'adoption de ces mesures qui cherchaient soi-disant à apporter la sécurité aux Colombiens, le gouvernement décidait une série de hausses, notamment du combustible, des transports, des articles de première nécessité, et lançait une grande offensive en vue de détruire le conseil national syndical et les autres expressions de l'unité et de la combativité du mouvement ouvrier colombien.

5. En Colombie, l'état de siège est en vigueur depuis 30 ans. Le Président Turbay s'est engagé à annoncer bientôt au monde la levée de cette mesure. Ce faisant, il essaie de réaffirmer l'image de marque démagogique de constitutionnalité et de «civisme» qu'aurait le régime colombien dans l'opinion publique internationale.

En fait, la plus grande partie des mécanismes extraordinaires de l'état de siège ont été petit à petit incorporés à la législation ordinaire, le statut de sécurité étant la culmination de ce processus. Mais en même temps, aucune de ces mesures réactionnaires, anti-ouvrières et anti-populaires n'a pu contenir la montée des masses de façon permanente. Au contraire, la crise du bipartisme montre que ce sont les masses qui ont affaibli les projets du régime et les ont mis en échec. Les mesures actuelles du gouvernement ne feront pas exception à cette règle.

REFORME REACTIONNAIRE DE L'ETAT ET BIPARTISME

Ce gouvernement a légitimé la persécution politique et syndicale, pour ouvrir la voie à une réforme politique réactionnaire de l'Etat, permettant à la bourgeoisie de répondre aux nouvelles réalités de la lutte de classes.

Il s'agit de rendre plus efficace l'appareil répressif (dont l'instrument privilégié est l'appareil militaire), tout en maintenant l'apparence d'un Etat démocratique, avec un Parlement, des élections et des partis.

Dans ce cadre, le Président a prolongé le maintien du bipartisme au gouvernement, au moyen de l'application de l'article 120 de la Constitution nationale, qui stipule une répartition adéquate et équitable des positions et des postes publics entre les deux partis traditionnels, qui vivent du butin étatique. C'est ainsi qu'il a mis en œuvre son projet de prolonger le monopole des deux partis dans le domaine juridique ainsi que dans l'ensemble de la vie politique nationale. Comme le bipartisme et le Congrès sont deux institutions qui se correspondent, jusque dans leurs crises, on cherche à moderniser leurs images de marque au moyen d'une réforme de ces institutions.

Certes, comme nous l'avons vu, le Congrès a cessé d'avoir une fonction réelle de décision dans l'exercice du pouvoir, mais son rôle idéologico-politique continue à être important. L'exécutif, assume en fait des pouvoirs qui ressortent normalement de la compétence du Congrès, comme par exemple la réforme des codes juridiques, l'augmentation des peines, etc. Ce qui est demandé au Parlement, et, aujourd'hui est en fait une condition à son maintien, c'est d'être accommodant et de se mettre aux ordres du Président. Turbay profite habilement de la crise et de la perte de prestige de cette institution pour lui imposer une soi-disant «auto-réforme». Ainsi, dans la mesure où les parlementaires assistent peu aux sessions, on rabaisse le nombre d'assistants nécessaires pour atteindre le quorum. Comme il est devenu «naturel» que l'exécutif concentre le maximum de pouvoir, le Parlement décrète d'accorder le maximum de facultés extraordinaires au Président pour faire des réformes telles que celles du régime électoral et du statut des partis, du système d'éducation, du code du travail, de la santé et l'administration publique, et finalement

... de n'importe quoi, si cela devient nécessaire !

La première grande décision de ce Parlement «auto-réformé» a été l'augmentation scandaleuse des honoraires de ses membres, alléguant pour cela la hausse du coût de la vie, alors que sont refusées les hausses de salaires demandées par les travailleurs, sous prétexte qu'elles aggraveraient l'inflation. Et pour couronner le tout, il a adopté dès son premier débat le «statut de sécurité» comme loi ordinaire de la République. Il s'agit en fait d'un Parlement de poche, impuissant et servile face à un exécutif tout puissant.

LE «STATUT DE SECURITE»

Le soi-disant «statut de sécurité» est une attaque directe contre certaines des libertés démocratiques les plus élémentaires. Les juges militaires et les fonctionnaires administratifs sont investis de responsabilités correspondant aux tribunaux civils. Les délits politiques sont assimilés aux délits de droit commun, à partir du prétexte fallacieux selon lequel la frontière entre les uns et les autres tend à disparaître. Grèves et manifestations de rues sont ainsi assimilées à des délits de droit commun.

Au nom de la lutte anti-guérilla des mesures sont prises contre les paysans, favorisant les actions des bandes armées au service des grands propriétaires terriens. Les droits d'expression et d'organisation sont largement réduits.

En un mot, l'expression de libertés démocratiques élémentaires est assimilée à un délit alors que la répression sélective du régime, les perquisitions, arrestations et la torture sont légalisées.

La presse écrite, la radio et la télévision sont censurées, remettant en question la liberté d'expression. Le mouvement ouvrier, les organisations d'opposition sont directement menacés.

Le pouvoir exécutif assume des fonctions qui vont au-delà de celles prévues par l'état de

siège ou de guerre. Ainsi, les articles 1 à 6 du statut modifient directement le code pénal, en augmentant les peines et en créant de nouveaux délits. L'article 9 modifie le code de procédure pénale et transfère à la justice militaire des délits qui jusqu'alors étaient du ressort des tribunaux ordinaires. Les articles 7 à 10 modifient le code de police tandis que l'article 11 supprime le droit de défense, au mépris des accords internationaux concernant les droits humains. Les avocats de la défense se voient impliqués dans les procès des détenus et peuvent ainsi être arrêtés et jugés pour aide à la «subversion».

Le gouvernement applique désormais l'article 28 de la Constitution qui est prévu en cas d'«état de guerre». N'importe quel citoyen peut être arrêté pour le simple fait d'être «suspect». Une fois détenu, il peut être jugé sans véritable droit à la défense, ni possibilité de faire appel puisque, en particulier, les avocats sont menacés et leur travail rendu impossible dans la pratique.

Les condamnés en conseil de guerre sont internés dans l'île prison de Gorgona, alors que leurs parents et amis - dont par exemple les noms ont été trouvés dans leurs documents - sont arrêtés, interrogés, torturés et libérés après avoir signé une déclaration dans laquelle ils reconnaissent avoir été bien traités.

Plus généralement, les prisonniers sont régulièrement changés de prison afin d'éviter l'application du recours à l'Ha-beas Corpus. De nombreux citoyens ont disparu après avoir été arrêtés par les militaires lors de perquisitions matinales faites sur la base d'une requête en blanc signée par un juge militaire.

Un mouvement de protestation s'est développé, impliquant des organisations ouvrières, des syndicats, des associations juridiques, professionnelles et artistiques, d'importantes figures politiques bourgeoises, l'Eglise, des organisations internationales de défense des Droits de l'Homme comme *Amnesty International*.

Le «statut de sécurité» permet de licencier des dirigeants de grève, des dirigeants syndicaux, ou simplement tout travailleur qui lutte pour de meilleures conditions d'existence. On compte par dizaines, dès maintenant, les licenciements massifs de travailleurs au nom du «statut de sécurité» pour nier leurs revendications salariales.

On licencie et réprime ceux qui tentent de prouver l'existence de la torture, qui disent la vérité; cela est considéré comme un appui à la subversion et assimilé à un «complot contre le gouvernement». C'est ainsi que le directeur de l'Institut de Médecine légale a été arrêté



pour avoir accepté d'enquêter sur les tortures auxquelles avaient été soumis des étudiants emprisonnés.

La Cour suprême de Justice, afin de prouver qu'elle était inconditionnelle et soumise au Président, a déclaré le «statut de sécurité» conforme à la Constitution. Les trois magistrats qui, au sein de la Cour, réservèrent leur vote, furent menacés d'une enquête administrative par le Président lui-même, qui a assimilé leur attitude à une «mutinerie de juges»...

La guérilla est pourchassée, mais le silence est fait sur l'existence de l'«Escadron de la Mort» ou l'apparition de la «Triple A», sigles tragiquement connus en d'autres pays du continent latino-américain.

LA RIPOSTE NECESSAIRE

La situation actuelle oblige à une lutte conséquente et permanente pour les libertés démocratiques; il faut dénoncer l'ensemble de l'escalade de répression et de militarisation; il faut organiser un refus généralisé et une mobilisation massive contre la réforme réactionnaire de l'Etat.

C'est dans ce cadre que le Parti socialiste révolutionnaire, le PSR, organisation de la IVE Internationale, a lutté, d'abord contre la «petite constituante» convoquée par Lopez Michelsen et ensuite contre le «statut de sécurité», organisant des comités regroupant les forces les plus larges possibles pour les organiser et les mobiliser en vue de la défaite de cette politique réactionnaire. Il est clair que seule une politique de Front unique, de la classe ouvrière, de ses organisations syndicales et politiques, des organisations de masse et de l'opposition pourront gagner cette importante bataille démocratique. Des comités se sont formés dans presque toutes les régions du pays, regroupant les familles des prisonniers politiques, des secteurs du mouvement ouvrier, etc. Toutefois, ces initiatives rencontrent de nombreux obstacles :

1. Les staliniens ont provoqué une division suicidaire à partir de leurs affrontements quant à leurs loyautés respectives vis à vis des bureaucraties de Pékin et de Moscou. Les maoïstes ont organisé des comités parallèles et indépendants, et le PC réagit en menant une politique d'isolement de ces comités. Cela a créé confusion et passivité dans de nombreux secteurs du mouvement ouvrier.

2. Le PC privilégie l'alliance avec des personnalités bourgeoises conservatrices ou libérales et relativise beaucoup le problème de l'unité nécessaire de toutes les forces qui s'opposent au «statut de sécurité»; nous assistons en fait à une offensive démagogique, à la naissance de nouvelles fractions «progressistes», libérales ou conservatrices, qui cherchent de nouvelles alliances et la réactivation de leurs activités de partis. Mais, si la priorité n'est pas donnée à l'organisation et à la mobilisation des masses dans cette lutte, une telle tactique va à l'encontre de l'indépendance de classe des travailleurs. Il est évident que toutes les contradictions au sein des classes dominantes sont importantes; elles ouvrent des possibilités d'action et détériorent leur image. Mais elles doivent être comprises pour ce qu'elles sont, et rien ne doit être fait pour que les masses aient l'illusion que ce sont ces *caudillos* bourgeois de la lutte démocratique qui peuvent mettre en déroute les plans réactionnaires des classes dominantes. Il existe des secteurs qui cherchent à renforcer leur position au sein de la bourgeoisie à partir de proclamations radicales. La lutte pour les libertés démocratiques risque d'être freinée et mise en danger à cause de l'attitude de certains partis ouvriers qui acceptent un rôle dirigeant pour la démocrates-libéraux dans ce combat. Cela ne peut amener que démobilisation et frustration.

3. Un autre obstacle vient du fait que certains ont tendance à considérer la lutte démocratique comme une activité occasion-

nelle, sporadique et qui, à partir de là, louvoient et terminent en appuyant de supposées mesures progressistes du gouvernement.

4. La politique aventuriste et irresponsable du terrorisme individuel a apporté des justifications à l'escalade répressive du gouvernement et a conduit à la confusion de nombreux secteurs du mouvement ouvrier. Après le vol d'un dépôt d'armes dans la zone nord de Bogota, réalisé par le M-19, l'assassinat d'un ancien ministre par le «Mouvement d'auto-défense ouvrière» et les actions du commando «Pedro Leon Arboleda» de l'EPL, le gouvernement a lancé une véritable guerre contre ces organisations. Aujourd'hui, il peut d'ailleurs se permettre de faire état de succès importants comme le démantèlement de l'appareil urbain du M-19.

LES AXES DE L'ACTIVITE DES MARXISTES REVOLUTIONNAIRES

Les tâches centrales à partir desquelles le PSR articule ses propositions sont les suivantes :

1. Unité en un seul front de lutte, lutte pour l'unité syndicale, pour la centralisation et la construction d'une centrale syndicale unique et pour l'unité d'action contre le «statut de sécurité». Sur la base d'une politique de Front unique, lutter pour la participation de tous les secteurs possibles, ce qui peut inclure des personnalités bourgeoises, à la lutte contre le statut et pour les libertés démocratiques. Mais, dans ce cadre, favoriser la mobilisation des masses comme instrument principal pour assurer que ce soit les travailleurs eux-mêmes qui dirigent cette lutte. En même temps, il est nécessaire d'utiliser toutes les possibilités légales qui subsistent pour élargir notre cadre d'action; il faut aussi mener une grande bataille idéologique contre toutes les formes de capitulation face à ce combat.

2. D'importantes luttes ouvrières ont commencé à se développer après plusieurs mois d'isolement et d'intimidation, produits de l'offensive visant à détruire le Conseil national

syndical. Les ouvriers du pétrole ont réalisé un congrès de solidarité à Barrancabermeja pour préparer leur mobilisation, les employés de l'Etat se sont mobilisés contre la limitation à 18% des hausses de salaires que voulait imposer le gouvernement, aux aciéries Paz del Rio, se prépare une grève qui peut devenir l'un des conflits les plus importants de la période à venir. Les travailleurs de Ericson, de Corona, du génie civil, les mineurs de Antioquia, les travailleurs portuaires, des téléphones, de la télévision, de Indupalma, les enseignants de l'Université del Valle, à Cali, les militants de Fecode (syndicat national des enseignants), qui tous se sont, à des degrés divers, mobilisés récemment, montrent la possibilité d'une vague de luttes centralisées capables d'affaiblir le gouvernement et de le faire reculer.

La solidarité avec ces conflits est fondamentale; leur centralisation est décisive. Tous comprennent de plus en plus que l'on ne peut se mobiliser pour les salaires, pour les droits syndicaux, sans dénoncer le «statut de sécurité», sans s'opposer à l'autre manœuvre qu'est en train de réaliser le gouvernement contre le mouvement ouvrier: l'élaboration et la mise en pratique d'une réforme du travail qui peut conduire à la destruction des syndicats. Cette réforme a déjà permis que plus de 400 conventions collectives soient négociées sans la participation et contre l'avis des syndicats concernés. Le fait que parmi les prisonniers politiques se trouvent des dirigeants de plus de 20 syndicats renforce la nécessité qu'aucun tract, qu'aucune assemblée syndicale, aucune mobilisation n'oublie la dénonciation du «statut de sécurité».

3. Un Grand forum national pour les Droits de l'Homme a été convoqué pour le 31 mars, par différentes personnalités conservatrices et libérales, le Parti communiste, le Mouvement Firmes, le Parti socialiste des travailleurs et le Parti socialiste révolutionnaire. Soutiennent cette initiative de nombreux artistes et écrivains comme Gabriel Garcia Marquez,

des organisations syndicales, des centrales ouvrières. De nombreux forums régionaux le préparent, impulsant des comités unitaires et agitant la perspective d'un referendum national pour l'abrogation du «statut de sécurité». Le PSR, pour sa part, organise des conférences dans les principales villes du pays, un grand nombre de réunions politiques, et a publié une brochure spéciale sur la réforme politique de l'Etat pour préparer ce forum. Nous y dénonçons les tortures, les détentions arbitraires, les atteintes aux droits de l'Homme, mais également nous proposerons la solidarité avec les luttes ouvrières et avec la résistance des paysans et des indigènes contre

A LIRE EGALEMENT

1. *Le mouvement ouvrier face aux élections, d'Enrique Morales;* paru dans *Inprecor* no 24, du 17 mars 1978.
2. *«Luttons pour une Colombie socialiste !», plate-forme de UNIOS;* paru dans *Inprecor* no 24, du 17 mars 1978.

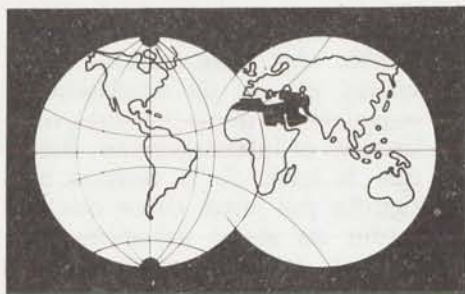
l'offensive militariste à la campagne. Dans le même esprit, se réalisera également le 31 mars une journée pour le droit à l'avortement, la contraception et contre la stérilisation forcée, à l'initiative de différents groupes féministes et de notre parti. Contre la violence sexuelle exercée durant les tortures à de nombreuses femmes prisonnières, contre la violence qui s'exerce sur les femmes au travail, dans leur vie culturelle, sexuelle et familiale. Sur ces bases, nous avons célébré la journée de la femme, le 8 mars à Bogota, en articulant la lutte de la femme contre son oppression avec la lutte pour l'abrogation du «statut de sécurité».

4. La réforme réactionnaire de l'Etat, promue par le bipartisme, n'est pas inévitable à condition que les masses se mobilisent pour faire échec à ce projet. Une levée partielle de la censure à la radio et à la télévision a été annoncée. Il s'agit là d'un triomphe des journalistes qui n'ont cessé de lutter contre cette mesure

dictatoriale, appuyés par l'ensemble des organisations ouvrières et par de nombreuses organisations démocratiques, nationales et internationales. Bien que la levée de la censure ne signifie pas autre chose que le retour au statut antérieur qui limitait notablement l'exercice de la profession de journaliste et les possibilités d'information réelle sur les événements, elle constitue une victoire partielle acquise par la lutte.

Le rôle de l'opinion internationale est très important. Des comités de Colombiens se sont constitués en Belgique, en France, en Angleterre, en Espagne, en Suisse, en Allemagne, en Union soviétique et aux Etats-Unis; leur but est d'informer sur la situation réelle en Colombie, de mener des campagnes de dénonciation des mesures répressives et d'organiser la solidarité et les prises de position de personnalités, d'organisations démocratiques et du mouvement ouvrier. Chaque jour, le gouvernement doit détruire des centaines de messages, déclarations, prises de position, provenant du monde entier.

5. Le PSR met en avant comme alternative à cette réforme politique de l'Etat que devait réaliser hier la «petite constituante» et que met en marche aujourd'hui le «statut de sécurité», la proposition politique d'une grande assemblée constituante, populaire et démocratique, qui discute et résoud les problèmes engendrés par la domination impérialiste et l'exploitation capitaliste, dans la mesure où l'Etat colombien prétend résoudre sa crise par des réformes réactionnaires qui visent à maintenir la pérennité du régime. Ce sont les masses travailleuses qui doivent jouer le rôle décisif dans les luttes démocratiques, unifiant leurs conflits, construisant un seul front pour réaliser ces tâches, luttant pour leur indépendance politique de classe, forgeant leur propre parti, socialiste et révolutionnaire, leurs propres organisations. La seule démocratie en laquelle nous croyons est celle que conquerront les masses travailleuses et qu'elles garantiront au travers de leurs organisations.



Iran

Lettre ouverte aux militants du PST iranien

**Comité central uni de la Ligue communiste révolutionnaire
d'Israël / Groupe communiste palestinien**

Cette lettre ouverte a été adoptée par le Comité central uni de la Ligue communiste révolutionnaire/Groupe communiste palestinien.

Elle sera publiée comme éditorial du numéro de mars de *Matzpen Marxist*.

La Ligue communiste révolutionnaire est la Section israélienne de la IV^e Internationale; elle est en voie d'unification avec le Groupe communiste palestinien.

Chers camarades,

C'est avec émotion et fierté que nous avons appris la constitution du Parti socialiste des travailleurs sur la terre d'Iran libérée. Après tant d'années où vous, marxistes révolutionnaires, avez dû mener vos activités en exil, vous avez été rapatriés avec des dizaines de milliers d'autres prisonniers politiques, grâce à la lutte héroïque des populations iraniennes.

L'importance de la révolution iranienne dépasse de loin les frontières de votre pays. Les masses iraniennes ont montré aux masses du Moyen-Orient et du monde entier que le despotisme le plus barbare, l'armement le plus sophistiqué et les moyens répressifs les plus variés sont inefficaces face à la vo-

lonté des masses de prendre leur destin en mains et de gagner par la lutte leur liberté et leurs droits. C'est avec raison que les chiens de la réaction internationale craignent l'influence de la révolution iranienne sur l'ensemble des masses du Moyen-Orient, de l'Arabie saoudite à l'Égypte, car l'exemple, les sacrifices et l'obstination des masses d'Iran ont réanimé la foi des masses dans leur propre force et en l'actualité de la révolution.

Les événements d'Iran ont pour nous, communistes révolutionnaires actifs au sein de l'État d'Israël, une importance toute particulière. La mise à bas du tyran Palhavi est la défaite d'un allié fidèle au régime colonial sioniste et de son principal partenaire dans la défense de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient. Les masses iraniennes ont liquidé un obstacle important pour le progrès de la révolution arabe et de la libération nationale palestinienne en particulier.

Le régime sioniste a été un partenaire actif et direct dans la répression des peuples d'Iran et le maintien du Shah honni sur son trône. La solidarité internationaliste des forces révolutionnaires

d'Israël sera une faible compensation aux crimes qui ont été commis à l'encontre des masses iraniennes au nom des habitants d'Israël. Oui, nous sommes solidaires de la victoire et des espoirs des masses iraniennes et du Parti socialiste des travailleurs; votre victoire est la nôtre, votre lutte, notre lutte !

Les mass media sionistes tentent de décrire la grande révolution iranienne comme une explosion religieuse réactionnaire, et d'utiliser ces événements pour convaincre les Juifs d'Iran d'immigrer vers Israël et d'y renforcer l'entreprise coloniale sioniste. Dites-leur, camarades, qu'immigrer en Israël, c'est participer à la spoliation et à l'oppression du peuple arabe palestinien; que ce n'est pas la sécurité qu'ils trouveront ici, ni la paix, ni la liberté, mais une guerre permanente et l'insécurité. Montrez-leur, camarades, qu'ils n'ont rien à craindre de la révolution iranienne et un monde entier à y gagner. De notre côté nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour faire échouer toute provocation israélienne, visant à aviver des sentiments anti-juifs au sein des masses iraniennes, en tentant d'identifier les Juifs d'Iran et l'État d'Israël. Les masses iraniennes n'ont au-

cune raison de s'en prendre aux Juifs, elles ont par contre de nombreuses raisons pour considérer Israël comme un de leurs ennemis directs qui n'a pas lésiné et ne lésinera pas sur les moyens nécessaires à maintenir et ramener les valets de l'impérialisme à leur poste.

La révolution iranienne a gagné sa première bataille; mais, comme cela a été le cas dans toutes les autres révolutions, si elle ne progresse pas, elle reculera. L'existence d'un parti ouvrier révolutionnaire capable d'élaborer une voie qui fasse évoluer le processus révolutionnaire est une garantie pour les victoires futures. Le Parti socialiste des travailleurs est, au-

jourd'hui, le seul parti qui œuvre à mobiliser les masses travailleuses sur une base d'indépendance de classe, qui appelle à des élections libres et à la formation d'une Assemblée constituante qui liquide les vestiges du régime monarchique et mette sur pied un gouvernement ouvrier et paysan qui conduise les masses iraniennes à une réelle indépendance par rapport à l'impérialisme, à la prospérité, à de pleines libertés démocratiques, à l'égalité complète entre l'homme et la femme, qui reconnaisse le droit à l'auto-détermination des minorités nationales, et qui aille en avant vers le socialisme.

Camarades,

D'immenses responsabilités reposent sur vos épaules. L'ensemble de la IVe Inter-

nationale se doit de se mobiliser pour mettre à votre disposition les ressources nécessaires à remplir les tâches que la révolution iranienne exige de vous.

La réaction impérialiste a uni Israël et l'Iran en une alliance « non sacrée ». La solidarité entre la révolution arabe et la révolution iranienne sera la réponse des communistes internationalistes aux manœuvres de nos ennemis communs.

Vive la révolution iranienne !

Vive le Parti socialiste des travailleurs d'Iran !

Vive la solidarité internationaliste entre la révolution arabe et la révolution iranienne !

Le 14 février 1979

Moyen-Orient

La nature de la période

Eléments de changements structurels(4)

M. JAFAR

Nous publions ci-dessous la quatrième et dernière partie de l'article paru dans les trois derniers numéros d'*Inprecor*.

● Une autre façon de voir ce bond dans les investissements industriels est de faire une comparaison entre le type et la taille des industries dans les années 60 et dans les années 70. En 1964, lorsque les vingt-sept établissements d'industrie non-pétrolière les plus importants ont été nationalisés en Irak, leur valeur nette a été estimée à 18,5 millions de dinars irakiens.

Ils comprenaient quatre fabriques de ciment, cinq minoteries, trois fabriques de cigarettes et un certain nombre de fabriques de détergents, de chaussures, de jute, de papier, d'amiante et d'allumettes. Les trois plus grandes sociétés valaient entre 2 et 3 millions de dinars irakiens, et vingt parmi les vingt-quatre autres étaient évaluées à moins d'un million de dinars irakiens chacune.

Ces petits établissements doivent être comparés à la génération d'industrie des années 70 : un complexe industriel à Khor Al Yubair, au Sud de l'Irak, qui comprend une fond'une capacité de 400 000 tonnes de fer par an, maintenant presque terminée et évaluée à 40,5 millions de dinars irakiens; son extension, décidée en 1974, avec une capacité de 1,2 million de tonnes par an destinées à l'exportation vers la France et évaluée à 62 millions de dinars irakiens; l'achèvement d'une usine d'aluminium d'une capacité de 16 000 tonnes par an à Nassiriyah et la décision en 1975 de lancer les adjudications pour une deuxième usine d'une capacité de fusion de 150 000 tonnes; l'expansion importante de la production pétrochimique, comprenant plusieurs usines d'engrais, dont une vient d'être terminée à Basrah, alors qu'un autre complexe chimique énorme est en construction à Qa'im; l'accroissement de la capacité de raffinage de pétrole, dont la création d'une raffinerie ayant une capacité de 10 millions de tonnes par an, qui va quadrupler la capacité de raffinage de l'Irak par rapport à ce qu'elle était en 1974;

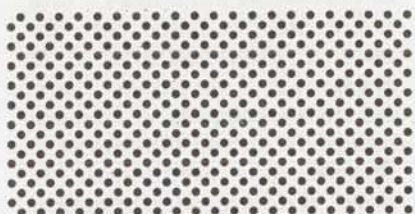
l'établissement d'une usine d'assemblage automobile à Eskandariyah et d'une autre à Suwairah; l'accroissement important de la capacité de production de ciment avec la construction d'usines qui ont chacune quatre ou cinq fois la capacité d'une de celles de l'ancienne génération, etc. Ce sont juste quelques-uns des projets les plus importants. Nous pourrions continuer plus longtemps à énumérer les investissements industriels et gérés par l'Etat de taille petite ou moyenne, que ce soit dans les matériaux de construction, l'industrie alimentaire ou les biens de consommation, qui sont les domaines dans lesquels les investissements de cette taille sont concentrés.

Malheureusement, il est encore trop tôt pour voir en termes statistiques l'impact précis de tels établissements industriels, dans un pays comme l'Irak, sur la croissance en valeurs relative et absolue de la classe ouvrière industrielle, des employés, etc. L'information n'est pas disponible, ou, si elle l'est, elle n'est pas accessible au public.

Néanmoins, on ne peut pas se tromper sur la tendance générale. L'Irak entreprend aujourd'hui, par rapport aux années 50 et 60, une expansion importante de son industrie et de son infrastructure, et, finalement, une révision complète de ce qui reste de sa structure agricole traditionnelle. Ces développements ne pourront être menés à bien que par des bouleversements sociaux, des dislocations, et la restructuration des classes sociales à la campagne, sur une échelle absolument sans précédent dans l'histoire du pays au XXe siècle.

On peut dire la même chose de tous les pays arabes producteurs de pétrole, y compris les pays du Golfe, en dépit de leur faible niveau de population. L'accent a bien sûr été mis sur l'expansion de l'infrastructure, surtout les ports, les aéroports, les réseaux de télécommunications, et les routes (à la fin de l'année 1976, l'Arabie

saoudite avait construit 14000 kilomètres de routes, et des plans étaient en cours pour la construction de 13000 kilomètres supplémentaires de routes principales et d'environ 10000 kilomètres de routes secondaires). Néanmoins, l'industrie a reçu des sommes énormes.



**DANS LE NUMERO
ECONOMIQUE
(NUMERO 41-42)**

Economie capitaliste internationale : 1979-1980 : récession seulement aux Etats-Unis ou nouvelle récession généralisée ? (Ernest Mandel)

Economie capitaliste européenne : le projet de système monétaire européen (Winfried Wolf)

Etats-Unis : freiner l'effondrement du dollar (Jon Britton)

B Brésil : vers la récession en 1980 (Martin Fernandez)

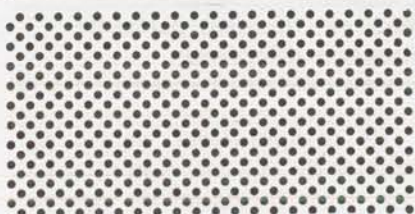
Espagne : un an après le pacte d'austérité (Jesus Albarracin et Pedro Montes)

Yougoslavie : le système yougoslave face à ses impasses (Catherine Verla)

URSS : qu'est-ce qui fait courir Brejnev ? (E. Laurent)

Chine : la réinsertion dans le marché mondial (P.G.)

Pays sous-développés : la situation économique des pays sous-développés (Charles-André Udry)



Dans les Emirats, par exemple, la zone industrielle libre de Jebel Ali se développe, et l'un des projets principaux y est une usine de fusion d'aluminium, d'une capacité initiale de 135000 tonnes par an, qui doit être portée à 180000 ton-

nes par an. Ce projet (financé par des prêts en eurodollars, et non par des subventions d'Etat) est en construction sous la direction de la *Dubai Aluminium Company* qui, et c'est significatif, est à 20% privée, et dans laquelle il y a des parts américaines et japonaises, pour assurer les marchés futurs. Des centrales électriques et des usines chimiques sont déjà en marche dans la zone Jebel Ali, et une cimenterie valant 63 millions de dollars, qui est propriété privée, d'une capacité de 500000 tonnes par an, vient juste d'être terminée.

Néanmoins, l'Arabie saoudite est le pays à observer dans les quelques années à venir. Voici une liste partielle des dépenses actuelles, engagées par le gouvernement sur des projets entre 1973 et 1977 (1) :

(voir tableau numéro un page suivante.)

Les dépenses pour l'industrie jusqu'en 1976/77 ont été faibles par rapport à l'ensemble des dépenses, comme le montre le tableau ci-dessus. Néanmoins, elles seront obligées de s'accroître énormément dans la période à venir. Deux énormes complexes industriels, qui étaient planifiés, sont maintenant en construction à Yanbo et à Jubail à l'Ouest et à Jubail à l'Est. Des oléoducs et des gazoducs traverseront le désert pour joindre entre eux les deux complexes, et il est finalement planifié qu'ils passent sous la mer Rouge et à travers l'Egypte pour amener le pétrole et le gaz jusqu'à la Méditerranée. L'échelle du projet n'est comparable qu'à la construction de l'oléoduc de l'Alaska, qui, à l'époque, était considéré comme le plus grand projet de génie civil de ce type. Sous les auspices du ministère de l'Industrie et de l'Electricité, 2,8 milliards de dollars ont été alloués à la Corporation des Industries de base, spécialement créée pour prendre en charge toutes les industries lourdes, sauf le raffinage du pétrole, dans les centres de Yanbo et de Jubail. Voici le plan officiel du gouvernement pour l'industrie des hydrocarbures entre 1975 et 1985 (2).

(voir tableau numéro deux page suivante)

TABLEAU NUMERO UN	1975/74	1974/75	1975/76	1976/77
Travaux publics et logement	18,8	32,4	52,6	2564,8
Education	160,0	358,2	1798,8	1802,3
Communications	580,7	1192,2	3112,0	4353,0
Industrie, électricité et commerce	13,0	32,4	166,0	306,0
Agriculture et ressources en eau	242,0	298,2	486,3	487,2
Aviation civile	132,0	325,7	1265,2	1265,2

TABLEAU NUMERO DEUX		
PROJET	INVESTISSEMENT (en milliards de dollars)	CAPACITE TOTALE
JUBAIL		
Collectage et traitement du gaz	4,5	1 600 millions de pieds cubes par jour
Quatre complexes pétrochimiques	2,6	2 millions de tonnes par an (équivalent éthylène)
Deux raffineries pour l'exportation	1,3	500 000 barrils par jour
Raffinerie de produits lubrifiants	0,6	107 000 barrils par jour
Quatre usines d'engrais	0,4	2 millions de tonnes par an
Une usine d'aluminium	0,4	210 000 tonnes par an
Une aciérie	1,6	3 500 000 tonnes par an
YANBO		
Oléoduc de brut vers l'Ouest	1,5	2 400 000 barrils par jour
Pipe-line (LNG) vers l'Ouest	0,3	356 000 barrils par jour
Raffinerie pour l'exportation	0,6	250 000 barrils par jour
Complexe pétrochimique	0,7	500 000 tonnes par an (équivalent éthylène)

Outre les pays gros producteurs de pétrole, les effets des grosses sommes se déversant aujourd'hui dans l'ensemble des régions arabes affectent et transforment les pays voisins, dont les économies ne sont pas complètement structurées par la production pétrolière, comme la Syrie et la Jordanie. On ne doit pas oublier que la Syrie, non seulement est autosuffisante

en pétrole, mais a en plus tiré 0,5 millions de dollars de ses exportations de pétrole en 1974. De plus, en dépit des dommages dûs à la guerre d'octobre, qui ont été estimés à un milliard de dollars, en 1974 et 1975 la Syrie a reçu des aides des pays du Golfe, sous forme de prêts et de subventions, qui font plus que com-

penser cette perte. Son budget de 1976, par exemple, a été de loin le plus important de son histoire moderne, avec des allocations à l'industrie dépassant de 84% celles de 1975 et représentant 28% du total des dépenses du gouvernement de cette année-là (c'est-à-dire à peu près 1,2 milliards de dollars) (3).

LE CARACTERE DE L'INDUSTRIALISATION ET LES LIMITES QUI LUI SONT INHERENTES (4)

Les projets décrits dans les exemples donnés plus haut ont tous les caractéristiques suivantes :

1. Chaque nouveau projet tend à être énorme du point de vue de l'investissement initial requis pour le faire sortir de terre. En tout cas, leur taille est totalement hors de proportion avec la structure industrielle existante et avec ce qu'on considèrerait comme grand dans les pays arabes jusqu'au début des années 70. Cette différence de taille renforce une tendance déjà prédominante dans les économies capitalistes arriérées (surtout les pays producteurs de pétrole), vers une compartimentation en enclaves de « grandes » et de « petites » industries, sans lien entre elles. Ceci réduit de façon significative l'effet multiplicateur de telles industries dans l'économie, en limitant le développement du marché local, dont l'extension est évidemment une condition essentielle d'un processus d'industrialisation à long terme réussi.

2. Les projets ont généralement une valeur très forte en capital (en particulier dans la pétrochimie). Cela signifie qu'ils n'ont besoin que d'un nombre relativement réduit d'ouvriers très qualifiés pour les faire fonctionner. D'autre part, ils nécessitent, pour fonctionner de façon rentable, un environnement infrastructurel développé et sophistiqué, un grand nombre de cadres spécialisés et improductifs (surveillants, ingénieurs, administrateurs, personnel de gestion, de publicité et de marketing, etc.). A part le fait qu'une telle force de travail spécialisé n'existe pas encore dans les pays arabes (et le système éducatif courant n'est pas non plus capable de la produire), l'infrastructure, malgré la quantité d'investissements récents, n'est simplement pas assez développée pour permettre l'installation, et encore moins le fonctionnement rentable,

de telles industries de forte intensité capitaliste.

Il est important de garder à l'esprit le fait que l'infrastructure moderne n'est plus quelque-chose de simplement physique, comme une route ou un pont. C'est un réseau entier de services et de réseaux de communication, fonctionnant dans une population entière habituée à leur utilisation. Une telle infrastructure est loin d'être établie dans les pays arabes producteurs de pétrole. En conséquence, les quatre dernières années d'installation sauvage d'industries ont été accompagnées de goulots d'étranglement de toutes les sortes : pénuries, ruptures de stocks et de transport; infrastructures portuaires inadéquates entraînant de longs délais d'attente pour les navires; détériorations des stocks de gros et destruction de produits importés; immigration massive de travailleurs qualifiés; crise du logement, etc.

3. Une très large proportion de ces projets sont orientés vers l'exportation, surtout ceux des pays du Golfe, mais même ceux de pays à population dense comme l'Algérie et l'Irak. Cela signifie que :

a. le développement de l'industrialisation est délibérément lié aux conditions du marché mondial;

b. une des tâches principales de l'industrialisation dans les pays arriérés - le développement du marché interne - est bloquée;

c. par conséquent, il existe une très forte tendance pour que l'objet de l'industrialisation soit pratiquement réduit au problème de remplacer les revenus en devises (par exemple du pétrole raffiné et d'autres sous-produits du pétrole). On peut donc dire, et c'est fondamental, que la nature de l'industrialisation est telle qu'au moment où l'on s'efforce d'établir une économie qui ne soit pas entièrement fondée sur les revenus du pétrole brut, on recrée en fait les conditions - mais à un niveau différent, plus en accord avec la structure du capitalisme tardif - de sa préservation.

Les caractéristiques de la nouvelle génération d'industries dans la région arabe ont pour origine la combinaison des conditions d'extrême retard économique et d'un cadre concurrentiel qui nécessite l'acquisition de l'équipement industriel le plus avancé que les pays impérialistes aient pu produire. En ce sens, la loi du développement inégal et combiné gouverne le processus d'industrialisation. La logique capitaliste qui détermine les investissements est en dernière analyse le besoin de rendre maximum le taux d'accumulation de valeur d'échange - qui vient de la capitalisation des revenus du pétrole - pour compenser un éventuel épuisement des revenus du pétrole. Les classes dirigeantes des pays producteurs de pétrole cherchent essentiellement à tirer avantage d'une situation temporaire de gains inattendus pour assurer la base de leur pouvoir économique et politique, afin que celui-ci ne s'effondre pas lorsque les revenus du pétrole commenceront à baisser, ce qui est presque inévitable (ce déclin doit être vu en termes relatifs, car il se produira bien avant l'épuisement physique réel des réserves).

Un tel processus d'industrialisation est pour ainsi dire administré de haut en bas. Il se déroule à trop large échelle pour être géré et contrôlé à ses débuts par quelqu'un d'autre qu'une bureaucratie d'Etat. On doit s'attendre à ce que cela continue jusqu'à ce qu'au moins quelques projets individuels fassent la preuve de leur rentabilité.

De plus, la façon dont les classes dirigeantes de la région arabe se sont formées encourage cette tendance à une industrialisation menée par l'Etat, surtout dans les pays producteurs de pétrole. Les racines historiques de ces classes dirigeantes dans les sociétés dont elles sont issues sont beaucoup plus faibles que celles de leurs homologues dans d'autres pays capitalistes arriérés non producteurs de pétrole, dont la formation a été le produit d'un processus de développement capi-

taliste interne, déséquilibré mais profondément enraciné, qui a été stimulé par l'intervention économique et politique capitaliste. Par conséquent, dans la Russie tsariste, en Inde et dans beaucoup de pays latino-américains, par exemple, une bourgeoisie urbaine faible mais néanmoins présente s'est formée en même temps qu'un prolétariat moderne, qui bien que minoritaire numériquement, avait un poids social significatif. Dans beaucoup de pays arabes, la formation à la fois d'une bourgeoisie industrielle et d'un prolétariat a été retardée, et ceci se reflète dans la vie politique de la région. De plus, en raison de la nature même des revenus pétroliers (qui sont rapidement transformables en fortunes monétaires privées importantes), la croissance numérique, la formation et la diversification des activités de la nouvelle génération d'exploiteurs arabes dont on a parlé, peut être considérée comme ayant « décollé » beaucoup plus rapidement que la croissance d'un prolétariat moderne, comme conséquence de la capitalisation des revenus du pétrole. Néanmoins, depuis le début des années 1970, ces classes dirigeantes, activement aidées par l'appareil d'Etat, non seulement en mettant en place les infrastructures, mais aussi en construisant l'industrie lourde, se sont solidement enracinées dans la structure sociale arabe elle-même. La combinaison d'un développement privé et d'un développement mené par l'Etat a signifié le début d'une prolétarianisation des sociétés arabes, et ce, malgré l'intensité capitaliste des industries de grande dimension. Cette prolétarianisation se déroule d'abord dans l'infrastructure, les transports, la construction, les industries de biens de consommation et les services nécessitant beaucoup de personnel comme l'éducation et la santé. Le prolétariat nouvellement formé est surtout issu, et continuera de l'être, des masses petites-bourgeoises des villes. Dans le cas des pays du Golfe et de l'Arabie saoudite, elle est en grande majorité importée de pays comme le Yémen, Oman, l'Egypte, et le sous-continent asiatique.

Les chiffres montrant cette prolétarianisation dans un pays comme l'Irak ne sont malheureusement pas encore disponibles. Il est nécessaire d'extrapoler et de projeter à partir de l'information disponible dans les journaux commerciaux qui énumèrent les projets, les contrats, et les intentions gouvernementales. La même chose est vraie dans les pays du Golfe, bien que quelques estimations aient récemment été faites pour l'Arabie saoudite, selon lesquelles il y a au moins 500 000 Yéménites, 200 000 Egyptiens, 100 000 Soudanais, 50 000 Européens et 30 000 Nord-américains qui travaillent dans ce seul pays. En ce qui concerne les travailleurs immigrés originaires de l'Inde, du Pakistan, de Corée et d'autres pays asiatiques, certains observateurs ont évalué leur nombre à deux millions, répartis dans tous les pays du Golfe (5).

A son début, donc, le processus d'industrialisation caractéristique des pays producteurs de pétrole est marqué du sceau d'une lourde composante administrative et bureaucratique. Dans aucun de ces pays, les masses, même de loin, ne « participent » à la construction de leur propre avenir. C'est un facteur qui paraît évident, mais qui est très important, et doit être pris en compte quand on parle de ces régimes en général, et en particulier dans des cas comme ceux de l'Irak ou de l'Iran. Dans de tels pays, l'expérience a montré que c'est l'appareil répressif, plus même que l'appareil de « planification économique », qui est utilisé par l'Etat pour mettre en œuvre sa politique. Même l'augmentation occasionnelle et à court terme, du niveau de vie (qui est rapidement récupérée par l'inflation) ne génère pas une garantie à long terme ou une base sociale permettant au régime de manœuvrer. Les événements d'Iran l'ont montré de la façon la plus claire possible.

Les sociétés des pays producteurs de pétrole, et des pays affectés par les retombées des revenus du pétrole, sont donc

restructurées dans la mesure où des classes sont reforgées et prennent forme dans la société, mais ceci se produit dans un vide politique et culturel total. Il n'y a pas de renaissance d'idées ni de nouvelle culture qui se développent, même de la part de la bourgeoisie, parallèlement à la dislocation et aux bouleversements des structures sociales. Au contraire, la misère quotidienne des masses est constamment confrontée à une corruption endémique qui fait partie de la routine quotidienne et à l'opulence ostentatoire et à la décadence bouffie des classes dirigeantes locales.

Dans un climat aussi étouffant, créé par l'absence totale de possibilité d'expression des masses, le plus simple obstacle pratique à une augmentation rapide du taux d'accumulation du capital dans l'industrie (goulots d'étranglement, pénurie, crise du logement, inflation, chaos urbain, etc.) prend une importance sociale et politique inhabituelle. A cet égard, les événements iraniens de 1978, et le fait que le mouvement des masses se préoccupe de sujets comme la corruption, le logement, et les effets de l'inflation sur le niveau de vie, ont montré clairement aux classes dirigeantes de tous les pays arabes environnants, un scénario possible et même probable de leur propre avenir, ce qui sans aucun doute va entrer en ligne de compte dans leurs calculs de façon plus importante que dans le passé.

Néanmoins, d'un point de vue purement théorique, il n'apparaîtrait pas que de tels obstacles, produits de l'arriération des économies à industrialiser, puissent, par eux-mêmes, imposer les limites définies par l'ampleur du processus d'industrialisation. Des obstacles similaires, mais sous des formes différentes, ont été surmontés autrefois dans toutes les économies industrialisées. La question de savoir si ces obstacles continueront à exacerber l'arriération de l'industrie ou s'ils seront surmontés à l'avenir, dépend, nous semble-t-il, d'une condition beaucoup plus fondamen-

tales pour un véritable «décollage» économique, qui ne peut être réalisée dans les pays producteurs de pétrole.

L'industrialisation est généralement le résultat de l'allocation d'une partie des revenus du pétrole à l'industrie. Aussi longtemps que le flux des revenus du pétrole se maintient, il n'y a aucune raison de s'attendre à autre chose qu'à des taux de croissance élevés dans l'industrie. Mais, le test essentiel sera de voir si les nouveaux revenus tirés de la production industrielle pourront graduellement remplacer les revenus tirés du pétrole au fur et à mesure que ceux-ci s'épuiseront, et s'ils dégageront des profits suffisants pour être réinvestis de façon productive dans l'industrie, afin que le taux de croissance initial des investissements puisse être maintenu.

Les investissements industriels à forte intensité capitaliste et à grande échelle, en raison de leur haute composition organique en capital, entraînent la transformation du gros des revenus pétroliers en capital constant importé (machines, biens intermédiaires, matières premières). Le passage final de la valeur matérialisée par ce ca-

pital constant à de nouveaux biens, à travers la dépréciation de l'équipement en capital fixe et la consommation des biens intermédiaires et des matières premières importés, demandera nécessairement une production inhabituellement importante de la valeur totale matérialisée dans les produits de ces industries.

La plus-value apportée par une force de travail productive peu importante, travaillant nécessairement pendant une grande période de temps, avec des niveaux de productivité beaucoup plus bas qu'en Occident (ceci a été confirmé par tous les rapports sur le fonctionnement de ces industries dans les quelques dernières années) apportera une contribution nette proportionnellement plus basse à la production totale finale en valeur. D'un autre côté, les coûts pour le remplacement de ce capital constant - par des importations aussi, car il n'y a pas la possibilité, même lointaine, de progrès techniques se réalisant dans les pays producteurs de pétrole - sont très élevés. De plus, les dépenses improductives de l'Etat pour son propre appareil et pour les services apportés à ces industries sont aus-

si très élevées, et n'ont aucune chance de baisser à l'avenir. Si l'on prend en compte tous ces facteurs, ainsi que la perspective de la fin du tampon protecteur des revenus pétroliers, les perspectives à long terme pour ce type d'industrialisation dans les pays producteurs de pétrole paraissent extrêmement sombres.

La variante la plus probable est une appropriation par l'Etat d'une proportion de plus en plus grande de la plus-value industrielle - au fur et à mesure que les revenus pétroliers diminuent - en laissant progressivement de moins en moins pour le réinvestissement dans l'industrie. Lorsque les investissements initiaux se déprécieront (à la fois physiquement et en raison des progrès techniques dans les pays impérialistes), ils seront de plus en plus incapables d'être concurrentiels sur le marché mondial, auquel ils étaient originellement destinés.

The Economist a décrit des investissements à forte intensité capitaliste similaires, dans la région du Mezzogiorno en Italie dans les années soixante, comme la construction de «cathédrales dans le désert» (6). Cette expression semble prophétique et particulièrement appropriée lorsqu'on l'applique aujourd'hui à la création d'industries au Moyen-Orient.

NOTES

1) Toutes les statistiques sont tirées de «Quarterly Economic Review» et d'une étude des économies au Moyen-Orient, réalisée par l'«Economist Intelligence Unit».

2) Ibid.

3) Ibid.

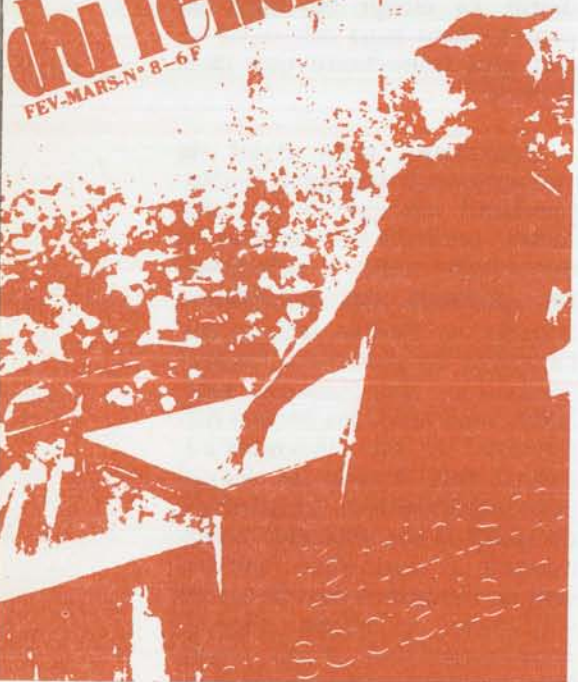
4) Les arguments repris dans cette partie sont un résumé de l'article «Les limites de l'industrialisation dans la région arabe», de M. Jafar, paru en novembre 1975, publié dans «Khamzin», numéro 4.

5) On doit ajouter à ces chiffres sur l'Arabie saoudite l'estimation de la force de travail saoudienne, qui est de moins de 1,25 millions de personnes. Les projections réalisées par le gouvernement saoudien lui-même (qui est très sensible aux questions concernant la population et les travailleurs étrangers dans le pays, et qui ne divulgue que peu d'informations à ce sujet) montrent qu'il faudra, pour remplir ses besoins de développement dans les quelques années à venir, 730 600 travailleurs étrangers de plus. Voir le «Financial Time Survey» sur l'Arabie saoudite, du 28 mars 1977.

6) «The Economist», du 25-30 juillet 1975.

Cahiers du féminisme

FEV.-MARS-N° 8-6 F



SOMMAIRE

- * Aménager son temps de travail
- * Prostitution - Projet le Tac
- * De l'intérieur du PCF
- * La campagne internationale pour le droit de choisir s'organise
- * Impérialisme, contrôle natal et sous-développement
- * En réponse à l'OCT - construire le mouvement de femmes
- * L'histoire des femmes - les femmes et le socialisme
- * Les femmes et la classe ouvrière - Le lien entre le féminisme et le syndicalisme

Pour toute commande
Cahiers du Féminisme
10 Impasse Guéménée
75 004 - Paris
10 numéros 60 F.



Chine

Un hiver de mécontentement en Chine

Des protestations sociales à la veille de la guerre avec le Vietnam

Certains secteurs des ouvriers et des paysans chinois sont déjà trop impatients pour attendre simplement que le gouvernement décide d'améliorer leur condition; ils commencent à tenter d'imposer leurs propres revendications.

Leslie EVANS

● Le 20 février, le gouvernement de Pékin a interdit tous les rassemblements publics, manifestations, et *dazibaos* discutant de l'invasion chinoise au Vietnam. C'était en fait là l'annonce brutale du fait que les promesses démagogiques du régime concernant une réforme démocratique n'impliqueraient pas le droit de mettre en question les orientations politiques fondamentales du gouvernement et ses actions. C'était aussi, pour la direction Deng Xiaoping, admettre qu'elle ne s'attendait pas à ce que la guerre soit populaire et qu'elle ne voulait pas avoir à discuter publiquement avec des opposants sur ce problème.

La décision de la bureaucratie chinoise d'envahir le Vietnam pourrait avoir des répercussions lourdes de conséquences sur sa politique intérieure. Elle éclaire le contenu véritable de la promesse du régime d'aller vers l'industrialisation de la Chine : celle-ci devra être payée en augmentant les services déjà rendus par le gouvernement chinois à l'impérialisme américain.

Pour montrer qu'on peut lui faire confiance comme agent de la contre-révolution en Asie du Sud-Est, Pékin cherche à faire ce que Washington ne peut tenter aujourd'hui - « punir » militairement les ouvriers et les paysans vietnamiens pour avoir renversé les rapports capitalistes de

propriété dans la partie Sud du pays l'année dernière, et résisté à la tentative de l'impérialisme de contenir et de repousser la révolution socialiste en Indochine.

Pendant les six mois qui ont précédé le déclenchement de la guerre, les désaccords et les actions de protestation ont augmenté régulièrement, dans des secteurs de plus en plus divers de la population chinoise. L'invasion du Vietnam arrive donc à un moment où il sera difficile, si ce n'est impossible, d'empêcher une large discussion sur ses conséquences à l'intérieur de la Chine.

Le mouvement dissident chinois date de la suppression des groupes de Gardes rouges étudiants et ouvriers en 1968 et 1969, à la fin de la Révolution culturelle. A cette époque, plus de 10 millions de jeunes originaires des villes ont été déportés de force dans les villages, en partie parce que la mauvaise gestion économique de Mao avait conduit à la stagnation de la croissance industrielle, et qu'il n'y avait donc pas de travail pour eux dans les villes, en partie par simple mesure de persécution politique.

D'autres, dans les villes, ont été constamment dénoncés comme « mauvais éléments », parce qu'ils avaient combattu pour obtenir certains des droits

démocratiques que Mao lui-même avait promis. Mao a répondu en renforçant encore la répression menée par le régime totalitaire stalinien pendant les dernières années de son pouvoir. Le résultat en a été l'extension du mécontentement et une distanciation par rapport au parti au pouvoir. Les successeurs de Mao ont cherché à contrer ces phénomènes en faisant des promesses de réforme démocratique et de concessions économiques substantielles envers les masses.

Le retrait tactique du gouvernement actuel, face à l'état d'esprit des masses, a eu un double effet. D'une part, il a gagné à Deng et ses associés une certaine popularité. Mais d'autre part, cette popularité est basée sur des promesses que la caste bureaucratique au pouvoir ne peut finalement réaliser sans mettre en danger son existence elle-même, et certains secteurs de la population s'impatientent déjà à propos du rythme des changements attendus.

Des manifestations de rue sporadiques pour des droits démocratiques ont eu lieu périodiquement en Chine, à commencer par les protestations massives de la place Tien An Men en avril 1976. Mais l'apparition publique des groupes dissidents actuels ne date que des rassemblements face au « Mur de la démocratie » de Pékin en novembre 1978. Cela

a commencé par des *dazibaos* anonymes, et à la fin du mois de janvier il y avait au moins sept groupes différents luttant pour les Droits de l'Homme à Pékin, dont la plupart publient des journaux et des magazines ronéotés.

Ces groupes ont tous pris contact avec des étrangers, s'efforçant ainsi de répandre leurs idées, de faire pression sur leur gouvernement et, en partie, d'utiliser l'opinion publique mondiale pour se protéger contre la répression.

Selon le numéro du 30 janvier 1979 du *Globe and Mail* de Toronto, ces groupes comprennent : La Tribune du cinq avril, l'Alliance des Droits de l'Homme, Explorations, la Société des Lumières (branche de Pékin), la Tribune du peuple, Aujourd'hui, et Nouvelles de référence pour les masses. Ces sept groupes ont organisé ensemble une manifestation d'environ 500 personnes au « Mur de la démocratie » le 29 janvier, pour protester contre les menaces du Conseil municipal de Pékin de prendre des mesures de représailles contre eux.

Un huitième groupe, qui publie un autre périodique non officiel appelé *Le Printemps de Pékin*, n'a pas été invité à participer, parce qu'un de ses dirigeants est membre de la Ligue de la jeunesse communiste, l'organisation de jeunesse officielle (la LJC et son journal *Jeunesse chinoise* ont mené une très active campagne en faveur de réformes internes de la bureaucratie, et pourraient servir à organiser des jeunes que le gouvernement espère coopter à de nouveaux postes de responsabilité).

De tous ces groupes, l'Alliance des Droits de l'Homme est actuellement le plus connu. C'est le seul groupe jusqu'ici à avoir fait le pas de signer du nom complet de ses dirigeants dans son journal et à avoir tenu des meetings publics en son nom, exposant ainsi ses membres à une arrestation possible. Elle a publié un programme en

dix-neuf points qui contient beaucoup de revendication anti-bureaucratiques profondes, demandant le relâchement immédiat de tous les prisonniers politiques, des élections libres avec le droit de créer des partis d'opposition, l'abolition de la police secrète, la fin de la censure, la liberté de voyager, une ration minimale de grains pour les paysans, et la réconciliation avec l'Union soviétique. « *Le conflit sino-soviétique a déjà perdu sa base objective* », déclare le programme. « *L'Union soviétique est un pays socialiste...* ».

Jusqu'ici, en jugeant de ce qu'ils disent dans leurs affiches et leurs périodiques, la perspective de ces groupes est celle d'une réforme radicale, et non celle du renversement du régime. De plus, ils ont commencé à faire une fausse distinction entre la « bureaucratie », à laquelle ils s'opposent, et des dirigeants comme Deng Xiaoping, qui ont été persécutés ou emprisonnés sous le gouvernement antérieur, en lesquels ils placent encore des espoirs. Mais leurs revendications concrètes ne peuvent être accordées par le régime stalinien. Une caste d'opresseurs ne peut exister dans un Etat ouvrier avec des droits démocratiques.

Les groupes dissidents organisés de Pékin sont les formations d'opposition les plus conscientes politiquement à être apparues, mais d'autres secteurs ont aussi bougé, et dans certains cas à plus grande échelle. Les plus importants regroupent des membres des couches les plus pauvres de la paysannerie, ainsi que certains de ceux que l'on appelle les jeunes instruits, qui ont été déportés à la campagne au cours des années postérieures à 1968 (le chiffre total déclaré pour cet effort de « ruralisation » est de dix-sept millions de jeunes, dont la majorité sont rentrés depuis dans les villes, mais dont plusieurs millions sont encore dans les villages). La plupart des jeunes qui sont partis dans les dernières années étaient des enfants d'ouvriers des villes qui ont été envoyés à la campagne au moment où ils ont obtenu leur di-

plôme d'études secondaires ou d'université. Plusieurs milliers d'entre eux sont rentrés illégalement dans les villes, où travail et logement leur sont refusés; ils sont donc obligés de vivre de l'aide d'amis ou de parents, ou de se livrer à de petits vols ou à la prostitution.

Dès la fin du mois de novembre, lorsque la nouvelle de l'existence du « Mur de la démocratie » s'est étendue à travers la Chine, un certain nombre de paysans pauvres, venant souvent de provinces éloignées, ont quitté leurs champs et sont partis pour Pékin, afin de présenter leur doléances au gouvernement. A l'époque des cérémonies semi-officielles de commémoration de la mort de l'ancien Premier ministre Chou En-lai, la première semaine de janvier, plusieurs centaines ou même quelques milliers de ces gens ont été jusqu'à Pékin, et 500 d'entre eux ont participé aux manifestations de la place Tien An Men pendant trois jours, demandant de la nourriture et des vêtements. Le 14 et le 21 janvier, environ 200 personnes se sont rassemblées devant l'enceinte du Chungnanhai, derrière laquelle vivent les dirigeants, comme le Président du Parti communiste Hua Kuo-feng et le vice-Premier ministre Deng Xiaoping, demandant une réunion avec les dirigeants du parti pour présenter leurs doléances (ce qui a été refusé).

Les paysans, dont le nombre s'était entre-temps accru et avait atteint plusieurs milliers de personnes, vivaient dans les rues ou campaient dans la gare de la ville. Les groupes dissidents locaux ont immédiatement voulu faire cause commune avec les paysans qui protestaient, et ont cherché à se joindre à leurs manifestations et à les aider à trouver nourriture et abri. Cet effort a inquiété le gouvernement, qui a riposté le 17 janvier en arrêtant Fu Yuehua, une ouvrière de trente-deux ans, militante pour les Droits de l'Homme. Selon de récents *dazibaos*, Fu a participé au début des discussions sur le « Mur de la démocratie », au

mois de novembre, et elle a aidé les paysans pauvres qui sont venus à Pékin (*Globe and Mail*, du 27 janvier).

A la fin de janvier, selon les militants pour les droits démocratiques, entre six et huit des paysans qui protestaient étaient morts dans les rues de Pékin, de faim ou à cause du froid. John Fraser, correspondant à Pékin du *Globe and Mail*, de Toronto, a décrit ainsi leurs conditions de vie : « *En ce qui concerne les gens que Madame Fu et d'autres essayaient d'aider, on ne peut voir personne de plus misérable à Pékin en ce moment. Des paysans pauvres apportant leurs doléances se sont déversées dans la capitale au cours des derniers mois - il y en a beaucoup plus que les journalistes n'avaient cru au départ. Un chiffre exact est impossible à déterminer, mais ils seraient visiblement plus de 1000.*

« *Au début, ils habitaient dans les rues, alors que la température variait de moins 10 à moins vingt degrés centigrades. Quelques-uns sont morts. Ensuite, les autorités municipales ont laissé construire une sorte de bidonville, non loin du Grand hall du peuple.* » (*Globe and Mail*, du 27 janvier 1979).

Ce qui diffère également des pratiques du passé, c'est que le gouvernement a commencé à reconnaître l'existence de protestations de ce type, et a essayé à la fois de discuter avec les dissidents et de monter l'opinion publique contre eux. Le *Quotidien du peuple* de Pékin, du 27 janvier 1979, a cité Hua Kuofeng lorsqu'il disait que « *la majorité de ceux qui sont venus à Pékin pour se plaindre auprès des autorités centrales sont des gens respectables.* » Mais il continuait

Mais il continuait ainsi : « *Néanmoins, le fait que le nombre de gens arrivant à Pékin s'accroisse quotidiennement est un problème épineux. C'est maintenant le cœur de l'hiver, et il est très difficile de leur fournir nourriture et logement. Le problème doit donc être résolu immédiatement... Nous ne voulons pas que des gens fassent des milliers*

de kilomètres pour venir à Pékin chercher protection et aide auprès des autorités centrales » (*Hsinhua*, 28-29 janvier).

Le gouvernement parlait des paysans comme des « *frères de classe* », et avertissait la police et les fonctionnaires qu'ils ne devaient pas s'affronter à eux, même s'ils utilisaient un « *langage extrême* ». Mais un événement s'est produit cette nuit-là qui a amené à la surface les tensions profondes inhérentes à la situation.

Le 27 janvier était la veille du Nouvel an chinois. Cette nuit-là, Hua Kuofeng avait organisé une fête du Nouvel an qui était l'extravagance la plus folle que Pékin ait connue depuis la période précédant la Révolution culturelle. Environ 30000 bureaucrates ont occupé le Grand hall du peuple pour une nuit de fête, de beuveries, de danses et de jeux de cartes. Dehors, dans le gel, 150 paysans portaient des banderoles disant : « *Au nom du Président Hua et du Président Mao, nous voulons l'égalité* », « *Nous voulons à manger* », « *Nous voulons des vêtements* ».

Ceci s'est avéré être plus que les bureaucrates arrogants ne pouvaient tolérer. Lorsque les invités commencèrent à partir, la troupe chargea sur les paysans, les dispersant et arrêtant plusieurs de leurs dirigeants. Le 31 janvier, des *dazibaos* signés par des amis de ceux qui avaient été arrêtés disaient que deux des paysans qui avaient organisé la manifestation avaient été condamnés à cinq ans de prison.

Yunnan, et dans les villes de Pékin, Shanghai, Hanchow et Siam.

A Shanghai, d'anciens habitants de la ville, qui ont été envoyés dans les fermes d'Etat à la campagne, ont commencé à organiser des manifestations de plus de 3000 personnes au mois de décembre, demandant des emplois et des logements en ville. Ceci a été occulté par la presse chinoise jusqu'au 5 février, date à laquelle plus de 1000 de ces jeunes se sont mis en colère, bloquant le trafic routier et ferroviaire, cassant les vitres des magasins, et assiégeant les fonctionnaires gouvernementaux avec leurs revendications.

Ceux qui protestaient ont organisé un *sit-in* devant le Bureau principal de l'Emploi de Shanghai, et ont refusé de laisser sortir le personnel. Ils ont occupé un magasin d'électricité, demandant des mégaphones pour organiser des meetings publics. Et, selon la presse officielle, ils ont coupé les lignes électriques du système de trolleys de Shanghai, et ont occupé les terrains des chemins de fer, bloquant les trains pendant douze heures et faisant descendre 80000 passagers (*Hsinhua*, les 10 et 14 février 1979).

Cette action a provoqué une riposte du gouvernement; de nombreux articles, en général attribués à des travailleurs, dénonçant ceux qui protestaient comme des « *égoïstes* », et les comparant aux Gardes rouges maoïstes du début de la

Les protestations les plus dramatiques ont été celles des « *jeunes ruraux* », qui ont organisé des grèves et des manifestations dans la province du



Révolution culturelle, sont apparus dans la presse. Néanmoins, cette campagne avait une composante nettement défensive. Un éditorial de première page du *Quotidien du Peuple*, le 12 février, déclarait à propos des événements de Shanghai : « Nous devons dire à certains camarades qu'à aucun prix ils ne doivent avoir une attitude hostile et violer la loi pour exprimer leurs plaintes, quelque soit l'ampleur des dommages qu'ils ont subis. » (*Hsinhua*, le 13 février 1979). Tous ceux qui avaient été arrêtés à Shanghai ont été relâchés, sauf deux.

Les protestations des jeunes de Shanghai ont obligé le gouvernement à lever le voile sur

les informations concernant une action de protestation encore plus importante qui s'est produite au début de l'hiver dans la province du Yunnan et avait été gardée secrète par la presse officielle.

Le 27 décembre, environ 28 travailleurs agricoles chinois sont arrivés sur la place Tien An Men à Pékin et ont distribué des tracts disant qu'ils représentaient 30000 travailleurs agricoles qui étaient en grève depuis le 9 décembre. A l'époque, il n'était pas possible de vérifier ce que disaient ces manifestants, mais, à la suite des manifestations de Shanghai, le gouvernement lui-même a admis que la grève des travailleurs agricoles du Yunnan avait effectivement eu lieu, et a essayé de présenter l'accord qui l'avait conclue comme un exemple de la modération qu'il voulait voir adoptée par les jeunes de Shanghai.

Parmi les grévistes du Yunnan, on comptait aussi des habitants des villes qui avaient été déportés, et dont la plupart étaient à la campagne depuis plus de dix ans. Leur principale revendication était le droit de retourner à leurs anciens foyers. Pékin a maintenant révélé qu'un des membres du gouvernement, le vice-Premier ministre Wang Chen, avait été envoyé pour rencontrer personnellement les grévistes. Wang a évoqué sa propre persécution par le gouvernement au cours de la Révolution culturelle, afin d'essayer d'obtenir la confiance des travailleurs. Il a refusé de satisfaire leur revendication principale, mais il a offert un fonds spécial de 4,25 millions de dollars pour leur construire de nouveaux logements.

Rendre ces événements publics comme modèle montre que le gouvernement se sent faible, est sur la défensive face à ce qu'attend le peuple chinois. Après tout, s'il est vrai que par rapport à l'intransi-

gence des émeutiers de Shanghai, les grévistes du Yunnan étaient prêts à la modération et au compromis, ils sont tout de même un exemple de travailleurs qui ont engagé une action directe de grève contre le gouvernement, et qui ont obtenu une amélioration de leurs conditions en le faisant.

Deng Xiaoping espère que sa performance au Vietnam sera récompensée par un afflux rapide et important de subventions et de prêts américains, qui lui permettront de donner au peuple chinois une preuve tangible que son régime peut lui apporter la prospérité. Mais, si le Yunnan apporte une indication, c'est celle de montrer que certains secteurs des ouvriers et des paysans chinois sont déjà trop impatients pour attendre simplement que le gouvernement décide d'améliorer leur condition; ils commencent à tenter d'imposer leurs propres revendications. Et une guerre de frontière offensive menée par ce régime, contre un peuple que peu d'ouvriers et de paysans chinois considèrent comme une menace, pourrait ajouter dangereusement à l'impopularité du régime.



Le Vietnam et la question cambodgienne

Déclaration de la JRCL, section japonaise de la IVE Internationale

Dans le cadre de la discussion ouverte dans nos colonnes à propos du conflit sino-indochinois, nous publions ci-dessous un texte que nous ont fait parvenir nos camarades japonais de la JRCL (Ligue communiste révolutionnaire du Japon, section de la IVE Internationale). Il s'agit du bref résumé d'un long document adopté lors d'une réunion de leur Comité central en janvier, c'est-à-dire avant l'intervention chinoise au Vietnam.

1. Nous soutenons le gouvernement vietnamien et le nouveau gouvernement cambodgien du Front de salut national face au gouvernement chinois et à l'ancien régime de Pol Pot.

2. Du fait de difficultés intérieures et internationales, tout particulièrement avec le gouvernement chinois, le gouvernement et l'Etat vietnamiens furent contraints de recourir à une intervention militaire afin de libérer le peuple cambodgien du régime de Pol Pot et de mettre fin à la confrontation militaire directe entre le Vietnam et le Cambodge. L'armée vietnamienne est la principale force qui a contribué au renversement du régime de Pol Pot. Elle remporta une victoire éclair grâce à l'effondrement rapide de Pol Pot et de son armée, qui n'ont jamais eu le soutien actif des masses cambodgiennes.

Le niveau de conscience des masses cambodgiennes était alors très inégal et généralement faible du fait du processus d'ensemble enclenché par les Accords de Genève de 1954 qui provoqua la dissolution des

forces armées de libération, et la constitution du régime bonapartiste colonial de Sihanouk, puis son remplacement par le régime fantoche et contre-révolutionnaire de Lon Nol, puis enfin, après son renversement, l'émergence de la dictature militaire de Pol Pot, comme première direction politique de l'Etat ouvrier cambodgien.

Dans ces conditions, il aurait été préférable, si cela avait été possible, que le Front de salut national combatte pendant une assez longue période, avec le soutien du gouvernement et de l'Etat vietnamien, et élargisse ainsi progressivement les zones libérées. Cela aurait en effet permis une réorganisation politique des masses cambodgiennes qui auraient pu alors libérer elles-mêmes le Cambodge du régime de Pol Pot.

Cependant, le gouvernement et l'Etat ouvrier vietnamien ont été contraints de faire le choix politique du renversement du régime de Pol Pot, en utilisant avant tout la puissance de l'armée vietnamienne, et en soutenant le Front de salut national du Cambodge, vu les conditions concrètes qui préva-

laient, telles que l'accentuation de la politique réactionnaire hostile de la bureaucratie chinoise à l'égard de l'Etat ouvrier vietnamien, et les graves difficultés politiques comme militaires auxquelles devait faire face le combat des masses cambodgiennes sous le régime de Pol Pot.

3. Le renversement du régime de Pol Pot dans l'Etat ouvrier cambodgien et la constitution du gouvernement du Front de salut, avec le soutien de l'Etat ouvrier vietnamien, représentent une tentative de rétablissement de la solidarité et de l'unité de combat des trois peuples du Vietnam, du Laos et du Cambodge, forgées dans la lutte commune contre l'impérialisme américain.

Il s'agit d'une unité de combat pour défendre et renforcer les trois pays indochinois, comme forteresse de la révolution internationale en Asie du Sud-Est. Cela représente donc, au niveau international, un coup pour l'impérialisme américain et japonais et pour les régimes néo-colonialistes et anticommunistes de l'ASEAN. C'est un coup porté à la politique étrangère réactionnaire de la bureaucratie chinoise qui mène une politique ouverte de bloc avec les forces impérialistes et néo-coloniales contre l'Union soviétique et s'oppose à l'Etat ouvrier vietnamien.

4. A l'heure actuelle, vu les conditions historiques de la lutte de libération et les



structures socio-économiques des trois pays d'Indochine, un soutien réciproque et fraternel entre ces trois pays, autour du Vietnam, est indispensable politiquement et économiquement pour progresser dans la construction de chacun des Etats ouvriers. Le Vietnam occupe la place centrale politiquement et socio-économiquement dans les relations entre ces trois Etats ouvriers, par son expérience plus riche de la lutte de classe internationale et nationale et par son économie relativement plus avancée. Le régime de Pol Pot, caractérisé par son extrême nationalisme, et n'ayant pour seule base politique que son armée, a refusé toute coordination avec l'Etat ouvrier vietnamien, adopté une politique sociale et économique extrême de « communauté villageoise », et établi un régime politique autocratique extrêmement répressif, interdisant aux masses ouvrières et paysannes toute possibilité d'action démocratique.

Les intérêts de classe de l'Etat ouvrier cambodgien et les intérêts politiques et économiques des masses paysannes cambodgiennes rendent indispensable la mise en œuvre d'une coordination entre le Cambodge et le Vietnam. Cette coordination limitée aux trois Etats ouvriers indochinois ne pourra pas éliminer toutes les contradictions, et il existe dans ces différents pays divers problèmes bureaucratiques et nationaux. Cependant, l'établissement et les progrès de la coordination entre ces trois pays indochinois sont fondamentaux pour l'intérêt de classe des trois Etats ouvriers et leur renforcement en tant que forteresse de la révolution en Asie du Sud-Est. De ce point de vue, nous défendons et nous soutenons la constitution et les progrès de la coordination entre les trois Etats indochinois.

5. La principale perspective offrant une solution aux difficultés actuelles de ces trois Etats ouvriers est dans l'unité et la liaison internationale avec la montée de la révolution dans le pays voisin, la Thaïlande. Cependant, les conditions actuelles subjectives et objectives sont extrêmement difficiles

pour les trois Etats ouvriers indochinois.

La constitution d'une alliance entre les trois pays indochinois autour du Vietnam augmente l'hostilité de classe de l'impérialisme et des régimes néo-colonialistes et anticommunistes de l'ASEAN contre le Vietnam, le Laos et le Cambodge; l'isolement international de ces trois pays s'accroît aux niveaux politique et économique; l'hostilité réactionnaire de la bureaucratie chinoise contre ces trois pays augmente avec ses conséquences politiques et militaires. Dans de telles conditions, régionales et internationales, et vu l'ampleur des difficultés qui existent au Vietnam même, ainsi qu'au Laos et au Cambodge, le gouvernement vietnamien ne peut que se trouver de plus en plus dépendant de l'Etat ouvrier soviétique et de la bureaucratie du Kremlin.

Bien sûr, cela ne signifie pas automatiquement que la direction des travailleurs vietnamiens perdra son indépendance nationale et qu'elle sera entièrement subordonnée à la bureaucratie du Kremlin.

Les relations entre les trois Etats ouvriers indochinois en sont maintenant au point de départ, pour la constitution d'une nouvelle coordination, libre des pressions nationalistes et militaires du régime de Pol Pot. Simultanément, la situation internationale et nationale exposée ci-dessus et les difficultés qui en découlent pour l'Etat ouvrier vietnamien représentent de fortes pressions sur celui-ci et sur les masses ouvrières paysannes des trois pays. Ce sont des facteurs de bureaucratization des trois Etats ouvriers indochinois, rendant encore plus difficile la mise en pratique d'une solution réellement démocratique aux différents problèmes nationaux dans ces trois pays.

Dans les conditions internationales mentionnées ci-dessus, l'orientation internationale que la direction vietnamienne devra adopter, dans la période actuelle, en Asie du Sud-Est, ne pourra être que défensive, ne pourra être qu'une orientation pour le maintien du statu quo et de la coexistence pacifique.

Cela posera de façon aiguë le problème des relations internationales entre l'Etat ouvrier vietnamien et le régime néo-colonialiste et anticommuniste thaïlandais. Dans la situation présente, la bureaucratie chinoise réprimera le mouvement révolutionnaire thaï et apportera son soutien au régime Kriangsak.

Compte tenu de son histoire et des conditions présentes d'existence de l'Etat ouvrier vietnamien, la direction vietnamienne ne peut pas aujourd'hui adopter une orientation de soutien actif à la montée révolutionnaire en Thaïlande et dans les autres pays de l'Asie du Sud-Est. Dans de tels contextes, en effet, les choix d'orientation de la direction vietnamienne se sont toujours faits à partir de la situation concrète. C'est-à-dire que le pôle d'une montée des luttes révolutionnaires en Thaïlande, par ses conséquences internationales et les pressions qu'elle exercerait sur la direction vietnamienne, est décisif pour déterminer l'évolution de cette orientation. Il en va de même pour une montée de la lutte de classes internationale, au Japon et dans les autres pays de l'Asie du Sud-Est, de l'aggravation de la crise du système impérialiste et colonialiste en Asie du Sud-Est.

Si de tels développements se produisaient, l'Etat ouvrier vietnamien et les autres pourraient se joindre au mouvement révolutionnaire international en Asie du Sud-Est et en Asie de l'Est dans son ensemble. En leur absence, et dans l'immédiat, la transition au socialisme et la coordination des trois Etats ouvriers devra prendre un chemin tortueux et difficile, qui réclamera de nombreux sacrifices; c'est dire l'importance de notre lutte dans toute l'Asie orientale : cette lutte est décisive pour la défense des trois Etats ouvriers. La tâche du prolétariat japonais - à savoir le renversement de l'impérialisme japonais - représente une contribution importante à la construction socialiste de l'Etat ouvrier chinois et des trois Etats ouvriers indochinois.

8-16 janvier 1979

Les problèmes posés par les conflits militaires en Asie du Sud-Est

Ernest MANDEL

Différentes positions ont surgi dans la IVe Internationale sur l'appréciation et l'attitude politique à adopter face aux conflits militaires qui se sont produits en Asie du Sud-Est depuis décembre 1978. Ces désaccords semblent avoir comme axe central l'attitude à adopter envers l'invasion du Cambodge par les forces armées régulières vietnamiennes

- la condamnation de l'invasion chinoise au Vietnam a été unanime. Mais leurs implications politiques en ce qui concerne l'attitude à adopter face à d'éventuels conflits armés futurs entre des bureaucraties au pouvoir dans des Etats ouvriers ne sont pas claires. Ceci est potentiellement dangereux, surtout en raison de la possibilité d'un conflit

armé entre l'Union soviétique et la République populaire de Chine. En outre, les questions théoriques sous-jacentes sont d'une telle importance (et, dans un cas, d'une telle nouveauté) qu'une discussion les examinant attentivement est devenue inévitable. Dans cet article, nous traiterons essentiellement des positions exprimées dans *Intercontinental Press*.

* I *

LE CAMBODGE DE POL POT ETAIT-IL UN ETAT OUVRIER (BIEN QU'EXTREMEMENT BUREAUCRATISE ET DESPOTIQUE)?

Des articles écrits par les camarades Mary-Alice Waters, Fred Feldman et Steve Clark dans *Intercontinental Press* essaient de justifier le soutien critique qu'ils apportent à l'invasion du Cambodge par l'armée régulière vietnamienne, à l'aide de l'argument que ce pays n'était pas un Etat ouvrier et que, au contraire, le régime de Pol Pot était un «gouvernement capitaliste contre-révolutionnaire qui menaçait la révolution vietnamienne» (*The Militant* du 23 février 1979). Les analogies historiques viennent alors immédiatement à l'esprit : la Géorgie, la Finlande.

Plus généralement, dans un conflit militaire entre un Etat ouvrier et un Etat bourgeois, les marxistes révolutionnaires soutiennent le premier contre le second, en raison de la nécessité de préserver un système socio-économique supérieur de la restauration du capitalisme. Cela reste la tâche prioritaire, quel que soit le degré de bureaucratization qui caractérise l'Etat ouvrier en question. Cela a été l'attitude programmatique commune de la IVe Internationale depuis les expériences de 1939-1940. Rien, à nos yeux, ne justifie une modification de cette position.

Les camarades Mary-Alice Waters, Fred Feldman et Steve Clark basent leur position avant tout sur l'hypothèse que le régime cambodgien de Pol Pot n'était pas un Etat ouvrier. Nous rejetons cette hypothèse comme contraire à la fois aux faits et à la théorie marxiste.

Une guerre civile a commencé au Cambodge en avril-mai 1967, lorsque les dirigeants du Parti communiste cambodgien ont quitté Phnom Penh pour organiser une guerre de guérilla contre le régime bourgeois du Prince Norodom Sihanouk, après que ce régime ait déclen-

ché une répression sévère contre les communistes et d'autres forces de gauche, et après le déclenchement de révoltes paysannes spontanées à Samlaut, dans la région de Battambang, où les propriétaires fonciers avaient essayé d'imposer le paiement d'une rente à des paysans qui utilisaient librement la terre depuis des siècles (voir «*Cambodia in the South East Asian War*», par Malcolm Caldwell et Lek Hor Tan, *Monthly Review Press*, pages 157 à 161; François Ponchaud, «*Cambodge, année zéro*», Paris, Julliard, 1977, pages 195 et 196. Cet auteur indique que pour éviter d'être arrêtés, deux dirigeants du Parti communiste cambodgien, Ieng Sary et Son Sen, étaient déjà passés à la clandestinité dès 1963).

La guerre civile s'est élargie considérablement lors des attaques aériennes massives et de l'invasion du Cambodge par les Etats-Unis en 1970, et après le coup d'Etat de Lon Nol (ancien commandant des forces militaires de Sihanouk). Elle était étroitement liée aux guerres civiles au Vietnam et au Laos, et à la guerre de libération nationale des masses vietnamiennes contre l'impérialisme US. Elle a finalement culminé dans le renversement du régime de Lon Nol par les Khmers rouges en avril 1975. Bien que les forces vietnamiennes, dirigées par le Parti communiste, aient joué un rôle important par l'aide qu'elles ont apportée aux Khmers rouges dans la guerre

civile, surtout en repoussant plusieurs offensives contre eux des forces impérialistes US et des contre-révolutionnaires sud-vietnamiens et cambodgiens, le Parti communiste cambodgien a jalousement défendu son autonomie et a agi d'une façon qui était de plus en plus indépendante d'Hanoï. Cela a été démontré, entre autres, par la façon dont il a essayé de détruire tous les éléments de l'Etat bourgeois et de la classe capitaliste d'un seul coup, au lendemain de sa victoire d'avril 1975.

Contre les conseils de Hanoï et de Pékin - les conseils de Moscou n'étaient plus écoutés, surtout après que le Kremlin ait conservé des relations diplomatiques avec le régime de Lon Nol, au moment où ce dernier massacrait les communistes, les ouvriers, les étudiants, les intellectuels et les paysans cambodgiens par milliers - les dirigeants du Parti communiste cambodgien ont essayé de mettre en œuvre une «*révolution sociale radicale sur tous les plans*» dans les délais les plus courts possibles (pour reprendre la formule avec laquelle les dirigeants actuels du Cambodge décrivent le régime de Pol Pot - voir la «*Déclaration de fondation du FUNKSN*» dans «*Le conflit Vietnam-Kampuchea*», Hanoï, 1979).

Une grande partie des membres de l'appareil d'Etat bourgeois ont été physiquement éliminés (sauf ceux qui se sont enfuis à l'étranger).

La grande majorité de la bourgeoisie, jusqu'aux couches moyennes inférieures, a subi le même sort. La population urbaine a été dispersée. La propriété et l'utilisation privées de la terre ont été sévèrement limitées, quand elles n'ont pas été radicalement supprimées. Des paysans qui avaient été le prototype de l'agriculture individuelle en Asie du Sud-Est pendant des siècles ont été forcés à cultiver de façon collective rigide (en coopératives) :

«*Remplaçant un système dans lequel l'agriculture était essentiellement une entreprise fami-*

liale, les groupes de production solidaires sont devenus l'unité de base du travail agricole. A leur tour, ils étaient organisés dans 30000 coopératives agricoles. Bien que les paysans conservent de petits jardins pour leurs fruits et leurs légumes, la propriété privée de la terre n'existe fondamentalement plus aujourd'hui.» (George C. Hildebrand et Gareth Porter, «*Starvation and Revolution*», *Monthly Review Press* 1976, pages 71 et 72).

François Ponchaud (op. cit., page 120) indique que dès octobre 1975, tous les moyens de production avaient été collectivisés dans les coopératives. De plus, dès décembre 1975, des fermes d'Etat ont été créées.

Le radicalisme (ou l'aventurisme ultra-gauchiste) du régime de Pol Pot a été jusqu'au point de supprimer toutes les formes de commerce et de monnaie. Seul le troc le plus rudimentaire subsistait.

L'économie et la société du Cambodge avaient déjà été ruinées par les bombardements impérialistes barbares et par d'autres actes de guerre. Il a été estimé que, rien que sur la zone fortement peuplée qui entoure Phnom Penh, l'équivalent de sept bombes atomiques du type de celle d'Hiroshima ont été lâchées chaque mois par les bombardiers US, pendant les six mois qui ont précédé août 1973. La désorganisation de l'agriculture et de la production agricole qui en a résulté a été catastrophique. Une étude non publiée du Fonds monétaire international a estimé qu'à la fin de 1974, le total de la superficie en rizières a diminué de 75% et que la production de riz dans la République Khmère (c'est-à-dire les régions non libérées par les Khmers rouges à l'époque) était tombée d'un niveau annuel de 3,8 millions de tonnes à seulement 493000 tonnes (même ce dernier chiffre est considéré comme exagéré par les sources pro-Khmers rouges). La famine généralisée, la malnutrition et les épidémies étaient devenues endémiques. Une grande partie des morts qui ont été attribuées, d'abord par



Pol Pot

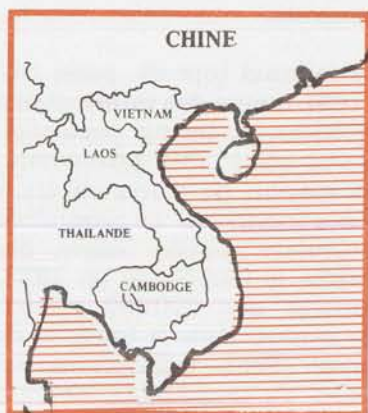
la propagande impérialiste, ensuite par Hanoï et Moscou, aux atrocités de Pol Pot, étaient en fait la conséquence des actes barbares de l'impérialisme et de ses fantoches locaux.

Mais il est aussi évident que la politique aventuriste menée par la fraction de Pol Pot a beaucoup contribué à élever le prix payé, en termes de souffrances humaines, pour le changement de régime social au Cambodge. De plus, cette politique a rendu impossible de réparer rapidement les dommages causés par les destructions impérialistes. L'économie nationale, et la base même de toute division sociale élémentaire du travail, ont continué à être désorganisées par les méthodes inhumaines utilisées pour supprimer la propriété privée. Les transports, l'approvisionnement en médicaments, les hôpitaux, et une grande partie du système d'éducation n'ont pas seulement été désorganisés - ils avaient entièrement disparu pendant toute une période. La répression s'est étendue à des groupes sociaux entiers, y compris des femmes et des enfants. Le nombre des victimes du terrorisme d'Etat doit certainement être compté en termes de centaines de milliers.

Le parallèle évident qui vient à l'esprit est la sévérité, l'ampleur et le terrorisme extrême de la collectivisation forcée en URSS sous Staline, résumée par sa formule «supprimer les koulaks en tant que classe». Les coûts humains de ce crime - pour ne pas parler des résultats à long terme en misère et en pénurie de certains produits alimentaires en Union soviétique - a été incommensurable. Khrouchtchev a estimé que, pendant cette période et au cours des purges qui l'ont suivie dans les années 30, Staline et ses acolytes ont tué douze millions de personnes, et que des millions d'autres, impossibles à dénombrer, ont été déportées. Ces chiffres sous-estiment plutôt l'horrible réalité.

Mais c'est une chose de dire qu'un despote inhumain a utilisé des méthodes barba-

res - que nous condamnons bien sûr totalement et sans réserves, et qui ne peuvent pas conduire à la construction d'une société socialiste sans classes - pour supprimer la propriété privée. C'est autre chose que de présenter ce despote comme un «capitaliste contre-révolutionnaire». A moins que nous ne passions dans le camp des partisans de la théorie du capitalisme d'Etat ou de celle du collectivisme bureaucratique, nous devons reconnaître que les crimes de la bureaucratie soviétique contre les ouvriers et les paysans de l'Union soviétique



n'ont eu ni le but ni l'effet objectifs de restaurer le capitalisme ou d'établir le pouvoir d'une nouvelle classe. Tout s'est passé dans le cadre d'une société post-capitaliste - une société de transition entre le capitalisme et le socialisme - c'est-à-dire d'un Etat ouvrier. Ce qui est vrai pour la terreur stalinienne est également vrai pour la terreur de Pol Pot.

Ce n'est pas avant tout une question de spéculation, mais une question de juger des faits. S'il est vrai que l'appareil d'Etat bourgeois a été totalement détruit au Cambodge - probablement plus complètement que dans aucune révolution sociale antérieure (1) - ; s'il est vrai que non seulement la bourgeoisie mais même la paysannerie ont été expropriées; s'il est vrai qu'on ne peut trouver aucun reste des rapports capitalistes de propriété et de production dans le Cambodge de 1976, de 1977 ou de 1978, alors il est simplement impossible de parler du régime ou du

gouvernement de Pol Pot comme capitalistes. Un gouvernement capitaliste ou un Etat bourgeois qui détruisent complètement le capitalisme, c'est une absurdité du point de vue de la théorie marxiste des classes et de l'Etat. C'est un concept qui est en contradiction avec tous les éléments de base du matérialisme historique.

On peut arguer que, comme le Cambodge est un pays extrêmement arriéré et que les deux classes de base de la société capitaliste - le prolétariat aussi bien que la bourgeoisie - n'y étaient présentes que sous une forme presque embryonnaire, les critères classiques pour déterminer la nature de classe de l'Etat ne peuvent que très difficilement être appliqués, et doivent l'être en tout cas avec beaucoup de réserves et en se référant constamment à l'arrière-plan historique et à la spécificité de la société cambodgienne. Nous sommes entièrement d'accord avec cette remarque. La tragédie de la révolution cambodgienne est une déformation extrême et grotesque de la tragédie du stalinisme, renforcée par une arriération extrême. Mais il s'agit d'une répétition déformée du stalinisme et non de la contre-révolution bourgeoise. Tout jugement erroné sur cette question aura de sérieuses conséquences sur l'analyse que l'on fait de l'Union soviétique et aussi des autres Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés ou gravement déformés.

Il est probable que dans l'esprit de certains camarades, la question de la nature de classe du régime de Pol Pot et de celle de l'Etat cambodgien sous ce régime a été obscurcie par le fait qu'ils n'ont pas examiné le problème de la nature de classe de la bureaucratie khmère rouge et qu'ils n'ont pas étudié ses relations avec la classe ouvrière et avec la bourgeoisie sous cet angle.

L'idée que cette bureaucratie pourrait être comparée d'une certaine façon à la bureaucratie de sociétés dites du mode de production asiatique a été à

juste titre rejetée par les camarades Feldman et Clark. Nous vivons dans le dernier quart du XXe siècle, non au début du Moyen âge. Mais dans le même contexte, l'idée que la classe ouvrière a été complètement supprimée et que, pour défendre la théorie que le Cambodge est un Etat ouvrier, il faut penser que l'on puisse connaître «un Etat ouvrier sans classe ouvrière», doit, elle aussi, être rejetée comme absurde.

Aucun Etat contemporain, sans parler d'une économie contemporaine, ne peuvent exister ni survivre sans aéroports, sans télécommunications, sans voies ferrées, sans routes, sans infrastructures portuaires (s'il a un débouché sur la mer, comme c'est le cas du Cambodge), sans ateliers de réparations, sans centrales électriques, sans dépôts d'armes, sans un minimum de production de ciment et d'autres matériaux de construction, sans une production textile minimale, et sans une certaine production industrielle d'instruments agricoles. Tout cela implique non seulement l'existence mais aussi l'expansion d'une force de travail industrielle. Cela n'a tout simplement aucun sens de présenter les choses comme si Pol Pot et ses partisans avaient délibérément voulu détruire le prolétariat industriel et y étaient effectivement parvenus au Cambodge.

En fait, comme les camarades Feldman et Clark le constatent eux-mêmes à juste titre, le Parti communiste cambodgien avait l'intention de réaliser une certaine industrialisation, mais d'un type spécial : c'est-à-dire, ayant un rapport spécial à l'agriculture (une idée qui, soit dit en passant, n'a pas été empruntée à des idéologues bourgeois, mais à Mao Tzedong). Son dirigeant numéro deux, Ieng Sary, l'a proclamé clairement devant l'Assemblée générale des Nations-Unies.

Selon Hildebrand et Porter, déjà cités plus haut, qui sont, il est vrai, des apologistes du régime de Pol Pot, et dont par conséquent les informations doivent être prises avec précau-

tion, 100 000 personnes auraient été autorisées à rentrer à Phnom Penh à la fin de 1975, et une partie d'entre elles travaillaient dans des usines. Ils disent aussi qu'au début de 1976, près de 100 usines avaient été remises en route dans le pays (op. cit. pages 90 et 91). D'autres sources donnent des chiffres beaucoup plus bas. Selon la *Far Eastern Economic Review* du 13 octobre 1978, Pol Pot a déclaré à une délégation japonaise que la population de Phnom Penh avait déjà atteint 200 000 personnes et devait continuer à augmenter jusqu'à atteindre 400 000 personnes.

Ponchaud (op. cit. pages 107 à 109) donne des informations similaires; il insiste particulièrement sur le rôle des ouvriers, des moyens de communication et des transports. Le journaliste yougoslave Slavko Stavic, qui a visité le Cambodge en 1978, rapporte que 220 000 personnes vivaient dans la banlieue de Phnom Penh («*Questions actuelles du socialisme*», octobre 1978).

La question revient donc à ceci : quel type d'industrie la bureaucratie de Pol Pot commençait-elle à reconstruire ? Une industrie capitaliste ou une industrie non-capitaliste ? Cela n'est pas seulement une question de nationalisation ou non de l'industrie initiale. Cela renvoie à l'ensemble du contexte socio-économique.

Cette nationalisation et cette industrialisation maintiennent-elles ou conduisent-elles à une renaissance de la propriété privée, de l'accumulation privée du capital, à la naissance d'une nouvelle classe capitaliste ? Les bureaucrates administrant cette industrie accumulent-ils des fortunes privées (que ce soit par la corruption, le vol, ou des opérations de marché noir) ? Il est certain que des bureaucrates d'obéissance et d'origine stalinienne pourraient faire cela. La question est : l'ont-ils fait au Cambodge ? Les camarades Feldman, Clark et Mary-Alice Waters n'apportent pas

l'ombre d'une preuve pour étayer cette hypothèse. Le fait que «*le travail forcé est exploité*» n'est pas plus la preuve de l'existence ou de la survie du capitalisme au Cambodge qu'il ne l'était en Union soviétique. La question est : cela conduit-il à la propriété ou à des rapports de production capitalistes, à une production généralisée de marchandises ? Aucune preuve ne peut être avancée pour faire prendre corps à une telle affirmation.

Il en découle donc forcément que nous ne nous trouvons pas en face d'une bureaucratie d'Etat capitaliste, bourgeoise, ou «pré-capitaliste», mais en face d'une bureaucratie liée à la classe ouvrière non seulement par son idéologie (il est vrai extrêmement déformée), mais aussi et surtout par sa forme spécifique de rémunération et par son rapport de base aux moyens de production et à la propriété. Nous savons qu'il est difficile à digérer que des despotes du genre de Pol Pot aient quelque lien que ce soit avec la classe ouvrière. Mais, pour parler franchement, est-il plus facile à digérer que la bureaucratie de Staline, de Jeshov et de Béria soit une fraction extrêmement dégénérée de la bureaucratie d'un Etat ouvrier ? La répugnance morale justifiée ne devrait pas empêcher d'arriver à des définitions scientifiques correctes, dans un cas comme dans l'autre.

Nous devons rappeler que le Parti communiste cambodgien n'a jamais abandonné ses déclarations programmatiques en faveur de la dictature du prolétariat, de la construction du communisme, du rôle dirigeant de la classe ouvrière, et de la nécessité d'une solidarité internationale avec les travailleurs de tous les pays. Dans le «*Petit guide pour l'application des statuts du Parti*», publié en 1975, le «*but à long terme du Parti*» est établi comme suit : «*Conduire le peuple à créer une révolution socialiste et une société communiste au Cambodge...*»

Dans la Constitution du Cambodge démocratique, adoptée le 14 décembre 1975, les deux premiers articles disent :

«Article 1 : L'Etat du Cambodge est l'Etat des ouvriers, des paysans, et de toutes les couches laborieuses du Cambodge...»

«Article 2 : Tous les moyens de production importants sont la propriété collective de l'Etat du peuple et la propriété collective du peuple tout entier.»

De plus, l'article 12 déclare : *«Chaque ouvrier est maître de son usine...»* (ces citations viennent de Ponchaud, op. cit. page 230).

Une brochure publiée en août 1973 par les Khmers rouges disait que *«la classe ouvrière forme l'avant-garde»* de toutes les *«forces patriotiques»* engagées dans la guerre; qu'elle *«est devenue une classe totalement capable de conduire la guerre révolutionnaire de libération nationale et populaire à la victoire»*.

«La classe ouvrière et les travailleurs du Cambodge dans la guerre révolutionnaire de libération nationale et populaire», pages 3 et 4). La même brochure déclare que *«la lutte révolutionnaire du peuple cambodgien fait partie intégrale de la lutte des ouvriers et des travailleurs de tous les pays du monde, y compris ceux des Etats-Unis, contre l'oppression et l'exploitation capitalistes, néo-colonialistes et impérialistes. Les ouvriers, les travailleurs et le peuple du Kampuchea ont toujours fermement soutenu les luttes des ouvriers, des travailleurs et des peuples du monde, y compris ceux des USA, et ont manifesté leur solidarité militante avec eux.»* (Ibid, page 7).

Le 10 septembre 1976, à l'occasion de la mort de Mao, Pol Pot a exalté la dictature du prolétariat comme l'héritage commun de *«Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tzedong»* (Ponchaud, op. cit. page 145). Tout cela n'est-il que du verbiage propagandiste ? Peut-

être. Mais le contenu de la propagande ne nous donne-t-il pas des indications sur la nature de classe de ceux qui emploient un tel langage ? Des démagogues petits-bourgeois pourraient à la rigueur utiliser un langage similaire. Mais pourraient-ils commencer à le mettre en pratique, comme ce fut incontestablement le cas au Cambodge ?

Les contradictions sérieuses auxquelles doivent faire face ceux qui nient que la bureaucratie de Pol Pot était une forme extrêmement dégénérée de bureaucratie ouvrière - un exemple extrême de dégénérescence d'un parti communiste d'origine stalinienne - s'expriment clairement dans les déclarations officielles des opposants les plus violents à la bureaucratie de Pol Pot, ceux-là même qui ont renversé son pouvoir. Voici ce qu'ils ont à dire à propos de la clique de Pol Pot :

«Il en résulta une situation complexe : d'une part, la coopération entre les révolutionnaires vietnamiens et cambodgiens se poursuivait, mais de l'autre, du côté vietnamien, on sentait bien que l'attitude de la direction révolutionnaire du Cambodge avait changé.» (*«Le conflit Vietnam-Kampuchea»*, publié à Hanoï en 1979, page 8).

En septembre 1976 encore, l'organe officiel de propagande d'Hanoï, *Le Courrier du Vietnam*, a publié une interview de Pol Pot, dans laquelle les réalisations révolutionnaires de son régime et ses liens étroits avec les masses révolutionnaires étaient célébrés. La brochure de 1979 déjà citée dit qu'en septembre 1977, des éléments chauvins - la tendance chauvine - avaient définitivement triomphé à l'intérieur du Parti communiste cambodgien (op. cit. page 21). En fait, une certaine forme de collaboration entre les directions des Partis communistes vietnamien et cambodgien a été maintenue pendant deux ans et demi après la victoire d'avril 1975. Néanmoins, la déclaration de fondation du FUNKSN, publiée dans la même brochure, traite la fraction de Pol Pot de *«militaristes»*, de *«tyrans réactionnaires»* et même d'*«escla-*

vagistes». Nous savons, bien sûr, que dans la tradition stalinienne, les communistes d'autres fractions peuvent rapidement devenir des *«contre-révolutionnaires»* et même des *«fascistes»*, dès qu'apparaît la moindre déviation par rapport à la *«ligne générale»*.

Mais les camarades Mary-Alice Waters, Fred Feldman et Steve Clark se trouvent face à la même difficulté. Les fondateurs des Khmers rouges étaient de toute évidence à l'origine des communistes d'obéissance stalinienne, des membres des Partis communistes indochinois et français. Quand ils ont rompu avec le régime de Norodom Sihanouk, ils étaient encore communistes, n'est-ce pas ? Quand ils ont organisé et mené à la victoire la guerre de guérilla, en collaboration étroite avec le Parti communiste vietnamien, c'étaient encore des bureaucraties communistes sans doute. Quand sont-ils devenus une *«nouvelle bourgeoisie naissant au sein de l'appareil d'Etat»* ? Après l'occupation de Phnom-Penh et des autres grandes villes ? Mais cette occupation a coïncidé avec une suppression radicale de la propriété privée ! Un stalinien se transformant en capitaliste (et même en fasciste, car il y a rarement eu de gouvernement *«capitaliste»* plus terroriste que celui de Pol Pot, si vous voulez le caractériser comme bourgeois) par... la suppression de la propriété et des rapports de production capitalistes : n'est-ce pas un peu difficile à avaler pour un trotskyste ?



KHIEU SAMPHAN

QUELS SONT LES CRITERES POUR DEFINIR UN ETAT OUVRIER ?

Nous avons dit : le Cambodge est un cas limite, étant donné l'extrême arriération du pays, aggravée par les résultats catastrophiques des bombardements américains, et la désorganisation de la vie économique et sociale qui en a résulté. Par elle-même, une divergence sur la définition exacte du régime de Pol Pot et de la nature de classe de l'Etat sous ce régime ne serait pas si sérieuse, si elle n'était pas combinée avec la question des critères à utiliser pour déterminer la nature de classe d'un Etat. C'est l'utilisation de critères erronés qui rend potentiellement aussi dangereuse la position défendue par les camarades Mary-Alice Waters, Fred Feldman et Steve Clark. En effet ces critères ont des implications évidentes en ce qui concerne notre jugement sur la nature de classe de beaucoup d'autres Etats ouvriers, et même en ce qui concerne notre position de base sur la nature de classe de l'Union soviétique et de la République populaire de Chine.

Résumons d'abord rapidement ce qui a été la position majoritaire inchangée de la IVE Internationale sur ce sujet depuis au moins un quart de siècle. Un Etat ouvrier existe quand et si l'appareil d'Etat bourgeois existant auparavant a été détruit, quand la classe bourgeoise existante a perdu son pouvoir politique et économique, et quand l'économie, basée sur de nouveaux rapports de production et de propriété, d'une nature non-capitaliste, évolue selon des lois qui ne sont pas celles que Marx a découvertes dans «*Le Capital*» comme étant les lois de développement du mode de production capitaliste.

Ceci implique :

a. que nous n'acceptons pas la possibilité qu'un Etat existe à l'époque de l'impérialisme (c'est-à-dire dans le monde dans lequel nous vivons, dans le der-

nier quart du XXe siècle), qui ne soit ni un Etat bourgeois ni un Etat ouvrier, ou qui soit une «*combinaison*» entre les deux;

b. que nous n'acceptons pas la possibilité que dans des pays arriérés, la propriété terrienne semi-féodale ou sur grande échelle, l'exploitation des paysans par le commerce, la banque, l'usure, etc., puissent être supprimées - c'est-à-dire qu'une révolution agraire radicale puisse avoir lieu - dans le cadre d'un Etat bourgeois, avec une classe dirigeante capitaliste maintenue au pouvoir;

c. que nous n'acceptons pas qu'un Etat bourgeois puisse exister sans la présence d'une classe bourgeoise dirigeante, même si elle est faible, dont l'existence et le caractère bourgeois doivent être prouvés empiriquement, à l'aide des définitions données par Marx;

d. que nous n'acceptons pas que le capitalisme puisse exister sans propriété privée, sans production généralisée de marchandises et sans que l'économie soit gouvernée par les lois de développement de ce mode de production, telles que Marx les a établies.

Les points a. et b. découlent directement de la théorie de la révolution permanente comme Trotsky l'a formulée lui-même. Les points c. et d. découlent de l'analyse générale du capitalisme par Marx. Et de l'ensemble des points, il découle que, là où une révolution agraire s'est produite, là où la bourgeoisie existante a perdu le pouvoir d'Etat, et n'est plus une classe dirigeante, là où la propriété privée a été supprimée pour l'essentiel, là où l'économie ne fonctionne visiblement plus sur la base des rapports de production et de propriété capitalistes, et ne suit plus les lois de développement du capitalisme, un Etat ouvrier est né, indépen-

damment des conditions dans lesquelles cela s'est produit.

Alors qu'il est vrai qu'il y a, historiquement, une unité entre la destruction du pouvoir d'Etat de la classe capitaliste, la disparition de la bourgeoisie en tant que classe dirigeante, et la suppression de la propriété privée et des rapports de production capitalistes, il n'y a pas nécessairement synchronisation de ces processus. La tradition marxiste est claire à ce sujet. Cela commence avec «*Le Manifeste communiste*» lui-même :

« Le prolétariat utilisera toute sa suprématie politique pour arracher, par degrés, tout le capital des mains de la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production dans les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dirigeante; et pour accroître l'ensemble des forces productives aussi rapidement que possible. » (souligné par nous).

L'idée qu'un Etat ouvrier ne vient à l'existence qu'après l'abolition finale des derniers restes de propriété privée des moyens de production, est complètement étrangère à cette tradition. Ceci est confirmé de façon frappante par le rapport de Trotsky au IVE Congrès du Komintern («*Sur la nouvelle politique économique soviétique et les perspectives de révolution mondiale*») : «*Il est parfaitement évident que du point de vue économique, l'expropriation de la bourgeoisie est justifiée dans la mesure où l'Etat ouvrier est capable d'organiser le fonctionnement des entreprises sur de nouvelles bases. Les nationalisations générales d'ensemble que nous avons réalisées en 1917 et 1918 n'étaient absolument pas en accord avec la condition que je viens de souligner. Les potentialités organisationnelles de l'Etat ouvrier étaient très en retard par rapport à une nationalisation tota-*

le... En réalité, si nous avions été capables d'entrer dans l'arène du développement socialiste après la victoire de la révolution en Europe... nous aurions pu tranquillement prendre possession uniquement des grandes entreprises, laissant les moyennes et les petites exister pendant un certain temps sur la base capitaliste privée...» (*The First Five Years of the Communist International*), vol. II, page 226 - notre propre traduction).

L'hypothèse des camarades Waters, Feldman et Clark contient une contradiction insurmontable du point de vue de la théorie marxiste de l'Etat. Si l'Etat est un instrument pour maintenir le pouvoir d'une classe sociale donnée, comment peut-il être utilisé pour renverser le pouvoir de cette même classe ? Car c'est sous le pouvoir d'Etat donné, en utilisant l'appareil d'Etat donné, que l'ultérieure abolition totale de la propriété privée a lieu.

En Russie, pour prendre le premier exemple, aucun changement dans la structure de l'Etat ni dans la nature du pouvoir d'Etat n'a eu lieu après la Révolution d'Octobre 1917. Si l'on avance l'argument selon lequel cet Etat est resté un Etat bourgeois jusqu'à ce que la propriété capitaliste soit complètement abolie à l'automne 1918 - pourquoi pas jusqu'à l'abolition de la NEP en 1928 ? - alors c'était un Etat bourgeois qui a aboli le pouvoir économique de la bourgeoisie, proposition absurde s'il en est.

La même remarque s'applique au cas de la Chine. Les camarades Feldman, Clark et Waters prétendent que l'Etat chinois est resté bourgeois après la proclamation de la République populaire de Chine en octobre 1949. Mais, en laissant de côté le fait que l'on ne trouvera pas un seul capitaliste chinois pour croire qu'il était encore au pouvoir en 1950 ou en 1951 dans son pays, l'extension de la réforme agraire et les nationalisations généralisées des années qui ont suivi ont été manifestement réalisées par le pou-

voir d'Etat (l'armée, le gouvernement, l'administration, l'appareil d'Etat) établi en octobre 1949. Comment un Etat bourgeois pourrait-il être utilisé pour abolir le capitalisme ? Sous la pression des masses ? Sous la « contrainte » de la pression impérialiste ? N'est-ce pas là la thèse très révisionniste des sociaux-démocrates, des staliniens depuis 1935 et des eurocommunistes ?

Afin de ne pas succomber aux tentations du « trotskysme », c'est Mao lui-même qui - comme les camarades Feldman et Clark - a continué à nier que la dictature du prolétariat ait été établie en Chine en octobre 1949, comme elle l'avait été en Russie en octobre 1917. Dans ce but, et afin d'éviter quand même la thèse absurde de la survie d'un Etat bourgeois en Chine entre 1949 et 1953, il dut soutenir la théorie également révisionniste d'un Etat dit de « démocratie nouvelle », en partie bourgeois et en partie ouvrier.

Les camarades Feldman et Clark préfèrent-ils s'en sortir de la même façon, au lieu d'admettre l'évidence, c'est-à-dire que la destruction de l'Etat bourgeois conduit à latablissement d'un Etat ouvrier, même si la propriété privée n'est pas complètement et immédiatement abolie ?

Il est vrai que l'Histoire a connu de courtes phases de transition, pendant lesquelles la question de savoir quelle classe dirige réellement la société ne peut trouver de réponse claire. Les périodes de double pouvoir en sont un exemple. Mais dans tous les cas, la nature de classe de l'appareil d'Etat survivant ne permet aucun doute : il reste bourgeois. Il doit donc être rapidement détruit, afin que la classe ouvrière ne perde pas les éléments de pouvoir de classe qu'elle commence à acquérir.

On peut considérer qu'une courte phase de transition similaire s'est produite en Europe orientale sous l'occupation soviétique (nous ne parlons pas de la Yougoslavie) dans les années 1946-1947. Mais le rapport

de forces réel est rapidement apparu. C'est sans grande difficultés que les forces occupantes ont éliminé les éléments de pouvoir bourgeois survivants, surtout par des moyens militaires et bureaucratiques.

Les camarades Feldman, Clark et Mary-Alice Waters éliminent complètement cette analyse élémentaire du pouvoir de classe et de la nature de classe de l'Etat, afin de réduire l'ensemble de la question - au moins dans tous les cas où une révolution prolétarienne n'a pas pris la forme classique de la Commune de Paris ou de la Révolution d'Octobre - à un seul critère : « La nationalisation de la propriété n'est pas suffisante en elle-même pour établir un Etat ouvrier. L'intervention des ouvriers - la seule force de la société moderne capable d'établir et de maintenir en place une structure économique progressiste - est nécessaire.

« Les nationalisations qui ont eu lieu au Cambodge ne se sont pas produites grâce à des mobilisations de la classe ouvrière - même limitées et contrôlées - mais à la suite de l'écrasement par les Khmers rouges des ouvriers des villes. L'expropriation des capitalistes par les ouvriers, et la transformation de l'industrie en propriété publique, créent la possibilité de coordonner les moyens de production par un plan économique national (et finalement international). » (*Intercontinental Press*, du 26 février 1979, traduit dans *Inprecor* numéro 47, du 15 mars 1979).

La formule « la nationalisation de la propriété n'est pas suffisante pour établir un Etat ouvrier. L'intervention des ouvriers est nécessaire », peut avoir deux significations. Employée de façon compatible avec la méthode du matérialisme historique, il s'agit d'une hypothèse de travail. Elle signifie alors : nous pensons que sans l'intervention des ouvriers, la nationalisation de la propriété ne suffit pas pour détruire le pouvoir de classe de la bourgeoisie. Celui-ci va renaître, comme les têtes de l'hydre, quels que soient les

coups utilisés pour tenter de les éliminer. Cette hypothèse doit alors être vérifiée par l'analyse des faits. Elle a été vérifiée en Europe orientale, pour ne pas parler du Cambodge. Ni la classe bourgeoise, ni la propriété privée, ne sont réapparues, bien que dans la plupart des cas les « mobilisations ouvrières » aient été inexistantes ou extrêmement marginales. Bien que l'abolition du capitalisme se soit essentiellement produites à l'aide de moyens militaires et bureaucratiques, le capitalisme a effectivement été aboli.

Mais si l'on applique pas rigoureusement la méthode du matérialisme historique, la même formule devient un syllogisme dogmatique : si les nationalisations ne se produisent pas grâce à des mobilisations de la classe ouvrière, si les capitalistes ne sont pas expropriés par les ouvriers, alors, par définition, le capitalisme continue à régner, même s'il n'y a ni capitalistes, ni des lois capitalistes de fonctionnement de l'économie, ni le capital, ni même la monnaie. Un capitalisme sans capitalistes, sans capital et sans monnaie : tout Marx s'en va par la fenêtre ! Nous pourrions alors avoir deux pays avec les mêmes rapports de production, les mêmes systèmes socio-économiques et les mêmes lois de développement, le premier étant un Etat ouvrier et le second un Etat bourgeois, uniquement en raison des conditions historiques sous lesquelles ces deux systèmes identiques auraient été établis. Pour un marxiste, les origines des rapports de propriété sont tout de même moins importantes que leur contenu.

Si l'on accepte l'idée complètement révisionniste que l'on peut avoir un Etat capitalistes sans capitalistes, sans classe dirigeante capitaliste, sans rapports de propriété et de production capitalistes, alors 99% des arguments marxistes traditionnels contre les théories du capitalisme d'Etat - d'abord celles des mencheviks et des sociaux-démocrates, puis celles des bordighistes, de C.L.R. James et de Tony Cliff, et enfin

celles des maoïstes et de Bettelheim - s'évanouissent. Les misérables restes de ces arguments tiennent alors au mince fil des « origines » des nationalisations et à elles seulement. Les esprits fractionnels et aiguisés comme des rasoirs, des partisans des théories du capitalisme d'Etat n'auront aucune difficulté à couper ce fil-là.

Si Pol Pot a extorqué « une accumulation capitaliste extrême » de la collectivisation forcée de la paysannerie cambodgienne (*Intercontinental Press*, du 26 février 1979 - paru dans *Inprecor* numéro 47, du 15 mars 1979), Staline n'en a-t-il pas fait autant avec la collectivisation forcée de la paysannerie russe, qui a été une affaire autrement étendue et sanglante ? Que reste-il de la nature non-capitaliste de l'Etat et de l'économie russes après cette « accumulation capitaliste extrême » qui aurait eu lieu en Russie entre 1929 et 1934 ? Si, pour avoir un Etat ouvrier, la bourgeoisie doit être expropriée par les ouvriers, comment alors peut-on avoir des Etats ouvriers en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Pologne, en Allemagne de l'Est et en Corée du Nord, où, malgré tous les efforts d'imagination, on ne peut pas interpréter les expropriations comme ayant été réalisées par les ouvriers eux-mêmes (quelques manifestations de rues effectuées par des ouvriers contrôlés de façon rigide pour soutenir ces expropriations sont visiblement autre chose que des expropriations réalisées par les ouvriers) ?

Ironiquement, on pourrait affirmer qu'au Cambodge, il y a eu en fait plus de mobilisations de masse contre les capitalistes et les propriétaires fonciers que dans la plupart des pays d'Europe de l'Est. Feldman et Clark fournissent eux-mêmes certains éléments qui le prouvent. De puissantes mobilisations de masse ont eu lieu au Cambodge contre le pouvoir bourgeois en 1974-75 (y compris une grève générale à Phnom-Penh en 1974). De nouveau, les mobilisations de masse, surtout celles des paysans pauvres,

ont été assez importantes après la victoire des Khmers rouges en 1975, comme Feldman et Clark eux-mêmes l'admettent.

En fait, la création de beaucoup des coopératives agricoles a été effectuée à l'aide de mobilisations de masse.

Déjà avant la victoire finale, dans les zones libérées, la direction du Parti communiste cambodgien était « apparemment directement passée à des étapes plus avancées de la collectivisation » (« *Communist Party Power in Kampuchea* » - *Le pouvoir du Parti communiste au Cambodge* -, op. cit. p.18). La dynamique allait dans cette direction, et coïncidait avec l'émergence de structures pré-étatiques d'une nature clairement non-capitaliste. Après cela sont arrivées la collectivisation forcée et les déportations de masse, visiblement sans la participation et contre les souhaits de l'écrasante masse des travailleurs (comme cela s'est passé en Russie et dans d'autres Etats ouvriers).

Mais les deux premières vagues de mobilisations de masse ne sont pas suffisantes pour « prouver » aux camarades Feldman, Clark et Waters l'existence d'un Etat ouvrier. La collectivisation forcée, d'autre part, est suffisante pour apporter la preuve du contraire. Un triste cas de schématisme dogmatique dans lequel ces camarades se sont trouvés piégés ! Car n'est-il pas évident que les deux premières vagues de mobilisation étaient plus que suffisantes pour détruire l'Etat bourgeois, les rapports capitalistes de propriété, et le pouvoir de classe de la bourgeoisie, et que par conséquent le Cambodge est devenu un Etat ouvrier ? Et que la collectivisation forcée et les déportations ont été des politiques criminelles mises en œuvre par la bureaucratie au pouvoir dans le cadre de l'Etat ouvrier déjà existant, comme cela avait été le cas en Russie sous Staline ?

L'ironie qui vient d'être soulignée engendre un paradoxe suprême. Sous Pol Pot, disent

les camarades Feldman, Clark et Waters, il y avait un «*gouvernement contre-révolutionnaire bourgeois*» engagé dans une «*accumulation capitaliste extrême*». Les libérateurs vietnamiens ont alors probablement mis en place un Etat ouvrier avec Heng Samrin. Selon la *Far Eastern Economic Review* du 2 mars 1979, Samrin a accordé une interview au professeur Kaarle Nordenstreng, de l'Organisation internationale des journalistes. Il y a déclaré : «*La discussion a porté aussi sur l'économie démantelée. Il a dit que l'industrie lourde serait propriété de l'Etat, mais qu'en ce qui concernait l'artisanat et les autres petites industries, des entrepreneurs privés auraient le droit d'exister, quoique sous contrôle de l'Etat.*»

Passer d'une politique de collectivisation forcée ou de «*communisme de guerre*» extrêmement terroriste à une politique du type de la NEP, a probablement un sens dans les conditions prévalant au Cambodge aujourd'hui. Nous tendons à approuver un tel tournant. Bien entendu, cela ne peut être compris que dans le cadre d'un Etat ouvrier déjà existant. Mais identifier, comme certains le font, la transition d'une propriété collectivisée à 100% à une propriété collectivisée à 75 ou 60%, c'est-à-dire une restauration de la propriété privée sur assez grande échelle, comme la transition d'un Etat bourgeois à un Etat ouvrier... cela dépasse la raison, du moins la raison telle qu'elle est pratiquée par les marxistes.

Là nous voyons déjà les implications possibles - et dangereuses ! - de l'étonnante affirmation des camarades Feldman et Clark : «*La classe ouvrière cambodgienne n'avait absolument pas d'intérêts (!) dans la nationalisation de la propriété, réalisée sans sa participation, par la petite-bourgeoisie de l'Angkar*» (*Intercontinental Press*, du 26 février 1979 - traduit dans le numéro 47 d'*Inprecor*, du 15 mars 1979). Ont-ils peut-être quelque intérêt à la restauration de la propriété privée ?

Les camarades Feldman et Clark mettent beaucoup l'accent dans leurs arguments sur les «*précédents historiques*». Il en citent essentiellement trois sortes : la lettre bien connue de Trotsky de 1932, concernant un affrontement possible entre les armées paysannes et le prolétariat urbain en Chine; ce qui s'est effectivement produit en Chine entre 1948 et 1951; et ce qui s'est passé dans des pays comme l'Egypte, la Birmanie, le Mozambique et l'Angola.

Nous avons déjà parlé de la Chine en 1948-1951. Aucun sophisme ne peut camoufler le fait qu'à cette époque, le pouvoir d'Etat est passé d'une classe sociale à une autre, que les capitalistes chinois ont perdu leur pouvoir politique et économique (ce qui n'implique pas nécessairement qu'ils aient perdu toute leur propriété privée - en fait, il ne l'ont pas encore perdue aujourd'hui), que le pouvoir est passé aux mains de la bureaucratie maoïste qui était (et reste) une bureaucratie ouvrière, et que tout le reste concerne des orientations politiques (souvent traîtres et anti-ouvrières, c'est vrai; mais celles de Staline l'étaient aussi !) à l'intérieur de l'Etat ouvrier établi en octobre 1949.

L'hypothèse formulée dans la lettre de Trotsky de 1932 concerne un cas très spécifique de conflit de classe, que les camarades Feldman et Clark éliminent de leur référence : le conflit entre une classe ouvrière voulant abolir la propriété capitaliste et une paysannerie ayant l'intention de la défendre (au moins de défendre sa propre propriété privée). Le contexte général de la lettre de Trotsky l'établit clairement. Il parle de l'opposition entre la socialisation et la répartition privée de la propriété; de l'intégration possible de la couche supérieure des armées paysannes à la bourgeoisie; de la possibilité que de gros propriétaires surgissent des guerres paysannes («*Leon Trotsky on China*» - *Léon Trotsky sur la Chine* - pp. 524, 526, 527). Comment l'auteur de la théorie de la Révolution permanente aurait-il pu dire autre chose,

c'est-à-dire s'être soudainement tourné contre ce qui est l'hypothèse-clé de cette théorie, à savoir l'incapacité de la paysannerie à jouer un rôle historiquement indépendant de la classe ouvrière et de la bourgeoisie ?

Mais dans le cas du Cambodge, il n'y a aucune preuve que les Khmers rouges aient d'une quelconque façon défendu la propriété privée, à l'encontre des ouvriers qui souhaitaient la collectivisation. Même la thèse d'une «*armée paysanne*» (pas dans le sens de sa composition sociale, mais en termes de la fonction sociale objective de cette armée) devient complètement absurde à la lumière des faits, confirmés par Feldman et Clark, de ce que cette armée écrasait les paysans autant que les ouvriers (peut-être encore plus). L'armée khmère rouge n'était donc pas une «*armée paysanne*», mais l'armée de la bureaucratie. Nous en sommes donc de nouveau au point de départ : la question de la nature de classe de la bureaucratie de Pol Pot.

L'analogie avec l'Egypte, la Birmanie, la Syrie, le Mozambique et l'Angola est encore plus révélatrice. Dans tous ces pays, la propriété privée n'a jamais été abolie ni interdite par la Constitution. Ce qui a été nationalisé, c'était, dans la plupart des cas, la grande industrie, la banque, le commerce de gros et les grosses compagnies de



HENG SAMRIN

transport (quelquefois même la propriété impérialiste est restée intacte). Mais ces secteurs ne formaient au départ qu'une partie relativement faible de l'économie nationale, étant donné l'arriération de ces pays. L'utilisation privée du sol urbain et rural a été limitée, mais jamais abolie. Elle avait été la base principale des fortunes capitalistes avant la « révolution ». Elle est restée la base principale de celles-ci après les changements politiques. La classe capitaliste n'a jamais disparu - seules ses articulations internes (les rapports de forces entre ses différentes composantes) se sont transformées. Les secteurs nationalisés, importants par leur ampleur, n'ont donc servi que d'énormes bouillons de culture pour le développement de l'accumulation privée du capital.

D'immenses fortunes privées réapparurent et se développèrent, notamment grâce aux fortes indemnités que de nombreux capitalistes reçurent lorsque leurs propriétés furent nationalisées. La Bourse continue à fonctionner durant toute la période du régime nassérien. C'est pourquoi l'apparition d'un puissant « secteur privé » économique (il ne s'agissait pas d'un petit secteur artisanal, mais d'un véritable secteur capitaliste, très développé) ne fut qu'une question de temps, notamment grâce aux « encouragements » prodigués par les pays

impérialistes et les trusts. C'est ce qui s'est passé en Egypte avec le gouvernement Sadate. C'est ce qui se passera demain en Mozambique et en Angola, si aucune révolution sociale ne vient détruire la bourgeoisie en tant que classe. C'est ce qui est en train de se passer en ce moment même en Birmanie et en Syrie.

Mais précisément, au Cambodge comme dans tous les autres Etats ouvriers, cela ne s'est pas produit et ne pourra se produire sans une contre-révolution sociale. Et c'est là l'un des critères qui permet de déterminer la nature de classe de ces Etats et de la bureaucratie au pouvoir. Celle-ci peut se livrer au vol, au pillage, à un travail de sape, elle peut trahir et accomplir bien d'autres forfaitures. Mais ses privilèges demeurent du domaine du niveau de vie, des biens de consommation et non de celui de l'accumulation de fortunes privées et de l'appropriation des moyens de production. Ce qui est « accumulé » par l'Etat, ce sont des valeurs d'usage sous forme de biens de production - pas des valeurs d'échange sous forme de marchandises ou d'argent.

Certes, on pourrait dire que le temps qui s'est écoulé entre l'établissement du régime de Pol Pot et son renversement

était trop court pour que l'on puisse émettre un jugement définitif sur la question. Quand bien même ce serait vrai, il n'y a aucun doute quant à la dynamique du processus : non pas celle de la restauration de la propriété privée, mais celle de sa suppression.

Certaines parties de la bureaucratie peuvent devenir le noyau d'une nouvelle classe capitaliste (tout comme elles le peuvent en URSS), mais à condition de rompre avec la bureaucratie en tant que caste, et de se transformer en un groupe social qualitativement différent, en une classe bourgeoise possédant la propriété privée (au moins au sens économique du terme, sinon au sens immédiat-juridique), accumulant le capital pour elle-même, défendant l'indépendance des trusts, des entreprises et des capitaux en concurrence avec d'autres. Cela s'est passé en Egypte, en Birmanie, en Syrie et cela se passera en Angola et au Mozambique. Cela ne s'est pas produit au Vietnam, en Corée du Nord, en Roumanie, en Hongrie et en Pologne. C'est le moyen de constater concrètement la différence entre une bureaucratie bourgeoise et une bureaucratie ouvrière, entre un Etat bourgeois avec un large secteur nationalisé et un Etat ouvrier même avec un secteur privé non sans importance.

* III *

LE CONTEXTE CONCRET ET L'INTERCONNECTION DES CONFLITS INTERBUREAUCRATIQUES, ET DU PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE EN ASIE ET A L'ECHELLE MONDIALE

L'aspect le plus dangereux de l'argumentation des camarades Feldman, Clark et Mary-Alice Waters réside dans le fait que pour tenter de justifier l'invasion du Cambodge par l'armée régulière vietnamienne, sur plusieurs points ils se laissent entraîner plus loin que la « position de principe » initiale (« nous

soutenons un Etat ouvrier bureaucratise contre un Etat bourgeois»), ce qui les amène à un type d'analyse conjoncturelle impressionniste. Analyse qui se rapproche dangereusement d'une justification de l'invasion, même au cas où il considéreraient que le Cambodge est un Etat ouvrier.

Les implications que contiennent de tels arguments sont inquiétantes. Elles pourraient conduire demain à la justification - dans une conjoncture semblable - d'une attaque soviétique contre la Chine ou d'une occupation par l'armée soviétique et ses satellites de la Yougoslavie, de la Roumanie, de

l'Albanie ou de la Corée du Nord. Ce n'est pas par hasard en effet que les gouvernements de ces cinq Etats ouvriers ont été hostiles à l'attaque du Vietnam contre le Cambodge. Qui-conque pense qu'ils adoptèrent cette position parce que ce sont des «*suppôts de l'impérialisme*», ferait mieux d'y réfléchir à deux fois. Ce qu'ils ont dit en réalité, c'est qu'ils condamnaient l'action de Hanoï au Cambodge parce qu'ils craignaient de subir le même traitement : «*Nous disons Cambodge, mais c'est à nous que nous pensons*».

Les camarades Feldman, Clark et Waters font bien la différence entre les raisons qui, du point de vue d'une analyse objective, expliquent l'invasion de la Tchécoslovaquie par les armées du Pacte de Varsovie en août 1968, et les raisons qui expliquent l'invasion du Cambodge par le Vietnam en décembre 1978-janvier 1979. Il n'y avait rien au Cambodge qui ressemblait à une révolution antibureaucratique en train de se développer et qu'Hanoï aurait voulu écraser parce qu'il s'en serait méfié, contrairement à la situation en Tchécoslovaquie en 1968 où il y avait effectivement un mouvement antibureaucratique dont le Kremlin avait peur et qu'il voulait réprimer. Mais c'est une chose que de noter cette différence objective et c'en est une autre que d'omettre de signaler que ce parallèle entre les deux situations est souligné par les bureaucraties elles-mêmes. La *Far Eastern Economic Review* écrit dans son édition du 23 février 1979 :

«*Selon certaines sources, les dirigeants soviétiques auraient conseillé, immédiatement après l'ouverture du conflit entre Phnom Penh et Hanoï (en décembre 1977), de se livrer à une rapide opération 'à la tchèque' pour destituer Pol Pot*».

A la lumière de ces lignes, il est aisé de comprendre le bien-fondé des craintes des prochaines victimes potentielles (ci-dessus énumérées) de la doctrine de la «*souveraineté limitée*».

Nous sommes étonnés de voir que les camarades Feld-

man, Clark et Waters semblent complètement insensibles à ces inquiétudes.

Leur analyse n'en devient que plus inquiétante lorsqu'on lit la formule suivante :

«*En réalité, les dirigeants vietnamiens n'ont agi ni par ambition impérialiste, ni pour étendre la révolution au-delà de leurs frontières. Leur but se limitait à la protection des frontières vietnamiennes contre un étai militaire ennemi se resserrant de plus en plus. Leur grande crainte était de voir apparaître en Indochine un régime anti-vietnamien au Cambodge, très proche de Pékin et aux perspectives croissantes de liens avec l'impérialisme, y compris des liens militaires. (...) l'encerclement militaire, économique et diplomatique par l'impérialisme US est toujours très fort. (...) Dans ces conditions, l'établissement des véritables relations diplomatiques entre la Chine et les Etats-Unis - et l'hostilité grandissante de ces deux pays envers le Vietnam - a pu contribuer à convaincre Hanoï qu'une action décisive était devenue nécessaire pour briser l'étai diplomatique et militaire qu'il sentait se resserrer autour de lui.*» (Fred Feldman, dans *Intercontinental Press* du 22 janvier 1979).

«*Les dirigeants vietnamiens ont engagé des forces militaires très importantes dans l'attaque contre le régime de Pol Pot parce qu'ils se sentaient de plus en plus encerclés et qu'ils craignaient la possibilité de tentatives militaires de la part de l'impérialisme.*» (Mary-Alice Waters, *Intercontinental Press*, du 26 février 1979).

«*L'invasion du Vietnam par les troupes de la République populaire de Chine est le fruit amer de l'accord contre-révolutionnaire entre l'impérialisme US et la bureaucratie stalinienne de Pékin*» (ibidem).

«*Etant donné les difficultés qui entravent une intervention militaire directe des USA, Washington s'est assuré le concours du régime stalinien de Pékin, qui, en échange de la reconnaissance diplomatique et de la promesse d'une très importante*

aide économique, a envahi le Vietnam et lancé une guerre frontalière de grande envergure.»

«*Le but de Pékin n'est pas de conquérir le Vietnam, mais de forcer celui-ci à se retirer du Cambodge, c'est-à-dire d'obéir aux ordres de Washington.*» (Gus Horowitz, *Intercontinental Press*, 5 mars 1979).

Ce qui est grave dans cette sorte d'analyse, c'est qu'elle pourrait être reproduite dans bien d'autres cas et pour bien d'autres régions du monde. Si Pékin n'agit pas de son propre intérêt contre la bureaucratie vietnamienne, mais en soutien à Washington et à sa politique contre-révolutionnaire, ne pourrait-on pas alors expliquer demain qu'après tout, dans son conflit avec Moscou, c'est aussi la patte de l'impérialisme qui guide la main de la Chine ? Et ne pourrait-on pas dans ce cas, interpréter une attaque préventive de Moscou contre Pékin comme un acte justifié d'auto-défense d'un Etat ouvrier contre la principale puissance impérialiste parce qu'elle la menacerait («*l'encerclerait*») avec l'aide de la bande de Deng Xiaoping ?

Si l'établissement d'un «*régime anti-vietnamien*» au Cambodge constituait «*un étai militaire ennemi se resserrant de plus en plus*» autour des frontières vietnamiennes, la mise en place d'un régime anti-soviétique à Belgrade (après la mort de Tito par exemple), «*avec des perspectives accrues de liens avec l'impérialisme*», ne constitueraient-elles pas «*un étai militaire ennemi se resserrant de plus en plus*» autour de l'Union soviétique, qui justifierait donc une attaque militaire préventive «*pour la protection des frontières*» ?

En vérité, Moscou n'a-t-il pas affirmé que Dubcek menaçait d'établir un «*régime anti-soviétique*» à Prague ? Un événement si grave n'est-il pas propre à justifier des mesures d'auto-défense, y compris une invasion, de la part du Kremlin ?

Et la Chine alors ? L'URSS n'a-t-elle pas «*en échange d'une aide économique très importante*

te» (assurée actuellement par l'impérialisme de façon bien plus large que celle promise à Pékin), mis en place un gigantesque dispositif militaire à la frontière chinoise afin de poursuivre l'œuvre de Washington qui voulait étouffer la Révolution chinoise ? Ne reste-t-il pas d'importantes têtes de pont impérialistes, la Corée du Sud et Taïwan, comme « forces potentielles pour des tentatives militaires de l'impérialisme » ? L'alignement de Hanoï sur Moscou n'a-t-il pas contribué à ce que Pékin « sente l'étau diplomatique et militaire se resserrer autour de lui », et soit donc convaincu qu'« une action décisive était nécessaire pour briser cet étau » ?

En fait, si la discussion internationale ne nous apportait rien d'autre que l'assurance de la part des camarades Feldman, Clark et Waters qu'ils ne suivent, en aucune manière, un tel raisonnement - qui « objectivement », impliquerait une capitulation face à la bureaucratie stalinienne et une caution apportée aux manœuvres diplomatiques et militaires visant à rétablir son contrôle sur les Etats ouvriers qui ont échappé à ses griffes - nous serions déjà presque satisfaits.

Pour pouvoir donner corps à leurs schémas, les camarades Feldman, Clark et Waters sont obligés de réécrire quelque peu l'Histoire. Ils présentent en effet la série d'événements qui ont conduit aux conflits militaires qui se déroulent actuellement en Asie du Sud-Est, d'une manière qui n'a plus qu'une ressemblance fortuite avec la réalité.

Contrairement aux affirmations de ces camarades, le Sud-Vietnam est devenu un Etat ouvrier, au moins au moment de la réunification formelle entre le Nord et le Sud, sinon dès la prise de Saïgon par les forces armées révolutionnaires. Il est tout bonnement impossible de prétendre que la bourgeoisie a gardé le pouvoir au Sud-Vietnam jusqu'à l'expropriation des commerçants chinois de Cholon qui a eu lieu au printemps 1978, alors que les deux parties du pays étaient réunifiées depuis deux ans déjà. Comment un seul Etat peut-il être à la fois bourgeois et ouvrier ?

Dès décembre 1975, le *Courrier du Vietnam* publiait le discours d'un dirigeant du Parti communiste vietnamien qui affirmait catégoriquement : « Le

Sud ne devrait pas attendre que toutes les tâches de la révolution nationale, démocratique et populaire soient accomplies pour s'atteler aux tâches de la révolution socialiste et construire le socialisme. Il devrait, au contraire, exploiter toutes les conditions favorables et profiter des expériences faites au Nord pour commencer immédiatement à s'attaquer aux tâches menant à l'étape suivante ».

En septembre 1976, un plan économique central et unifié de cinq ans était annoncé pour la période allant de 1976 à 1980; il concernait les 35 provinces du Nord et du Sud-Vietnam et couvrait la plupart des branches d'industrie (*Courrier du Vietnam*, octobre 1976). Ce plan commun, qui démarra début 1977, n'était-il pas la preuve qu'il existait un seul Etat ouvrier dans tout le Vietnam ? Peut-on englober une économie « capitaliste » et un « Etat bourgeois » dans une planification commune avec un Etat ouvrier et une industrie nationalisée ?

Contrairement aux affirmations des camarades Feldman, Clark et Waters, c'est le Cambodge, et non le Vietnam, qui au cours des trois dernières années, a été la cible principale d'une campagne internationale féroce, une campagne qui n'a guère eu d'équivalent depuis la Guerre d'Espagne, sinon depuis la Révolution d'Octobre 1917. La campagne contre le Vietnam était beaucoup plus modérée, du moins jusqu'à la fin de 1978.

Encore une fois, contrairement aux affirmations des camarades susnommés, ce n'est pas le Cambodge, mais le Vietnam, et tout particulièrement le Premier ministre Pham Van Dong, qui a fait de nombreuses ouvertures en direction des impérialistes des USA et du monde entier. Ces ouvertures sont même allées jusqu'à la candidature vietnamienne au Fonds monétaire international, à la Banque mondiale et à la Banque pour le développement de l'Asie. Au printemps 1977, Hanoï « a édicté un code des investissements étrangers qui était à la fois libéral et souple, et qui prévoyait des



«...l'équivalent de sept bombes atomiques du type de celle d'Hiroshima ont été lâchées chaque mois par les bombardiers US pendant les six mois qui ont précédé août 1973. ...»

entreprises mixtes et des industries entièrement étrangères tournées vers l'exportation, ainsi que des réductions généreuses d'impôts et le droit de rapatrier les profits». (*Far Eastern Economic Review*, du 9 février 1979). De fait, des mesures modérées d'aide au Vietnam furent prises et appliquées, par exemple par le Japon, la France et la Suède, alors qu'il n'y en a jamais eu pour le Cambodge.

Il est vrai que ces mesures d'aide ont été en général trop limitées et, qu'après l'invasion du Cambodge par le Vietnam, elles ont été suspendues (2). Mais cela ne peut en aucun cas être une preuve que l'impérialisme a systématiquement cherché à considérer et à utiliser le régime de Pol Pot contre la Révolution vietnamienne.

Contrairement aux affirmations des camarades Feldman, Clark et Waters, il n'y a pas eu de nouvelle montée révolutionnaire des masses sud-vietnamiennes en 1978, que le régime contre-révolutionnaire de Pol Pot ou même la bureaucratie chinoise aurait pu considérer comme un danger. La seule chose que l'on peut constater, c'est que la tendance du mouvement des masses sud-vietnamiennes était, et reste, plutôt au recul et non à la montée. L'activité politique des masses sud-vietnamiennes est certainement plus limitée que celle des masses chinoises. Un sentiment de mécontentement s'est largement répandu face à la pénurie alimentaire, au scandale de la corruption, à l'incorporation des jeunes à l'armée, et même à l'invasion du Cambodge. Selon de nombreuses sources, (voir par exemple *Far Eastern Economic Review* du 19 janvier 1979), le moral des troupes vietnamiennes au Cambodge est fort bas. Il y aurait même eu un certain nombre de désertions.

Contrairement aux affirmations des camarades Feldman, Clark et Waters, Pékin n'est pas intervenu au Vietnam sur ordre ou comme instrument de Washington, mais avant tout en fonction de ses propres intérêts :

sa tentative d'établir sa propre sphère d'influence sur l'ensemble des Etats ouvriers asiatiques et d'empêcher le Kremlin de s'assurer une forteresse sur sa frontière Sud. Et bien qu'il soit vrai que l'impérialisme tente d'exploiter le conflit dans ses propres intérêts - comme lors du conflit Staline-Tito, lors du conflit Mao-Khroutchev, ou lors du conflit Brejnev-Dubcek - cela ne signifie pas que cette exploitation soit l'unique caractéristique, ou même la principale caractéristique, de ce genre de conflit.

Contrairement aux affirmations des camarades Feldman, Clark et Waters, Hanoï n'est pas intervenu au Cambodge parce qu'il était «encerclé» à cause des «intrigues» de Pol Pot avec l'impérialisme, mais parce qu'il voulait établir une fédération indochinoise sous son propre contrôle bureaucratique.

Bon nombre d'éléments peuvent être cités à l'appui de la thèse que, pour l'impérialisme et le capitalisme au Cambodge, les possibilités accrues d'intrigues et de manœuvres, en liaison avec la dictature thaï, ne sont pas la cause, mais la conséquence de l'invasion de ce pays par le Vietnam. Il en est de même quant à un éventuel retour au pouvoir de Norodom Siha-nouk.

Bien sûr, l'impérialisme n'a point abandonné l'idée de freiner la révolution indochinoise, ou même de refouler ses secteurs les plus faibles, le Laos et le Cambodge. Il maintient une flotte puissante dans la zone, à cette fin. Il maintient des bases militaires à Taïwan, en Corée du Sud et ailleurs. Il renforce la puissance militaire de la dictature thaï et d'autres régimes réactionnaires de l'ASEAN. Il finance les guérillas réactionnaires pro-capitalistes au Laos et au Cambodge. Il a organisé un blocus réussi du Laos en 1976-1977. Dans toutes ces manœuvres, il a besoin de l'appui de la politique de «coexistence pacifique» de Pékin, que Pékin était prêt à lui accorder en échange du *modus vivendi* réalisé lors des visites de Kissinger et

de Nixon. Mais l'impérialisme agit principalement par ses propres instruments, et non par Pékin et certainement pas par Pol Pot.

Et contrairement à l'analyse des camarades Feldman, Clark et Waters, s'il existe une certaine connivence en Asie orientale entre la bureaucratie chinoise, Tokyo et Washington - à laquelle il faut évidemment ajouter comme «contradiction secondaire» les intrigues permanentes de Moscou auprès de la clique contre-révolutionnaire de Taïpeh - la caractéristique essentielle de la situation mondiale n'a pas changé : c'est-à-dire la recherche permanente de la coexistence pacifique et la collaboration entre Moscou et Washington à l'échelle globale. Il suffit de voir leur étroite collaboration pour maintenir le statu-quo en Europe et au Moyen-Orient, pour ne citer que ces deux régions du monde.

Donc à l'échelle mondiale, il n'y a pas de différence aujourd'hui entre les politiques contre-révolutionnaires de Moscou et de Pékin. Il n'y a pas de raison de croire que l'impérialisme est plus «doux» ou plus «compréhensif» envers l'un ou l'autre, ou qu'il cherche une alliance globale avec Pékin contre Moscou. Les deux bureaucraties contre-révolutionnaires représentent des obstacles majeurs sur le chemin de la victoire de la révolution mondiale. Elles n'ont, en aucune façon, de rapports qualitativement différents avec la révolution mondiale ou avec l'impérialisme international.

Si l'on examine les différentes étapes de l'évolution du régime de Pol Pot jusqu'à ce qu'il en arrive à des attitudes isolationnistes et à un nationalisme extrême, il faut énumérer tous les coups traumatisants reçus par les bureaucrates communistes du Cambodge de la part de leurs alliés supposés. Ils ont été scandaleusement écartés et ignorés par Moscou et par Pékin lors de la Conférence de

Genève. Il ont été abandonnés une seconde fois par Moscou en 1960, quand le Kremlin a soutenu Lon Nol contre eux. Une troisième fois, ils ont été bafoués en 1973, pendant la Conférence de Paris, quand Hanoï (avec sans doute le soutien tactique de Pékin, bien que ce ne soit pas prouvé), essaya de leur imposer un gouvernement de coalition avec Lon Nol, leur ennemi irréductible. De plus, Hanoï arrêta son aide et les abandonna sous les bombardements des B-52, en représailles pour leur refus de se soumettre à sa pression (voir Patrice de Beer dans *Le Monde diplomatique* de février 1979). Le Kremlin est même allé jusqu'à s'abstenir sur la question de leur admission aux Nations-Unies (Ponchaud, op. cit., p. 204).

Tout cela ne justifie pas l'orientation politique nationaliste et raciste anti-vietnamienne qu'ils ont adoptée ensuite. Mais ces éléments permettent une explication plus cohérente que celle qui s'appuie sur leur supposée nature «bourgeoise» ou leur «intention»... de rétablir le capitalisme au Cambodge. Un «Etat ouvrier» qui essaierait d'imposer «aux capitalistes» un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie, et des «capitalistes» qui refuseraient avec indignation et dégoût : c'est un peu dur à avaler !

C'est l'attitude et la campagne violemment nationalistes et anti-vietnamiennes du régime de Pol Pot qui ont conduit à la rupture de décembre 1977. Pol Pot a rompu brusquement les relations diplomatiques avec Hanoï, qu'il a accusé publiquement de préparer l'invasion du Cambodge («*Documents in Communist Affairs 1977*», édité par Bogdan Szajkowski, University College Cardiff Press, 1977, page 165).

C'est cette rupture de tous les liens, en plus du rapprochement entre Phnom-Penh et Pékin, avec toutes ses conséquences militaires, qui ont conduit la direction vietnamienne à envisager de renverser Pol Pot et d'installer une nouvelle direction cambodgienne à Phnom-

Penh, qui accepterait plus volontiers une domination et un contrôle du Vietnam - du même type que celui établi par le Vietnam au Laos - sur une fédération indochinoise de facto. Sans aucun doute, il existait au Cambodge un grand mécontentement contre le régime de Pol Pot, et il y a eu une série de tentatives de soulèvements contre le régime. Sans aucun doute, le PC vietnamien aurait eu raison de soutenir des mouvements populaires, reflétant la volonté de l'immense majorité des travailleurs et des paysans du Cambodge.

De cette façon, une véritable nouvelle direction du PC cambodgien aurait pu se forger qui, malgré ses origines staliniennes et sa tendance à une bureaucratiation future, aurait au moins pu jouer un rôle semblable à celui de la direction Nagy en Hongrie ou de la direction Dubcek en Tchécoslovaquie, c'est-à-dire ouvrir la voie à de véritables mobilisations de masse et par conséquent à une véritable révolution politique.

Mais ce n'est pas du tout ce qui s'est passé au Cambodge. L'armée régulière vietnamienne commença une escalade militaire au printemps 1978 (voir l'article déjà mentionné de Slavko Stanik, p.89-90). Le Front national cambodgien pour le salut national (FUNSK) ne se constitua qu'en décembre 1978, juste à la veille du *Blitzkrieg* qui, en l'espace de quinze jours, conduisit les divisions blindées d'élite de l'armée vietnamienne à Phnom-Penh, Battambang et à l'occupation de toutes les villes du pays. Personne n'est naïf au point de soutenir que ce n'était qu'une «aide fraternelle au développement d'un soulèvement populaire». C'était une invasion militaire en bonne et due forme, soutenue accessoirement par quelques forces dans le pays.

En réalité, les masses cambodgiennes, déjà accablées et atomisées par les coups successivement reçus d'abord du fait des attaques meurtrières de l'impérialisme, puis de la terreur du régime de Pol Pot, furent si dé-

sorientées par l'invasion étrangère que même aujourd'hui, trois mois plus tard, le régime nouvellement installé à Phnom-Penh rencontre de grandes difficultés pour former une administration normale - sans parler de réussir à obtenir un large soutien des masses. L'inimitié historique entre les «envahisseurs vietnamiens» et les «patriotes cambodgiens», sur laquelle la clique de Pol Pot peut maintenant jouer à fond, fournit à cette dernière la base politique sur laquelle organiser ses forces de guérillas. La lutte contre les nouveaux maîtres qui règnent à Phnom-Penh peut devenir un long combat, fournissant ainsi de nombreuses occasions aux complots impérialistes et contre-révolutionnaires. Mais encore une fois, c'est là un résultat de l'invasion et non une de ses causes.

De plus, la direction vietnamienne a gravement sous-estimé (ainsi que l'ont fait les camarades Feldman, Clark et Waters) la possibilité, pour ne pas dire la probabilité, de voir les Chinois prendre prétexte de l'aventure cambodgienne pour lancer une attaque militaire à grande échelle contre le Vietnam. En décembre 1978, selon la *Far Eastern Economic Review* du 22 décembre 1978, «*Hanoï (était)... sûr que la Chine n'attaquerait pas militairement le Vietnam à cause du Cambodge... Selon des sources émanant de diplomates résidant à Hanoï, les dirigeants vietnamiens sont totalement confiants que le traité d'amitié soviéto-vietnamien et la concentration de forces soviétiques toujours présentes sur la frontière nord de la Chine, se révéleront de puissants moyens de dissuasion contre tout projet d'intervention chinoise.*».

Ce n'est pas ce qui s'est passé ! On pourrait également mettre en doute le fait que la «*totale certitude*» de Pékin que Moscou ne déclencherait pas de représailles militaires contre l'invasion du Vietnam par la Chine soit tellement bien fondé. La conclusion est évidente : ces aventures successives sont extrêmement irresponsables du point de vue des inté-

rêts des travailleurs et des paysans d'Asie du Sud. Elles sont tout à fait contraires à l'extension de la Révolution indochinoise.

Le 23 janvier 1978, le camarade Bauman écrivant dans *Intercontinental Press*, avait une position correcte : «... *Le conflit armé entre Hanoi et Phnom-Penh joue au profit de la propagande impérialiste* ». Les camarades Feldman, Clark et Waters auraient été bien avisés de s'en tenir à cette ligne de raisonnement.

Si l'on veut juger de la réelle dynamique potentielle de la Révolution indochinoise, il faut regarder les pays capitalistes voisins, et d'abord la Thaïlande, la Malaisie, les autres Etats de ce que l'on appelle l'ASEAN et la Birmanie. On pourra alors noter sobrement que dans la période qui a suivi la victoire de la Révolution indochinoise en 1975, Moscou, Pékin, Hanoi et Phnom-Penh ont fait tout ce

qu'ils pouvaient pour calmer les craintes que la fameuse théorie des dominos ne devienne réalité en Asie du Sud-Est. Toutes les bureaucraties au pouvoir ont essayé de se mettre dans les bonnes grâces de la dictature thaïlandaise et de « normaliser » leurs relations avec elle. Si les effets objectifs de l'invasion vietnamienne du Cambodge peuvent être jugés à la lumière de cet élément, il est clair que la situation des guérillas thaïs s'est sérieusement détériorée et n'a pas connu d'amélioration due à l'émergence soudaine d'un « nouvel Etat ouvrier » au Cambodge. Peut-être cela confirme-t-il qu'un nouvel Etat ouvrier n'a pas vu le jour à ce moment-là et qu'au contraire, un Etat ouvrier déjà existant s'est vu plutôt affaibli à la suite de la guerre de guérilla prolongée que l'invasion a déclenchée, ce qui permet maintenant à la contre-révolution impérialiste et bourgeoise de rentrer dans le jeu ?

Pour parachever le panorama de la complexité de la situation réelle dans le Sud-Est asiatique et en Indochine - une situation qui ne correspond pas du tout aux schémas préconçus des camarades Feldman, Clark et Waters - les guérillas semi-fascistes des *Khmers-serei*, c'est-à-dire les vrais contre-révolutionnaires au Cambodge, les partisans de l'ex-dictateur Lon Nol, viennent de publier un communiqué dans lequel ils portent un jugement positif sur l'invasion vietnamienne et sur le régime du FUNSK nouvellement installé (*Le Matin de Paris*, 5 mars 1979). Leur but principal est d'éliminer ce qui reste des forces de Pol Pot et de rétablir un Etat bourgeois avec l'accord de Sihanouk. Sur le terrain, les choses ne sont pas toujours ce qu'elles semblent être pour des camarades qui pratiquent la méthode de prendre simplement le contrepied mécaniste d'une certaine propagande impérialiste.

* IV *

LES GUERRES ENTRE ETATS OUVRIERS BUREAUCRATISES SONT-ELLES POSSIBLES ET QUELLE DEVRAIT ETRE NOTRE ATTITUDE A LEUR EGARD ?

Dans le numéro d'*Intercontinental Press*, la camarade Mary-Alice Waters rejette résolument la possibilité de guerres entre Etats ouvriers bureaucratés :

« Le danger, ce n'est pas une invasion chinoise du Vietnam par la Chine, mais ce sont les manœuvres impérialistes que Pékin contribue à couvrir... »

« Evidemment, la concentration de forces militaires chinoises le long de la frontière avec le Vietnam crée le danger de conflits sporadiques (!) entre les troupes chinoises et vietnamiennes. Mais là ne se trouve pas la source de menace de guerre en Indochine aujourd'hui... »

« Nous devons centrer le feu sur la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge, non sur celle entre le Vietnam et la Chine. »

L'encre n'avait pas encore séché sur ce numéro d'*Intercontinental Press* que la guerre éclata en effet - mais non sur la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge, mais bien sur celle entre le Vietnam et la Chine, contrairement aux prévisions de la camarade Waters.

On pourrait évidemment se retirer sur la ligne de défense déplorable qui consiste à affirmer qu'il n'y a pas eu de véritable guerre entre les Etats ouvriers chinois et vietnamien, mais seulement des « incidents de frontière » (comme on pouvait voiler la guerre entre les bureaucraties du Cambodge et du Vietnam en niant que le Cambodge soit un Etat ouvrier). Mais pareille ligne de défense ne constitue qu'une concession inadmissible au mépris de la vie de dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans de la part de bureaucraties au pouvoir, de

vies qui ont été perdues, non pour la cause de leur libération de toute exploitation ou oppression, non pour la cause de la lutte contre l'impérialisme, mais parce que diverses fractions de la bureaucratie cherchent à « éviter l'encerclement » (par d'autres fractions de la bureaucratie), cherchent à « donner une leçon » (à d'autres fractions de la bureaucratie), cherchent à « punir l'agresseur criminel » et poursuivent d'autres « buts de guerre » écœurants - empruntés directement à l'arsenal classique de la diplomatie absolutiste, semi-féodale, colonialiste et impérialiste. Nous devons le proclamer hautement et clairement : ces guerres sont des entreprises criminelles, irresponsables et contre-révolutionnaires. Elle ne font qu'aider l'impérialisme. Pas une seule vie de soldat, d'ouvrier ou de paysan ne devrait être sacrifiée pour les buts particularistes,

étroits et nationalistes d'accroissement de pouvoir d'une quelconque fraction de la bureaucratie contre une autre, quelle qu'elle soit.

Nous avons cité l'article de la camarade Waters, non pour marquer à bon marché des points dans la polémique. Personne dans la IVe Internationale n'avait prévu longtemps à l'avance que des guerres pourraient éclater entre des Etats ouvriers bureaucratisés, c'est-à-dire entre des bureaucraties au pouvoir. Nous sommes confrontés avec un tournant de la situation mondiale des plus imprévus au cours des dernières décennies. Nous avons la responsabilité devant l'avant-garde de la classe ouvrière internationale et devant le mouvement ouvrier international tout entier de les expliquer et d'adopter une attitude claire et non ambiguë à leur égard.

Il est vrai qu'au sein de la IVe Internationale, il y a accord sur quatre concepts importants, accord qui reste inchangé malgré et après les événements tragiques du Sud-Est asiatique.

Tout d'abord le danger fondamental d'une nouvelle guerre mondiale ne provient d'aucune «loi de développement» des Etats ouvriers bureaucratisés, mais de la tendance irrésistible du capital vers l'expansion à l'échelle mondiale, particulièrement du capital à l'époque impérialiste. Aussi longtemps que le capital impérialiste survit dans un quelconque pays industrialisé majeur, il n'abandonnera jamais cette poussée vers la domination mondiale, vers l'effort pour réincorporer dans la sphère d'exploitation directe les pays qui en ont échappé grâce à des révolutions sociales victorieuses, ni sa tendance à écraser les travailleurs de tous les pays qui sont couramment engagés dans des efforts pour parachever des révolutions sociales. Voilà ce qui est et qui restera la seule source de guerre mondiale potentielle dans l'époque ouverte par la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

En second lieu, le danger d'une nouvelle guerre mondiale n'est pas imminent. Pour pou-

voir accroître qualitativement sa capacité de commettre des agressions jusqu'au point d'une attaque ouverte et d'ensemble contre l'URSS, l'Europe orientale et la République populaire de Chine, l'impérialisme devrait d'abord modifier radicalement les rapports de forces politiques au sein des pays impérialistes métropolitains eux-mêmes, c'est-à-dire qu'il devrait d'abord infliger une défaite écrasante au prolétariat mondial. Aussi longtemps que cela ne s'est pas produit, il lui sera impossible de lui faire accepter la folie de risquer la destruction nucléaire de l'humanité tout entière.

En troisième lieu, il n'y a pas de raisons économiques fondamentales pour des guerres entre Etats ouvriers bureaucratisés. Il est vrai que la bureaucratie au pouvoir désire accroître son pouvoir et ses privilèges, et qu'elle peut piller des pays étrangers, si elle réussit à les inclure dans sa sphère d'influence sans mettre en danger la «coexistence pacifique» avec l'impérialisme à l'échelle globale, c'est-à-dire grâce à un *modus vivendi* avec l'impérialisme mondial. Mais ce désir n'est absolument pas relié structurellement à la nature de l'économie des Etats ouvriers. Le pillage de l'Allemagne de l'Est s'est arrêté en gros après le soulèvement ouvrier de juillet 1953. Cuba n'est pas pillé, mais subsidié par la bureaucratie soviétique - et la même remarque s'applique dans une proportion croissante à la Tchécoslovaquie depuis la «normalisation» de 1968-1969. Nous doutons fortement que Pékin ait «pillé» le Cambodge ou désire «piller» le Vietnam. Et même si Hanoï, souffrant cette année d'une grave pénurie de riz, pouvait jeter un œil envieux sur la bonne récolte du Cambodge, si ses troupes s'enlisaient dans le combat contre les guérillas des Khmers rouges, il sera sans doute également obligé de subsidier ses alliés de Phnom-Penh plutôt que de les «piller».

Il est absurde de supposer que la Chine ait besoin de «colonies à exploiter», alors qu'elle manque désespérément des

ressources nécessaires pour exploiter 80% des richesses naturelles existant sur son propre sol. Il est tout aussi absurde d'affirmer que la bureaucratie soviétique désire «coloniser la Chine», alors qu'elle n'a même pas les moyens d'exploiter les richesses de ses propres territoires sibériens d'Extrême-Orient, et qu'elle invite le capital japonais, allemand, français, et nord-américain à participer à cette immense entreprise.

En quatrième lieu, l'inabilité de l'impérialisme à lancer à présent une guerre générale de reconquête contre les Etats ouvriers n'implique point son incapacité à tenter de les déstabiliser, de saper leur force, pour pouvoir notamment réaliser un retour en force dans ceux d'entre eux où le nouveau système social est encore le plus jeune et relativement le plus faible. Voilà ce qu'il cherche incontestablement à réaliser en Indochine. De même, cela n'implique d'aucune manière une incapacité à chercher à arrêter toute nouvelle extension internationale de la révolution sociale.

S'il y a accord sur ces quatre points principaux, comment peut-on dès lors expliquer les dangers de guerres entre Etats ouvriers bureaucratisés, ou plus exactement de guerres entre les bureaucraties au pouvoir dans ces pays ? Comment ce danger de guerre s'articule-t-il avec la lutte entre l'impérialisme et les forces anti-impérialistes et anti-capitalistes à l'échelle mondiale ?

Nous estimons que ce danger de guerre ne peut plus être nié à la lumière des conflits militaires incontestables entre le Vietnam et le Cambodge, entre la Chine et le Vietnam, et des menaces réelles d'une confrontation militaire entre la bureaucratie soviétique et la bureaucratie chinoise. Nous devons essayer d'expliquer ces guerres dans le cadre de l'analyse marxiste traditionnelle de la nature sociale spécifique de la bureaucratie au pouvoir dans ces pays. Nous croyons que nous sommes parfaitement capables de le faire, sans risque d'ébranler la cohésion et la logique interne

de la théorie marxiste en général et de celle des bureaucraties des Etats ouvriers en particulier.

Les racines de ces conflits potentiels sont politiques et non socio-économiques. Ou plus exactement : leurs racines économiques se rapportent à la manière particulière dont la couche bureaucratique sclérosée qui règne dans ces pays peut garantir et maintenir les privilèges matériels dont elle jouit. La garantie et la reproduction de ces privilèges matériels dépendent de l'exercice d'un monopole de pouvoir politique et social par la bureaucratie. Tout défi sérieux de ce monopole, toute forme de « pluralisme » politique public, même de nature inter-bureaucratique, accélère inévitablement le réveil des masses qui peut ébranler en très peu de temps la base même des privilèges bureaucratiques, comme le montrent les exemples de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie.

Staline a incarné de la manière la plus nette, la plus conséquente et la plus radicale ce principe du monopole du pouvoir - du monolithisme absolu. C'est pourquoi il a supprimé toute différenciation politique, non seulement au sein du PC de l'Union soviétique, mais encore au sein du Komintern. Lorsque le pouvoir de la bureaucratie soviétique a débordé les frontières d'avant-guerre de l'URSS vers les pays dits « de démocratie populaire », il se vit obligé d'étendre ce même principe du monolithisme à travers ces nouveaux Etats ouvriers, y compris le seul qui n'avait pas été créé par des actions et manipulations militaro-bureaucratiques du Kremlin, mais par une véritable révolution populaire, fût-elle une révolution bureaucratiquement contrôlée : la Yougoslavie.

C'est cette poussée qui était à la base du conflit Staline-Tito de 1948, et non une quelconque peur des effets en URSS d'un mouvement de masse inexistante au début de 1948 en Yougoslavie. La même nécessité de préserver le monolithisme explique l'éclatement du conflit sino-soviétique en 1959.

Toute forme de développement politique et idéologique autonome de tout Etat ouvrier, indépendamment du niveau immédiat des mobilisations de masse qu'on y enregistre, est considérée comme une menace de ses dominations par le Kremlin, y compris de sa domination en Union soviétique. Toute forme de développement politique et idéologique autonome de tout Etat ouvrier asiatique est de même considérée par Pékin comme menaçant son pouvoir, à la longue y compris en Chine. Tout développement d'autonomie politique et idéologique de tout pays d'Indochine ou voisin est de même considéré par Hanoï comme une menace pour son pouvoir, y compris à la longue sur le Vietnam lui-même. C'est là, et nulle part ailleurs, que se trouvent les racines politiques objectives des guerres potentielles entre Etats ouvriers bureaucratés.

Aussi longtemps que l'URSS était le seul Etat ouvrier existant, Staline pouvait imposer des directions serviles et obéissantes à n'importe quel parti communiste, souvent par diktat direct de Moscou, grâce à une combinaison de corruption, de sélection régressive de cadres dirigeants, et de chantage d'une rupture publique qui aurait, du moins pour toute une période, des conséquences politiques et organisationnelles désastreuses pour les partis en question. Plus tard, la menace de terreur physique ouverte ou d'assassinat, et la mise en pratique de ces menaces, s'ajouta à ces méthodes dans un certain nombre de cas.

Mais quand plusieurs partis communistes d'origine stalinienne furent installés dans des positions de pouvoir d'Etat après la Deuxième Guerre mondiale, ces méthodes s'avèrent insuffisantes, vu les ressources matérielles qualitativement accrues dont disposa chaque bureaucratie « nationale ». Le Kremlin dut dès lors employer des méthodes plus directes de contrôle politique : l'occupation militaire; le contrôle sur l'appareil de répression « national », surtout l'armée; la police secrète et un réseau particulier d'agents d'infor-

mation; le contrôle sur un certain nombre de points névralgiques de la vie économique; l'obligation imposée à la bureaucratie « nationale » d'appliquer une ligne politique qui la laisserait sans base populaire sérieuse dans son propre pays, la plaçant ainsi en position de dépendance par rapport à la « protection » militaire du « pays fraternel ».

A des degrés divers, ces méthodes furent couronnées de succès dans la plupart des pays où les bureaucraties furent installées au pouvoir par la puissance militaire de l'URSS, les deux exceptions étant la Corée du Nord et la Roumanie. Mais elles ont généralement échoué dans tous les pays où la bureaucratie « nationale » disposait dès le départ d'une base de pouvoir matérielle, politique et sociale autonome, du fait qu'elle avait conquis son pouvoir sur la vague d'une révolution sociale massive et populaire, fût-elle contrôlée et manipulée bureaucratiquement : la Yougoslavie, la Chine, le Vietnam. Encore une fois, c'est là qu'il faut rechercher les racines du conflit Tito-Staline, du conflit Mao-Khrouchtchev, du conflit Vietnam-Chine et, pourquoi pas, du futur conflit Vietnam-URSS.

Nous savons que les racines idéologiques de ce processus de désintégration du monolithisme stalinien - de cette crise mondiale du stalinisme - se trouvent dans la théorie du socialisme dans un seul pays et du phénomène du « messianisme national » qui en découle directement (« notre » pays, et « notre » pays seulement - ou du moins en premier lieu - est « le vrai bastion de la révolution mondiale »). Dans ce sens, grâce à des décennies de lutte contre ces déviations nationalistes petites-bourgeoises du marxisme, notre mouvement était théoriquement et politiquement armé pour comprendre les raisons profondes des conflits politiques entre différentes fractions de la bureaucratie, et leur tendance à déborder vers des conflits entre Etats gouvernés par ces différentes fractions. Les positions globalement correctes que nous avons adoptées dès

le départ à l'égard du conflit Mao-Khrouchtchev devraient nous aider à comprendre la dynamique de ces conflits au niveau étatique, pouvant conduire à des guerres entre États ouvriers bureaucratisés. Mais nous devons comprendre aussi que ces déviations nationalistes du marxisme possèdent des racines matérielles et sociales.

Les méthodes utilisées par Staline pour essayer de faire plier genou à Tito furent les méthodes typiques de pression des grandes puissances : le blocus économique; la concentration de troupes aux frontières de la Yougoslavie; un énorme barrage de propagande afin d'inciter des fractions de la bureaucratie yougoslave (surtout de l'armée et de la police) à renverser l'appareil titiste. Le but

civiles plus élevées (avec évidemment de nombreuses restrictions, puisqu'elle voulut à tout prix, elle aussi, conserver le monopole du pouvoir politique), et en manœuvrant d'autre part au niveau international avec toutes sortes de forces impérialistes et bourgeoises, non sans faire quelques concessions traîtres à ces forces sociales hostiles, comme par exemple l'appui qu'elle accorda à la guerre impérialiste en Corée.

més de fusées nucléaires, pointées vers les bases nucléaires de la République populaire de Chine, vers ses centres industriels en Mandchourie, vers Pékin, la capitale, et vers la zone métropolitaine de Shanghai.

Les bureaucrates chinois, pris dans l'étau de cette double menace qui pesait sur la base de leur pouvoir, réagirent de manière pragmatique typiquement bureaucratique. D'abord, ils se retirèrent idéologiquement sur la ligne de « ne compter que sur ses propres forces », c'est-à-dire une simple rationalisation de l'isolement désespéré dans lequel ils se trouvaient. Simultanément, ils adoptèrent une position d'« équidistance » par rapport aux deux « super-puissances »,



L'évacuation de Phnom Penh en 1975

était de remplacer cette direction à la tête du PC et de l'État yougoslaves par une fraction docile par rapport au Kremlin.

Étant elle-même une bureaucratie et non le représentant authentique du prolétariat yougoslave, la direction titiste réagit de manière typique, fût-ce assez audacieuse, en cherchant d'une part à élargir sa base populaire, en abolissant la collectivisation forcée de l'agriculture, en accordant aux travailleurs un niveau de vie et des libertés

Une analyse analogue peut être faite du débordement de la querelle idéologique entre Mao et Khrouchtchev vers un conflit ouvert au niveau étatique. Le Kremlin organisa le blocus économique de la Chine au moment même où l'économie chinoise se trouvait en situation désespérée par suite de l'échec de la deuxième phase du « grand bond en avant » de Mao, et à une époque où le blocus impérialiste de la Chine était encore pleinement opérant. Il refusa tout appui militaire à la Chine (et surtout le « parapluie nucléaire ») au moment où le Pentagone était encore engagé dans un débat sérieux sur la question de savoir s'il fallait ou non jeter des bombes atomiques sur la Chine. Il aggrava ses péchés contre-révolutionnaires en concentrant plus d'un demi-million de troupes soviétiques sur la frontière sino-soviétique en Asie centrale - en fait, plus de soldats qu'il ne stationne en Europe orientale -, y compris des détachements ar-

ces », sous le couvert d'une rhétorique « super-révolutionnaire ». En même temps, ils regardèrent de tous côtés pour découvrir des ouvertures dans l'étau qui les encerclait. Ces ouvertures ne sont venues ni du Kremlin ni des satellites. Elles sont d'abord venues de la part des impérialistes européens et japonais, sur le front économique et commercial. Puis elles sont venues de Washington, par des mouvements prudents de désengagement militaire.

Pékin a tout de suite répondu avec enthousiasme, prêt à sacrifier la Révolution vietnamienne en échange de ces ouvertures. L'analogie avec le comportement de Staline et de Khrouchtchev dans des circonstances similaires est trop frappante pour ne pas conclure qu'il ne s'agit pas là d'une quelconque déviation particulière de la part des bureaucrates chinois, mais de caractéristiques générales de la caste bureaucratique en tant que telle.

Après-coup, nous savons aujourd'hui que nous aurions dû comprendre, du moins à partir du milieu des années soixante, que cette transposition des conflits inter-bureaucratiques au niveau de conflits entre Etats et l'emploi de tous les instruments classiques de diplomatie de grandes puissances dans ce cadre, impliquaient un danger de guerre potentiel. Mais la transformation de cette menace potentielle de guerre en guerres effectives marque en fait une nouvelle étape dans la dégénérescence de la bureaucratie.

Après coup également, nous savons aujourd'hui que l'invasion militaire de la Hongrie en 1956 et de la Tchécoslovaquie en 1968 peuvent être considérées comme des bancs d'essai de cette tendance, bien qu'elles ne se soient pas transformées en guerres effectives, dans le sens réel du terme, comme la guerre entre le Vietnam et le Cambodge et celle entre la Chine et le Vietnam. Et alors même que nous comprenons beaucoup mieux aujourd'hui ces dangers de guerre, nous devons insister sur le fait que, du moins dans l'état actuel des rapports de forces à l'échelle mondiale, il ne peut s'agir que de guerres limitées (ce qui ne signifie pas qu'elles ne puissent pas donner lieu à des guerres de guérilla prolongées) comparées aux guerres provoquées par de véritables conflits d'intérêts économiques à long terme, tels des conflits inter-impérialistes, des guerres de terme, tels des conflits inter-impérialistes, des guerres de conquête coloniales, des guerres de libération nationale, ou des guerres entre des systèmes sociaux différents (des guerres entre l'impérialisme et des Etats ouvriers).

Il n'y a aucune raison sociale fondamentale pour laquelle la direction chinoise serait « *alliée à l'impérialisme américain contre l'Union soviétique* ». Ses besoins de modernisation pourraient être satisfaits par l'URSS autant que par l'impérialisme, du moins partiellement. En jouant l'un contre l'autre - comme elle a déjà joué l'une contre l'autre diverses puissances impérialistes - la bureaucratie chinoise minimiserait les coûts et aug-

menterait les gains de ses emprunts internationaux. Il ne faut pas non plus oublier que moderniser son économie grâce à la coopération avec l'impérialisme imposera des charges financières croissantes à l'Etat ouvrier chinois, qui, à partir d'un certain palier, devraient s'arrêter, sinon l'économie planifiée en tant que telle se désagrégerait. Cela a été bien démontré par l'exemple de l'Europe orientale et surtout celui de la Yougoslavie. Lorsque ce palier sera atteint, une réelle pression matérielle s'exercera sur la bureaucratie en faveur d'un « partage des charges » entre Moscou, Francfort, Tokyo et Washington. C'est ce qui est arrivé en Yougoslavie. C'est ce qui est arrivé en Pologne et en Hongrie. C'est ce qui arrivera aussi à Pékin... si le Kremlin veut que cela arrive.

Cette analyse débouche sur une conclusion politique capitale. La IVe Internationale est contre des guerres entre Etats ouvriers bureaucratisés. Elle les considère comme entièrement réactionnaires et irresponsables; elles ne peuvent qu'aider l'impérialisme et que nuire à la cause de la révolution mondiale. Elles sont contraires aux intérêts de la classe ouvrière internationale, contraires à la cause de la libération des peuples coloniaux et semi-coloniaux opprimés.

Nous sommes contre l'invasion du Cambodge par l'armée régulière vietnamienne. Nous sommes contre l'invasion du Vietnam par la Chine. Nous sommes contre toute attaque du territoire de la République populaire de Chine par l'armée de l'URSS ou de ses satellites. Nous disons : lutez ensemble contre l'impérialisme et le capitalisme, non contre les ouvriers et les paysans d'autres Etats ouvriers ! Et nous ajoutons : lorsque les ouvriers et les paysans pauvres de ces pays disposeront du pouvoir politique réel pour décider des questions de paix et de guerre, de telles guerres ne se reproduiront plus jamais !

La défense de la révolution vietnamienne est certainement une des tâches-clé de la IVe Internationale. Mais la question

est de savoir comment et par quel moyens. Nous sommes convaincus que l'invasion du Cambodge n'a pas aidé, mais plutôt sapé cette défense.

Il n'y a aucun « humanitarisme libéral » et pas un atome de « pacifisme petit-bourgeois » à la base de cette position de principe que nous adoptons (nous tenons cependant à répéter une fois de plus que nous considérons comme moralement écœurant et contraire aux besoins élémentaires d'élever le niveau de conscience de la classe ouvrière le fait d'identifier la préoccupation légitime pour la défense de la vie d'ouvriers et de paysans du Cambodge, du Vietnam, de la Chine et de l'URSS, le refus de voir ces vies sacrifiées pour la cause de conflits inter-bureaucratiques sordides, avec de l'« humanitarisme libéral »). Nous ne sommes opposés ni aux insurrections armées de masse, ni aux guerres de libération nationales, ni à l'aide fraternelle - y compris l'aide armée - que les révolutions victorieuses peuvent accorder aux travailleurs et paysans insurgés d'autres pays. Notre opposition aux guerres entre Etats ouvriers bureaucratisés est fondée sur une compréhension correcte de la nature des castes bureaucratiques ossifiées qui déclenchent ces guerres, et de leurs rapports avec la révolution mondiale et le prolétariat mondial.

Nous rejetons complètement l'idée qu'une quelconque fraction de la bureaucratie puisse avoir d'une manière quelconque la « mission historique » de « centraliser » les intérêts d'un soi-disant « camp socialiste », c'est-à-dire des Etats ouvriers bureaucratisés dans leur ensemble, dans la confrontation avec les forces impérialistes et capitalistes, soit régionalement, soit globalement. Tout le bilan historique sur lequel notre analyse de la bureaucratie est fondée démontre justement le contraire. Chacune de ces fractions de la bureaucratie - le Kremlin autant que Pékin, et hélas, aussi Hanoi - sacrifie systématiquement les intérêts généraux du prolétariat mondial et des peuples opprimés, les intérêts géné-

raux de la révolution mondiale à ses propres intérêts particularistes étroits et conservateurs, ceux de défendre son propre pouvoir et ses propres privilèges, sans tenir compte des conséquences ailleurs.

En fait, aujourd'hui même, la bureaucratie soviétique autant que la bureaucratie chinoise, la direction vietnamienne autant que la clique de Pol Pot, conduisent le conflit idéologiquement au niveau le plus bas. Elles attisent systématiquement la haine chauvine, sinon raciste, contre les « Mongols » (les « jaunes »), les « viets », les « hans », etc. Ce chauvinisme méprisable s'allie à une célébration scandaleuse des « dizaines de milliers d'agresseurs hans (ou viets) exterminés » dans la guerre, sans égard pour le fait que des ouvriers sont en train de tirer sur des ouvriers, que des paysans sont en train de tirer sur des paysans, et que personne n'est en train de tirer sur des impérialistes, des capitalistes ou des propriétaires fonciers. Voir seulement dans cela des agissements politiques « normaux », ou des manœuvres diaboliques de l'impérialisme, c'est couvrir des crimes du stalinisme. Ce poison petit-bourgeois chauvin ne constitue que l'ultime fruit amer du « socialisme dans un seul pays ».

Nous rejetons de même complètement toute approche purement conjoncturelle de la question, qui consisterait à souligner que « dans une situation donnée », une fraction donnée de la bureaucratie serait « objective-ment » plus (ou moins) contre-révolutionnaire qu'une autre. De telles considérations impressionnistes ne sont pas seulement condamnées à être dépassées d'un jour à l'autre par les événements (qu'on se rappelle des théoriciens qui ont tiré toutes sortes de considérations générales de l'alliance temporaire entre Staline et Hitler !). Elles pêchent surtout en subordonnant les similitudes structurelles de tous les Etats ouvriers à des considérations basées sur des facteurs purement conjoncturels. Même aujourd'hui, tout coup sérieux porté à la République populaire de Chine serait un coup contre un Etat ouvrier,

c'est-à-dire un coup en faveur de la restauration du capitalisme en Chine, et non un coup contre « un allié de l'impérialisme américain ». La même remarque s'applique d'ailleurs à tout coup sérieux porté contre n'importe quel Etat ouvrier, sans exception aucune.

Il n'est pas très malin de réarranger l'analyse de la situation mondiale autour de la thèse bizarre selon laquelle le but principal de Washington serait de « refouler la Révolution indochinoise » à partir du Cambodge. N'est-il pas évident que les buts stratégiques qui consistent à conserver le contrôle sur le pétrole du Moyen-Orient, à empêcher la révolution socialiste en Europe, à garder la main haute sur l'Amérique latine, sont infiniment plus importants pour l'impérialisme américain ? Mais pour pouvoir atteindre ces buts décisifs, Washington a besoin d'une collaboration étroite avec le Kremlin bien plus qu'avec Pékin - qui ne peut rien apporter de concret dans ces zones-là. Pourquoi l'impérialisme américain agirait-il délibérément contre ses propres intérêts vitaux en s'alliant avec Pékin contre Moscou, dans le seul but de reconquérir le marché cambodgien ?

Quant au Kremlin, sa machine de propagande tient le langage suivant : sales hégémonistes chinois, vous sapez la détente, vous essayez de collaborer avec Washington, afin de nous empêcher de mieux collaborer avec Washington ! Et vous, gouvernants occidentaux, si vous envoyez des armes aux Chinois, vous êtes bêtes, car à la longue, ces armes seront employées contre vous (sur ce dernier point, voyez les *Izvestia* du 12 décembre 1978). Tout cela est fort éloigné d'une situation mondiale prétendument dominée par les efforts acharnés de l'impérialisme de passer à l'offensive contre la Révolution vietnamienne à l'aide des Chinois.

En fait, la plupart des observateurs bourgeois insistent sur le fait que Washington accorde la priorité dans sa politique étrangère à la conclusion de l'accord SALT II avec Moscou,

au-delà de tout avantage qu'il pourrait obtenir des conflits inter-bureaucratiques dans le Sud-Est asiatique et de ses liens plus étroits avec Pékin. Les gouvernements bourgeois des pays de l'ASEAN, tout en se montrant satisfaits de ce que la dynamique de la Révolution indochinoise soit affaiblie par ces conflits, se montrent autant inquiets de la concentration de forces militaires chinoises que de celle du Vietnam (*Le Figaro*, 12 mars 1979). Ils ont d'excellentes raisons pour réagir de la sorte - ainsi qu'un robuste instinct de classe. Car indépendamment des alignements et réalignements conjoncturels, c'est la nature de classe des différents Etats (et des différentes armées), qui s'avèrera à la longue décisive pour déterminer leur rôle dans la politique mondiale.

Plus généralement, l'impérialisme peut essayer et essayera d'utiliser les conflits inter-bureaucratiques afin de gagner des avantages et de modifier les rapports de forces. Mais son but historique fondamental est non pas celui d'affaiblir Moscou par rapport à Pékin ou vice versa, mais de restaurer le capitalisme dans les deux pays et d'arrêter l'extension internationale de la révolution. Sur la route qui mène à la réalisation de ce but, la nature de classe de tous les Etats ouvriers reste un obstacle formidable, indépendamment des manœuvres opportunistes conjoncturelles et traîtres que telle ou telle fraction de ces bureaucraties peut effectuer.

On a accordé une énorme importance au fait que Washington connaissait d'avance le projet d'attaque de Pékin contre le Vietnam, et que l'impérialisme américain y a soit donné le feu vert, soit a manqué d'allumer le feu rouge, soit a réagi avec tant de division et de confusion que Teng a pu se sentir encouragé pour agir comme prévu (*Die Zeit* 2 mars 1979). Mais toutes ces spéculations concernant ce qui se serait réellement passé lors de la visite de Teng à Washington et celle de Blumenthal à Pékin passent largement à côté de la question. Tout le monde dans la IVe Internationale

est d'accord sur deux points. Après sa lourde défaite de 1975, l'impérialisme US est, pour le moment, incapable d'intervenir directement en Indochine. Il ne peut donc réintégrer sur cette scène qu'en exploitant les conflits entre les dirigeants soviétiques, chinois, vietnamiens et cambodgiens.

Les divergences portent sur deux points différents. L'intervention vietnamienne au Cambodge et l'intervention chinoise au Vietnam ont-elles facilité ces manœuvres impérialistes ? Nous répondons oui dans chaque cas, et nous apportons des preuves solides pour appuyer ce jugement. Les camarades Feldman, Clark et Waters répondent « non » dans le premier cas et « oui » dans le deuxième. Mais les preuves à l'appui de ce jugement sont minces, pour ne pas dire plus.

Et la divergence la plus importante porte sur la question suivante : dans le conflit entre la Chine et le Vietnam, Pékin agit-il fondamentalement au service de l'impérialisme - et en généralisant ce raisonnement, Staline agissait-il fondamentalement pour l'impérialisme en attaquant Tito, Tito agissait-il fondamentalement pour l'impérialisme en ripostant contre Staline ; le même verdict peut-il être formulé concernant le conflit Mao-Khrouchchev ? Ou bien s'agissait-il dans tous ces cas de véritables conflits interbureaucratiques, que les impérialistes peuvent exploiter et qu'ils ont exploités, mais qu'ils n'ont ni déclenchés ni contrôlés.

Nous rejetons en particulier toute politique du « moindre mal » appliquée aux diverses fractions et sous-groupes de la bureaucratie. Dans la mesure où nous avons à faire avec des pays où le pouvoir de la bureaucratie a été ossifié et institutionnalisé - c'est-à-dire où il ne peut être éliminé qu'au travers d'une révolution politique - aucune des castes bureaucratiques d'autres Etats ouvriers ne peut être considérée comme favorisant sérieusement, ou même initiant, pareille révolution politique.

C'est politiquement et socialement inconcevable. Ce serait leur prêter l'intention de se suicider. La tâche de renverser chacune de ces bureaucraties privilégiées ne peut être résolue que par les ouvriers et les paysans de chacun de ces pays, et non par l'invasion d'une armée régulière étrangère.

Finalement, la question de notre opposition de principe contre toute invasion d'un quelconque Etat ouvrier bureaucraté par l'armée d'un autre Etat ouvrier bureaucraté est liée étroitement à une compréhension correcte du développement inégal, historique, économique, social, politique et culturel, entre les différents Etats ouvriers, c'est-à-dire de la dynamique dangereuse de la question nationale après la victoire de la révolution socialiste, une dynamique que les marxistes révolutionnaires n'ont pas encore pleinement comprise et maîtrisée.

Comment peut-on oublier que la Chine fut pour plus d'un siècle une semi-colonie pillée, démembrée et humiliée par les puissances impérialistes, parmi lesquelles Lénine inclut explicitement la Russie tsariste ? Comment peut-on oublier que l'Empire chinois chercha pendant près de deux millénaires à se soumettre le pays plus petit qu'est le Vietnam ? Comment peut-on oublier que des empereurs vietnamiens à leur tour ont menacé l'indépendance du Cambodge, pays encore plus petit, par des agressions répétées et des guerres de conquête qui s'échelonnent sur plusieurs siècles ?

Croire qu'il suffit de réaliser une révolution socialiste - en maintenant d'énormes différences de niveau de vie et de niveau de développement économique entre différents Etats ouvriers - pour que tous les sentiments de méfiance, toutes les conséquences idéologiques et politiques de situations vieilles de nombreux siècles, disparaissent comme par enchantement de la conscience de millions de gens peu versés dans le marxisme, c'est croire au miracle. Mieux vaut être un peu

plus réaliste, prendre cette méfiance en considération, et s'abstenir soigneusement de toute action qui pourrait stimuler de nouvelles vagues de nationalisme de longue durée. Ne fût-ce que pour cette raison-là, nous avons à condamner catégoriquement les deux invasions !

Notons que Lénine, quant à lui, a parfaitement compris cet aspect du problème. Déjà dans son rapport sur le programme du Parti en 1918, il a affirmé catégoriquement qu'un Etat ouvrier devrait accorder l'autodétermination (c'est-à-dire l'indépendance) même à des nations restant sous domination bourgeoise, si, en agissant différemment, la différenciation de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat devait se ralentir ou même s'obscurcir par un renouveau du développement du nationalisme dans ces pays. Et dans le codicille final de son Testament, il a affirmé :

« Par rapport au second nationalisme, nous, les nationaux d'une grande nation, nous nous rendons presque toujours coupables, à travers l'Histoire, de violences et même plus, d'une infinité d'injustices et d'exactions sans nous en apercevoir... »

« Aussi, l'internationalisme du côté de la nation qui opprime ou de la nation dite 'grande'... doit-il consister non seulement dans le respect de l'égalité formelle des nations, mais encore dans une inégalité compensant de la part de la nation qui opprime, de la grande nation, l'inégalité qui se manifeste pratiquement dans la vie. Quiconque n'a pas compris cela, n'a pas vraiment compris ce qu'est l'attitude réellement prolétarienne à l'égard de la question nationale... »

« ... Le préjudice que peut causer à notre Etat l'absence d'appareils nationaux unifiés avec l'appareil russe est infiniment, incommensurablement moindre que celui qui en résulte pour nous, pour toute l'Internationale, pour des centaines de millions d'hommes des peuples d'Asie qui apparaîtront après nous sur l'avant-scène de l'Histoire dans un proche avenir. Ce serait un opportunisme imparadonnable si, à la veille de cette

intervention de l'Orient et au début de son réveil, nous renions à ses yeux notre autorité par la moindre brutalité ou injustice à l'égard de nos propres allogènes... éveillant ainsi la suspicion sur la sincérité de nos principes, sur notre justification de principe de la lutte contre l'impérialisme.» (V.I. Lénine, «Oeuvres», tome 36, pp. 620, 621, 624).

Dans l'intérêt de la révolution mondiale et de la défense de la solidarité internationale des travailleurs, nous devrions prendre ces avertissements de Lénine fort au sérieux !

La seule exception que nous pourrions envisager à la règle générale mentionnée plus haut serait celle d'une situation de guerre généralisée de l'impérialisme contre les Etats ouvriers dans leur ensemble. Si dans une telle situation - dans laquelle la survie des Etats ouvriers en tant que tels serait immédiatement menacée - une ou deux bureaucraties au pouvoir combattaient militairement aux côtés de l'impérialisme, des opérations des armées des autres Etats ouvriers sur leur territoire seraient justifiées. Mais même dans ce cas, toutes les considérations mentionnées plus haut resteraient valables, surtout le fait que nous appellerions les travailleurs de ces quelques pays à renverser immédiatement les bureaucrates traîtres qui les gouvernent. La victoire d'une telle révolution politique serait mille fois préférable à une invasion et occupation étrangères - même dans le cadre d'une guerre mondiale -, qui entraîneraient de nombreuses conséquences négatives pour la survie de l'Etat ouvrier en tant que tel.

Ajoutons que nous croyons toujours qu'une telle éventualité est extrêmement improbable - et que nous nous refusons totalement à identifier une situation de guerre mondiale ayant effectivement éclaté avec une situation de « *manœuvres préventives en vue d'un danger de guerre potentiel* », qui pourrait perdurer pendant un demi-siècle ou plus.

L'impérialisme tire beaucoup de profit politique et idéologique des crimes récents de la bu-

reaucratie dans le Sud-Est asiatique. Il en tirera encore plus de profit demain. Il cherchera à semer une confusion énorme parmi la classe ouvrière internationale et les combattants pour la libération des colonies et des semi-colonies, en faisant crier à tue-tête par tous ses porte-paroles - certains bien payés, certains plutôt éloquents, certains pénétrant profondément au sein du mouvement ouvrier organisé - que les événements viennent de prouver que Marx avait tort quand il pensait que les guerres disparaîtraient avec le capitalisme; que Lénine avait tort quand il faisait inscrire au préambule de la première Constitution de l'URSS que la guerre est structurellement liée au capitalisme de même que la paix l'est au socialisme; que le marxisme et l'internationalisme prolétarien ont fait faillite, lorsque des armées marchant toutes les deux sous le drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau se tirent dessus les unes sur les autres.

Nous devons prendre cette offensive impérialiste à bras le corps. Nous devons en dénoncer l'hypocrisie et le caractère de diversion. Comparées aux victimes des guerres impérialistes passées et présentes, les victimes tragiques de ce qui est en train d'arriver dans le Sud-Est asiatique sont et resteront une infime minorité. Comparés aux menaces que l'existence de l'impérialisme fait peser sur la survie même du genre humain, les conflits militaires inter-bureaucratiques restent un aspect secondaire du devenir du monde.

Mais nous ne pouvons pas répondre efficacement à la machine de propagande impérialiste en niant ou en minimisant l'étendue des crimes de la bureaucratie. L'analogie avec l'offensive bourgeoise dite « sur les droits de l'homme » est fort pertinente à ce propos. Toute ligne de défense contre cette offensive du type de « l'impérialisme est le seul responsable des atteintes aux droits de l'homme » ou « vous exagérez l'étendue des camps de travail forcé sous Staline » était condamnée à s'effondrer tôt ou tard. Elle a en fait aidé la machine de propagande impérialiste. Nous

devons regarder la réalité en face. Nous devons dire ce qui est. Seule la vérité est révolutionnaire.

La vérité, c'est que les guerres déclenchées par les différentes bureaucraties en Asie sont des crimes immondes de la bureaucratie contre la classe ouvrière et contre le socialisme, qui doivent être condamnées comme tels. Il faut expliquer qu'elles n'ont rien à voir avec le socialisme, pas plus que les procès de Moscou n'avaient quelque chose à voir avec lui. Ni Marx, ni Lénine, ni les révolutions socialistes n'ont provoqué ces guerres; elles sont le produit de bureaucraties privilégiées qui, en dernière analyse, résultent de la survie du capitalisme à l'échelle internationale, et qui doivent être renversées par des révolutions politiques.

Ce que les événements sanglants dans le Sud-Est asiatique justifient, ce n'est pas la rhétorique hypocrite de l'impérialisme couvert de sang. C'est le bien-fondé historique de la lutte principielle que l'Opposition de gauche, que la IV^e Internationale, ont menée contre la bureaucratie, contre le « socialisme dans un seul pays », contre le nationalisme petit-bourgeois, pour l'internationalisme prolétarien, pour la révolution mondiale et la démocratie socialiste, pour le front unique de tous les Etats ouvriers contre l'impérialisme. Voilà la seule ligne de défense principielle face à l'offensive idéologique de l'impérialisme. A la longue, elle s'avèrera la seule ligne de défense efficace.

15 mars 1979

NOTES

(1) Les camarades Feldman et Clark citent longuement le livre de Pouchaud. Mais ils ne mentionnent pas sa conclusion sur cette question-clé : « Le 17 avril 1974, une société a disparu et une autre naissait sous l'impulsion d'une révolution qui est, sans aucun doute, la plus radicale qui ait jamais été réalisée en aussi peu de temps. » (op. cit. p. 229).

(2) Cette aide a continué dans le cas du Japon (« Le Monde », du 3 mars 1979), dont le gouvernement a également condamné publiquement l'invasion du Vietnam par la Chine comme « injustifiée ».